16e ANNÉE JANVIER 1948

LA VIE INTELLECTUELLE

UNE LOI VIEILLE DE DEUX MILLE ANS
CHRISTIANUS

L'ÉGLISE EN CHINE
ZACHARIAS

MEI TI, PHILOSOPHE CHINOIS
T. L.

M. DE FALLOUX ET LES JOURNÉES DE JUIN
H. GUILLEMIN

LES GRÈVES

LA PREMIÈRE ANTHOLOGIE SANSKRITE
R. SCHWAB

GRADUATE THEOLOGICAL UNION
LIBRARY
1962

LES ÉDITIONS DU CERF-PARIS

LA VIE INTELLECTUELLE

Revue mensuelle

XVI^e ANNÉE . JANVIER 1948 . N° 1

SOMMAIRE

CHRISTIANUS ..... *Une loi vieille de deux mille ans.* 1

Eglise et Chrétienté

H. J. E. ZACHARIAS. *La tâche de l'Église en Chine...* 6
T. L. ..... *Mei Ti, philosophe chinois* 19
L. AUJOULAT ..... *L'actualité d' « Ad Lucem »....* 24
J. JOUVENROUX .. *Lettre d'un catéchumène.....* 32
A.-J. MAYDIEU .... *Le cardinal Petit de Julleville...* 36

- *Livres*, 37.
- *Azimuths*, 38.
- *Calendrier*, 43.

Peuples et Civilisations

H. GUILLEMIN .... *M. de Falloux et les journées de juin* 46
La grève à travers la France.... 59
F. HENRY ..... *Le passé et l'avenir du syndicalisme* 89

- *Des quatre vents*, 93.
- *En lisant les revues*, 96.
- *Calendrier*, 100.

Culture

R. SCHWAB ..... *La première anthologie sanskrite.* 104
LO TA KANG ..... *Louis Laloy* 118
D. D. et A. GEORGE. *Chroniques scientifiques* 122

- *Théâtre*, par HENRI GOUHIER, 129.
- *Musique*, par EMILE DAMAIS, 134.
- *Cinéma*, par JEAN-PIERRE CHARTIER, 136.
- *Perspectives sur les revues littéraires*, par MICHEL CARROUGES, 139.
- *Calendrier*, 143.

On trouvera à la troisième page de la couverture les conditions d'abonnement à la Revue.

La scène vaut d'être située et détaillée... De date récente, elle a pour théâtre le cœur de l'Afrique Noire. En pleine forêt équatoriale, un poste de brousse comme tous les postes de brousse avec sa résidence, ses bureaux, son hôpital, son école, et, à quelques kilomètres, sa mission. Région peu favorisée au surplus : elle a été décimée autrefois par la maladie du sommeil ; la lèpre y fait de grands ravages ; la population en est très clairsemée.

Région attachante néanmoins et qui suscite encore un déploiement d'activité admirable : une poignée d'Européens s'y accrochent, les uns pour mettre en valeur quelques dizaines d'hectares, d'autres pour assurer les échanges commerciaux, d'autres pour administrer, pour soigner, pour instruire, pour évangéliser.

Autour d'eux se dépensent des employés autochtones, assez nombreux, qui ont conscience du rôle social dont ils sont investis. Plus que partout ailleurs ils représentent, au milieu d'une masse encore attardée, les « évolués », c'est-à-dire, sinon toute l'élite, une fraction agissante de celle-ci.

Et voici qu'aujourd'hui tous ces Noirs accueillent « le Blanc qui vient de France ». Massés autour de lui, dignes et même solennels, ils lui exposent leurs aspirations, leurs déboires, leurs revendications. Brusquement, l'un d'eux, sans doute un administratif, demande :

« Est-ce qu'un Français pourrait, malgré ce qui est écrit dans la Constitution, refuser l'Union Française? »

Comme sa question ne provoque qu'une interrogation muette, il la précise :

« Quelles sanctions a-t-on prévues contre les Blancs qui déclarent ne pas vouloir aimer les Noirs? »

Et un autre ajoute :

« Est-ce que vous ne pourriez pas faire voter une loi qui oblige les Blancs à aimer les Noirs? »

L'interlocuteur blanc, d'abord suffoqué, se ressaisit. Il fait remarquer que la loi existe, qu'elle est même très ancienne : elle est presque vieille comme le monde et elle a été, en tout cas, remise en honneur voici deux mille ans. Elle est contenue dans un petit livre qui s'appelle l'Évangile : Tu aimeras ton prochain comme toi-même*; ce commandement, bien que second, est semblable au premier.*

La scène se passait au cœur de l'Afrique Noire...

*
* *

De l'Afrique Noire nous parviennent donc dès maintenant des leçons salutaires, des rappels opportuns. N'est-il pas touchant, par exemple, de constater la confiance accordée par les Africains à ce qui est écrit? Ils auraient, eux, très facilement le culte de la Constitution et il faut croire en tous cas que les textes de lois leur apparaissent comme chargés d'une puissance suprême puisqu'ils sont prêts à leur confier un dépôt positif et sacré : l'obligation d'aimer.

On pourrait s'amuser facilement de cette candeur un peu naïve. Nous sommes payés, n'est-ce pas, nous les civilisés, pour savoir que l'amour ne se commande pas, qu'il ne s'inscrit pas dans les lois humaines.

Mais si nous voulions être tout à fait sincères, nous devrions plutôt baisser la tête : à défaut d'un texte législatif, nous possédons, et depuis deux mille ans, un commandement évangélique et indiscutable. Pourquoi l'avons-nous oublié? Ou pourquoi essayons-nous de le rétrécir? Pourquoi faut-il que tant de chrétiens, lorsqu'ils s'en vont de leur pays, en viennent à se demander comme les Juifs : « Mais qui est mon prochain?... »

« Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho... », et il s'est trouvé que son prochain fut un Samaritain qui, seul, exerça la miséricorde envers lui.

Trop souvent, hélas ! vis-à-vis de leurs frères de couleur, les chrétiens se contentent, eux aussi, de regarder et de passer leur chemin. Inconsciemment peut-être, ils établissent des hiérarchies dans le classement de leur prochain. *Par négligence, par omission ou par orgueil, ils laissent à d'autres, qui se réclament d'une autre foi, le monopole des gestes par lesquels se traduisent la sympathie et l'amitié.*

Quelle déception pour les Noirs qui les considèrent, j'allais dire : qui les épient ! L'un d'eux le soulignait devant des catholiques européens qui œuvrent en Afrique. « Nous vous demandons, leur disait-il, de faire tomber les barrières et d'entrer en contact avec nous. Associez-nous à vos efforts. Vous y trouverez vous-mêmes votre avantage. Et comment pourriez-vous nous aimer si vous n'essayez même pas de nous connaître ? »

Retenons, voulez-vous, pendant qu'il en est temps encore, les supplications qui nous viennent d'Afrique Noire.

*
* *

Car en Afrique Noire, plus vite peut-être que dans la vieille Europe, l'attente déçue et la confiance trahie risqueraient de se retourner contre ces « Blancs » qui se seraient montrés « infidèles » en délaissant le commandement évangélique. Pour l'instant, les Africains ont encore soif de notre estime et de notre amitié : soif naïve, soif touchante dont on peut mesurer l'ardeur par la nature même des revendications qu'elle suscite.

Mais si, pour l'instant, les Africains nous supplient encore, déjà certains trahissent leur déception en cherchant par quelles sanctions ils pourraient rendre obligatoire cet amour qui ne veut pas se donner de lui-même.

On croirait les entendre :

Si tu ne m'aimes pas, je t'aime
Et si je t'aime, prends garde à toi.

L'un d'eux a osé la présenter, cette loi attendue ; mais, sous sa plume, la loi d'amour est devenue une loi de haine qui tend, par des châtiments très sévères, « à supprimer toute discrimination raciale en Afrique ».

L'attente insatisfaite a engendré l'amertume qui a suscité des désirs de vengeance.

Sera-t-il dit que nous, chrétiens, nous ayons besoin d'une perspective de sanction pour nous rappeler que tous les hommes sont nos frères dans le Christ ?

Serait-il dit que devant nous aussi il faudra agiter le spectre d'événements graves pour nous décider à aimer ?

Nous savons certes que, dans la perspective d'une prochaine guerre mondiale, les Européens en Afrique n'auraient pas de meilleure sauvegarde que l'amitié des Africains.

Mais nous savons surtout que nous sommes les dépositaires d'une consigne sacrée dont le Christ, notre Maître, nous a détaillé toutes les exigences. Cela se passait voici deux mille ans, il est vrai. Mais maintenant comme alors y a-t-il d'autre signe pour reconnaître les disciples du Christ que l'amour qu'ils portent à leur prochain ?

CHRISTIANUS.

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

H. J. E. Zacharias. *La tâche de l'Église en Chine.*

T. L. *Mei Ti, philosophe chinois du V^e^ siècle avant Jésus-Christ, précurseur du christianisme.*

L. Aujoulat. *L'actualité d' « Ad Lucem ».*

J. Jouvenroux. *Lettre d'un Catéchumène.*

A.-J. Maydieu. *Le cardinal Pierre Petit de Julleville.*

Livres · *Azimuths* · *Calendrier*

L'Église doit toujours être conquérante. Tout au long de la prédication de l'Évangile se révèlent les richesses insoupçonnées d'une foi qui reste substantiellement la même. Ainsi Notre-Seigneur nous disait-il que le scribe sage sait tirer de son texte « des choses anciennes et nouvelles ». Ainsi le chrétien doit-il suivre les activités missionnaires, non seulement comme l'expansion d'une doctrine qu'il prétendrait connaître, mais comme un accroissement de l'intelligence que l'humanité prend du message du Christ par la mise en commun de ses richesses. Les papes nous le demandent quand ils nomment en terre missionnaire des évêques, des cardinaux originaires du pays même. Par l'accueil à ce que toute civilisation apporte à la vie de l'Église, nous serons capables de travailler au règne de Dieu. Chaque chrétien bénéficie du travail de ses frères.

Dans ce but, nous réunissons ici des renseignements sur les progrès de l'Église en Chine et sur le laïcat missionnaire d'*Ad Lucem*. Par une heureuse rencontre, dans ce même numéro, une « lettre d'un catéchumène » inaugure la chronique d'une petite cellule chrétienne qui s'efforce de continuer l'esprit de l'auteur de *France, pays de mission ?*

LA TACHE DE L'EGLISE EN CHINE

Qu'un laïc se permette de faire le point de la situation de l'œuvre missionnaire en Chine apparaîtra entreprise bien prétentieuse, d'autant plus qu'il le fait après une absence de cinq années. En tout cas, ce n'est pas dans un esprit de critique désobligeante qu'il fait cet examen, mais au contraire dans l'espoir de promouvoir l'apostolat laïc en Chine, œuvre à laquelle il s'est attaché, dans la faible mesure de ses forces, en qualité de professeur à l'Université catholique de Pékin, après avoir exercé les mêmes fonctions dans les Indes, longtemps auparavant.

Qui plus est, le moment est peut-être propice. Son retour, qui date d'hier, lui permettra une vue plus large des choses, il n'a pu encore se laisser absorber par le menu détail de la routine quotidienne; son regard porte sur toute la forêt dans son ensemble, en attendant la tâche de s'en prendre à chacun de ses arbres.

C'est avec une joie mêlée d'admiration que l'on constate comment notre Université de Fu Jen est sortie victorieusement des tribulations des neuf dernières années; comme elle s'est assuré une réputation solide au regard de l'opinion publique; comme le gouvernement national a reconnu avec grandeur d'âme le succès de ses efforts pour le maintien du moral des générations montantes dans les territoires occupés. Cette constatation est de nature à rénover l'espoir que nous avions dans les perspectives qu'offre pareille œuvre de susciter en Chine une élite catholique cultivée.

Le lecteur ne m'en voudra donc pas et me pardonnera de hasarder des suggestions qui ne peuvent manquer de toucher tous les missionnaires, qu'ils soient clercs ou laïcs. Après tout, nous sommes tous embarqués sur le même navire — qui est la barque de saint Pierre; nous périrons ou

nous nous sauverons ensemble; et il sera permis, même à un laïc, qui ne veut rien avoir à faire avec la passerelle ou la cale aux machines, — ce qui est absolument en dehors de ses attributions, — de soumettre certaines idées qui peuvent avoir leur utilité. *Ex ore infantium et lactentium...*

I

De tous les facteurs qui diminuent la disposition des Chinois à accepter le message que nous leur apportons, c'est ce complexe de supériorité occidental qui détient la place de choix. Se basant sur la conscience d'une supériorité matérielle et technique due à l'âge de la machine, — conscience, illustrée par les traités inégaux de triste mémoire, imposés à la suite de la guerre de l'opium commencée en 1839, — les Occidentaux ont pris, à l'égard des « païens chinois », une attitude de supériorité, à laquelle leur culture générale, considérée depuis toujours par les Chinois d'aloi inférieur, ne leur donne aucun droit.

Bien que la grande majorité des missionnaires en Chine regrettent profondément ce « colonialisme » du XIX[e] siècle et son prolongement dans le XX[e], tous les Occidentaux, cependant, ne semblent pas se rendre compte à quel point peut être admis un juste ressentiment de la part des Chinois et même une susceptibilité moins justifiable. Ce qu'il faut déplorer le plus, d'après Dom Vincent[1], c'est le fait que « la plupart des Chinois, à l'exception des communautés chrétiennes et des étudiants qui ont séjourné à l'étranger, continuent à considérer toutes les missions chrétiennes

1. Dom Vincent Martin, O.S.B., soutenu par son monastère de Szechuan en 1938 comme assistant du P. Vincent Lebbe, de pieuse mémoire, prit sa place dans la compagnie médicale de la 12[e] division de l'armée chinoise, avec le grade de lieutenant-colonel. Au front avec sa division, pendant trois années de combats incessants contre les Japonais, il fut fait prisonnier avec ses hommes en 1941, et ne fut libéré qu'en octobre 1945. Après quoi, il resta encore pendant six mois attaché à l'armée chinoise. En juillet 1943, ses collègues missionnaires, et ses compagnons de captivité au camp de « Wechsien » lui demandèrent de leur parler de l'attitude des Chinois à l'égard de l'œuvre missionnaire catholique. Un résumé de cette conférence a été publié dans les *Collectanea* de la Commission synodale à Peiping en 1944

comme l'avant-garde spirituelle des nations occidentales en quête d'avantages purement politiques ».

Pour combattre ce préjugé, il ne peut suffire pour nous de protester que nous sommes politiquement désintéressés et neutres. Le Chinois doit être amené à sentir qu'en toute sincérité nous n'éprouvons aucun sentiment de supériorité de race, et que nous jugeons des agissements de notre gouvernement à la lumière des mêmes principes de justice et de vérité qui nous aident à juger d'autres gouvernements, et en particulier le gouvernement chinois. Ils doivent acquérir la conviction que nous désirons sincèrement et ardemment voir leur grande nation remplir dans le domaine de la politique et de l'économie le rôle auquel l'appellent avec évidence leurs qualités nationales, leurs ressources et leur civilisation millénaire.

La meilleure preuve que nous pourrions donner de nos bonnes dispositions à cet égard serait de se départir de notre ancienne attitude dans l'enseignement de la vertu de patriotisme, tout comme un missionnaire étranger en Amérique s'attacherait à enseigner à ceux dont il a charge à devenir de bons citoyens américains. En vérité, de même que l'on attendrait de ce prêtre étranger en Amérique qu'il se fasse naturaliser citoyen américain le plus tôt possible, afin de donner une preuve de ses bonnes intentions, ainsi faudrait-il conclure que le missionnaire étranger en Chine doit donner une preuve évidente de sa *bonne foi* politique en sollicitant, dès qu'il le pourra, sa naturalisation comme citoyen d'un pays qu'il a senti — par un appel divin — devoir aider, par tous ses moyens, à « super-naturaliser », se faisant ainsi « tout à tous, afin d'apporter à tous le salut », comme le dit saint Paul (I Cor., IX, 22).

II

Dom Vincent fait une autre considération au sujet de ce qu'on peut appeler la *Tour d'Ivoire* où est confiné le missionnaire. L'expression employée par les Chinois est *pi men*, ce qui signifie littéralement « porte barrée », expression qui suggère l'accueil peu amical accordé à un visiteur, et s'em-

ploie pour indiquer la vie à l'écart et l'accès difficile de l'étranger en Chine.

Le Chinois non chrétien n'a pas d'idée, naturellement, de la vie occupée que mène le missionnaire dont le temps est pris en entier par les devoirs de sa charge envers son propre bercail. Il ne se rend pas non plus compte que la vie religieuse — et la grande majorité des missionnaires en Chine sont membres d'une communauté religieuse — ne lui permet pas de se mêler à la vie sociale de sa résidence, surtout s'il réside dans une ville de quelque importance.

Il reste que les Chinois des classes supérieures ne rencontrent jamais de missionnaires catholiques ou que, s'ils arrivent à les rencontrer, le mur qui les sépare n'est que trop massif. Ceci est dû, en grande partie également, à la méfiance et à la timidité du missionnaire, qui se rend bien compte que l'idiome dont il se sert dans les villages parmi ses gens ne lui permet pas de faire belle figure dans la société policée chinoise. Nous touchons du doigt ici les résultats de la politique missionnaire du passé; après la disparition de l'école de Ricci, qui voulait entreprendre la conversion de la Chine par le haut, les missionnaires ont voulu presque exclusivement la convertir par le bas. Aujourd'hui, nous voyons tous que les résultats sont piteux et que la seule manière de procéder est de combiner les deux méthodes. La formation d'une élite catholique chinoise, en vue de fournir dans l'avenir des têtes de file chinois, amènerait incidemment le missionnaire à se familiariser avec la culture et les habitudes sociales du Chinois des classes supérieures, afin d'atteindre son but, et lui donnerait de splendides occasions d'entrer en contact personnel avec les classes élevées non chrétiennes. Bien entendu, la meilleure solution du problème serait un grand nombre de laïcs prenant au sérieux leur religion, et dont la tâche serait précisément de se mêler, sur un pied d'égalité, avec la meilleure société chinoise. Mais quel appoint si nos missionnaires se rendaient eux-mêmes capables de frayer avec les classes dirigeantes du pays non seulement par une connaissance parfaite du langage, mais aussi des usages sociaux et de l'étiquette de la société policée! Le don des manières polies n'est pas donné à tous, bien sûr; et il ne serait pas désirable de voir tous les missionnaires catholiques se presser dans les salons de la haute

société. Mais ne pourrait-on pas faire davantage pour les encourager à plus d'entregent et à s'efforcer de détruire ce préjugé qu'ils n'ont pas besoin des meilleures classes chinoises ?

III

Ce préjugé du *Pi Men* est dû grandement à la *mentalité occidentale* de l'étranger. Des amis chinois ont dit à Dom Vincent qu'à leur avis 60 % des difficultés que le peuple de Chine éprouve à accepter de bon cœur les étrangers sont dues à leur tempérament propre dans les choses de la vie, alors que le langage ne compte que pour 30 % et toutes les autres difficultés 10 %.

L'Occidental se glorifie d'être franc, « efficient », homme d'affaires, direct, logique, droit. Il n'a pas le souci de *sauver la face*, de se perdre en préliminaires, de temporiser. Le Chinois, au contraire, voit dans cette manière de se conduire un vil égoïsme qui ne veut pas se donner la peine d'arriver à découvrir comment l'autre partie considère les choses, un manque de délicatesse qui trahit une absence complète de manières et d'éducation soignée, une impatience infantile devant les lenteurs de la croissance et du développement organique, une grossièreté intellectuelle qui ne saisit pas les demi-teintes et les simples allusions et veut traiter comme une mécanique ce qui, après tout, est vie humaine.

Ce qu'un Occidental doit arriver à comprendre, c'est qu'un Chinois, dans ses rapports avec son semblable loin de nous être inférieur, nous dépasse en somme; un Chinois n'est pas nécessairement un menteur parce que sa façon de dire « non » est différente de la nôtre; l'Occidental y gagnerait si, au lieu de régler ses rapports avec les autres selon le principe du résultat escompté, il adoptait le principe du *zhen* (la vertu fondamentale du Confucianisme : l'humanité).

IV

Un autre point qui se rapproche fort du précédent est que peu de catholiques, étrangers ou Chinois, ont une concep-

tion bien nette — sans parler de sympathie — de l'idéologie païenne ou plutôt pré-chrétienne de la Chine. Il va de soi que, si l'on veut enseigner, il faut aller du connu à l'inconnu. Il faut non seulement *connaître* l'évolution et l'état présent du Taôisme, du Confucianisme et du Bouddhisme en Chine, mais il faut les *comprendre*, et cette compréhension est évidemment impossible sans un effort de sympathie, sans le souci de se mettre à la place de gens qui ont dû se tirer d'affaire sans le secours d'une révélation qui nous a été donnée à nous. Heureusement pour nous, le Confucianisme, dans sa pureté première, est un système de morale — avec la théodicée qu'il implique — que nous pouvons introduire dans l'Église comme un fondement naturel des vérités surnaturelles révélées par le Christ. D'autre part, nous devons nous garder de trop d'enthousiasme et nous rendre compte que par exemple le Taôisme et le Bouddhisme sont viciés à leurs sources par une orientation fausse, et par conséquent opposés essentiellement au Confucianisme et *a fortiori* au Christianisme; mais pour autant que ces deux religions font partie du fonds commun idéologique de la Chine, il faut absolument que nous autres, étrangers, nous les connaissions et que nous sachions au juste jusqu'où nous pouvons les accepter et où les exigences de la vérité nous arrêtent. Qu'il soit permis à un laïc de dire combien il lui semble regrettable que dans l'éducation des futurs missionnaires ces études soient presque absentes, et que le missionnaire doive, au cours de son ministère, combler ces lacunes de sa préparation aussi bien qu'il le peut.

Ce que l'on peut et ce que l'on devrait accomplir dans ce domaine pour la Chine est illustré par les résultats brillants obtenus dans les Indes par le savant Jésuite George Dandoy et par son école de spécialistes du sanscrit de Calcutta pour ce qui regarde la Védânta et d'autres systèmes de philosophie hindoue. Un mauvais enseignement des « Religions comparées », assaisonné de railleries au sujet des absurdités du paganisme, est sans doute pire que pas d'enseignement du tout. Puissions-nous plutôt, laïcs et prêtres, aborder les attitudes mentales pré-chrétiennes et le climat chinois en nous disant avec modestie que « fors la grâce de Dieu, nous en serions là ».

V

Après avoir reconnu nos manquements et nos erreurs passées, nous ne pouvons quitter le sujet sans insister sur le fait qu'il y a, dressées contre nous, des forces aussi néfastes que puissantes; forces qui s'opposent à nous parce qu'elles s'opposent à Notre-Seigneur lui-même; forces qu'aucune sympathie ou tact ne peuvent apaiser et contre lesquelles il nous faudra, bon gré mal gré, prendre la position d'un intransigeant *non possumus* si nous devons rester fidèles à nous-mêmes et à Notre-Seigneur.

La première de ces forces à considérer est le *nationalisme*. Nous voulons indiquer par là la caricature du patriotisme. Le patriotisme nous apprend à aimer et à servir notre pays : le nationalisme, lui, l'exalte au-dessus des autres nations. Le nationalisme accorde une valeur d'absolu à la nationalité, qui ne mérite en réalité qu'une estime relative — relative aux droits de Dieu et de la personne humaine.

Avec Dieu relégué à l'arrière-plan, la tendance en Chine, comme partout ailleurs, est de faire de la nation la fin ultime. En Chine donc, comme ailleurs, une Église qui se proclame supra-nationale est une pierre de scandale. N'oublions pas non plus que le nationalisme est un de ces articles d'importation étrangère qui ne s'est introduit en Chine qu'il y a un siècle seulement et qui n'a obtenu droit de cité que depuis moins de cinquante ans. Ceci explique le retard des idées dans le domaine de cette idéologie particulière comme dans celui des autres. Alors qu'en Occident l'opinion courante est déjà faite, que les déclarations d'Indépendance sont passées de date et doivent être remplacées par des déclarations d'Inter-dépendance, en Chine on ne s'aperçoit d'aucun signe de l'évolution de cette idée dans ce sens. L'arrière-plan mental est encore ici celui de la résistance à l'impérialisme étranger et, par suite, d'une dévotion exclusive à la souveraineté nationale.

Les écoles confessionnelles, comme les autres écoles privées, sont acceptées provisoirement parce qu'elles épargnent au trésor public des millions dont on a un autre usage, ce qu'on reconnaît ouvertement. Le Chinois « vieux jeu » les regarde encore avec ce mélange de bienveillance, de tolé-

rance et d'indifférence qui caractérise son attitude globale envers la religion. Mais la génération nouvelle tend à les regarder d'un mauvais œil. L'éducation est pour eux essentiellement affaire d'État. Celui-ci doit accorder à tous l'instruction gratuite, et par conséquent la contrôler, la centraliser, en fait la monopoliser dans l'intérêt national. Notre idéal de la liberté d'enseignement comme partie intégrante de la liberté de conscience est pratiquement inconnu en Chine, ou, si l'on ne l'ignore pas, le nationalisme s'y oppose. Aux yeux du nationalisme, l'Église catholique en Chine est une institution positivement étrangère, dirigée, contrôlée, administrée par des étrangers, soutenue financièrement par des subsides étrangers en vue de la propagation de doctrines étrangères.

De là la nécessité pour nous d'insister sur le vrai patriotisme. Les patriotes sincères, prêts à verser leur sang pour la défense de leur patrie, bien que catholiques, doivent faire la distinction entre patriotisme et nationalisme, et sont obligés en fin de compte de répondre comme sainte Jeanne d'Arc : « Dieu premier servi. »

La naissance d'un clergé indigène, l'établissement d'une hiérarchie indigène, la création d'un prélat chinois comme membre du Sacré Collège même, sont des mesures opportunes qui doivent apaiser les préjugés xénophobes et les suspicions nationalistes. De plus en plus, les ecclésiastiques étrangers n'occuperont plus que des places de conseillers techniques, encore nécessaires à cause de leurs aptitudes présentes, mais décidés à se rendre superflus. Les missionnaires étrangers seront animés de plus en plus du même désir, loin de vouloir se perpétuer et considérer leurs congrégations comme des institutions étrangères permanentes comme l'était la vue courante il n'y a pas si longtemps. Espérons même que le jour n'est pas si éloigné où les sociétés de Missions étrangères qui travaillent en Chine s'attacheront à un seul objectif : susciter un corps de missionnaires chinois, prêts non seulement à travailler au milieu de leurs compatriotes, mais encore à porter la foi en dehors de leur pays. Il est à espérer avant tout qu'un concordat formel entre la République de Chine et le Saint-Siège donnera pour de bon à l'Église de Chine un statut légal satisfaisant qui lui assurera la sécurité et la libérera de sa situation ambiguë

de jeton au service des puissances rivales sur l'échiquier international.

Peut-être est-il à espérer que les Chinois des classes dirigeantes dont les vues sont plus larges comprendront à la longue que l'accent mis par le système d'éducation catholique sur la formation du caractère fournira à la Chine un modèle de citoyen dont la santé de la République a grandement besoin, et que seul le catholicisme peut dresser un barrage idéologique pour endiguer les courants subversifs — qu'ils soient de gauche ou de droite — qui menacent la liberté dans ce pays comme dans les autres, une liberté qui n'a — en dernière analyse — de meilleure sauvegarde que la reconnaissance de la dignité supra-nationale de la personne humaine comme enfant de Dieu.

Avec tout cela le danger de l'hérésie nationaliste demeure et nous devons toujours veiller à ne pas pactiser avec elle.

VI

Messianisme matérialiste

Il est reconnu de toutes parts que l'Église en Chine n'en est qu'à ses tout premiers débuts dans l'ordre des œuvres de redressement des injustices sociales et de service social, qui ailleurs sont devenues partie de la vie normale de l'Église. Dans le domaine du syndicalisme, elle n'a pas d'organismes qui lui soient propres (comme c'est le cas dans les pays latins), elle n'essaie pas non plus de former des chefs qui lui soient dévoués (comme on le fait en Grande-Bretagne). Pas d'initiatives dans les domaines des coopératives, comme cela s'est fait avec un grand succès au Canada et aux États-Unis; elle ne dispose pas non plus d'un corps de membres qualifiés du service social pour travailler dans les banlieues surgies à la suite de l'industrialisation de la Chine. Qui pis est, elle n'a même pas fait entendre sa voix en faveur de la réforme sociale, ni fait savoir au public chinois qu'elle possède une politique et un plan propres également opposés au capitalisme rétrograde de la droite et au communisme charlatanesque de gauche.

Par suite de quoi on juge que l'Église n'a rien à dire sur

ces questions brûlantes quand on est bienveillant. Sinon on l'accuse d'endosser et de bénir les grandes affaires et la haute finance dans ce qu'elles ont de pire. Comme conséquence naturelle ultérieure, la jeune Chine, brûlante de zèle réformateur devant les conditions misérables des masses laborieuses, voit dans le parti communiste sa seule planche de salut et dans l'Église catholique un obstacle à la réalisation de ses rêves d'une Chine renouvelée et meilleure.

Les œuvres de charité de l'Église : hôpitaux, crèches, asiles, aumônes, sont rejetées comme « opium pour le peuple » ou, au mieux, comme des palliatifs qui ne font que retarder les réformes radicales indispensables. Les Chinois à l'ancienne mode louaient cette œuvre de l'Église du point de vue bouddhiste de bienveillance universelle : mais naturellement ils n'avaient pas à comprendre la vraie source de la charité — qui aime l'humanité souffrante parce qu'elle aime les souffrances que le Christ a endurées pour nous. Le réformateur chinois moderne considère évidemment l'une et l'autre de ces attitudes comme embarras inutile, dans la croyance ferme qu'il a de pouvoir construire une société nouvelle où il n'y a plus aucune place ni pour la pauvreté ni pour la souffrance. Les matérialistes messianiques croient qu'ils peuvent créer une terre nouvelle sans ciel à espérer et que le bonheur humain consiste non pas dans l'amour, mais dans l'abondance des biens de consommation et un service d'hygiène rationnel.

Pour ceux qui pensent qu'ils ont découvert un raccourci nouveau qui permette de se débarrasser complètement de la souffrance, la religion de la croix ne peut être qu'une dangereuse illusion. Si donc, dans cette matière, notre témoignage doit être intransigeant et sans compromis, nous devons cependant veiller à ne pas jouer leur jeu par une indifférence apparente aux questions sociales du jour. Faisons donc comprendre clairement que nous nous intéressons fortement à tout ce qui touche la justice sociale : non pas que nous prétendions éliminer la souffrance, mais parce que c'est notre devoir de combattre l'injustice. Proclamons sur les toits que nous cherchons le Royaume de Dieu et sa justice et que c'est donc notre strict devoir de faire ce qui est en notre pouvoir — sans considérer les succès que nous

pouvons récolter — pour éliminer l'injustice dans la société.

Il n'est pas du ressort du prêtre, bien sûr, de fouler l'arène aride où se livre ce combat; mais c'est certainement son devoir de former un laïcat soucieux d'appliquer dans la pratique l'enseignement de l'Église, interprété tout récemment encore par de brillantes encycliques et directives pontificales. Une des lacunes les plus lamentables des missions de Chine, le manque d'une élite laïque d'hommes et de femmes, se manifeste à nouveau dans cette matière et paralyse l'action bienfaisante de l'Église dont le besoin est plus pressant aujourd'hui que jamais.

VII

Agnosticisme

La connaissance moderne des sciences naturelles a été introduite en Chine par l'Occident; et comme l'attitude matérialiste y était considérée, il y a cinquante ans, comme la seule « scientifiquement » admissible, le matérialisme s'identifie encore aujourd'hui en Chine avec la science; et la religion se trouve donc à ses antipodes. En bonne philosophie, ce naïf matérialisme apparaît très peu « scientifique »; mais, pour ce qui en est, les Chinois, comme la plupart des non catholiques dans le monde moderne, se soucient bien peu de philosophie. Toute la jeunesse chinoise qui se presse en foule pour s'approprier les secrets de la technique occidentale se cabre devant toute religion et en particulier devant le catholicisme, considéré comme la plus obscurantiste de toutes.

Cependant, ici, l'Église peut faire montre d'efforts louables. C'est à elle qu'est due la création d'une faculté de physique et de chimie à l'Université catholique de Peiping (Fu Yen). De pareils efforts devraient se multiplier au centuple, si l'on veut impressionner l'opinion publique. Qu'un effort plus sincère se fasse donc de notre part pour susciter des vocations scientifiques parmi nos bons catholiques, hommes et femmes, qu'ils puissent exercer ainsi sur leurs compatriotes une influence telle que jamais un missionnaire étranger ne pourrait le faire. On se demande donc s'il n'est

pas grand temps pour nous de posséder en Chine une institution comme l'*Institutum Divi Thomae* de Cincinnati dont le but n'est pas d'enseigner la science, mais de former une élite de chercheurs sous la direction de spécialistes renommés, eux-mêmes de fervents catholiques. Les cercles dirigeants chinois seraient certes bien plus impressionnés par des centres de recherches de haute valeur dans leur pays même que par l'envoi de quelques étudiants chinois vers des institutions de l'étranger.

Cela revient donc à répéter qu'il faut un plan d'apostolat laïc d'hommes et de femmes travaillant dans leur profession dans leur qualité professionnelle.

Entre temps, il est hautement désirable de mettre à la disposition des Chinois un type nouveau de livres manuels en anglais, mais surtout en chinois. Ce à quoi nous songeons n'est pas d'ajouter à la littérature apologétique existante — qui ne touche que les convertis. Ce qu'il faut, ce n'est pas, par exemple, un traité sur la fausseté de la doctrine de l'évolution ou de l'interprétation marxiste de l'histoire, mais des manuels de biologie et d'histoire économique, qui enseignent la vérité des faits systématiquement et scientifiquement; d'où ressortirait incidemment la fausseté de doctrines opposées aux faits réels et insuffisantes dans les explications qu'elles donnent. C'est encore terre vierge en Chine; n'empêche qu'il est urgent de la cultiver, d'autant plus que même dans nos facultés catholiques la majorité des professeurs est nécessairement non catholique. Le moins que nous puissions faire, — en attendant que se forme une génération de professeurs catholiques, — c'est de demander que les manuels employés ne soient pas non catholiques ou même nettement anti-catholiques.

VIII

Naturalisme

Malgré tout ce que nous avons dit de l'attitude d'esprit de la génération nouvelle, il reste vrai que les gens plus âgés et le tempérament chinois dans son ensemble ne sont pas violemment irréligieux — pour cette raison seule que le

Chinois n'est porté vers aucune espèce de violence. Ils sont plutôt vaguement tolérants à l'égard du christianisme, s'attendant à ce qu'il s'adapte à la nécessité d'avoir comme commensaux des religions également légitimes, telles le Taôisme ou le Bouddhisme.

Ces mêmes cercles sont donc heurtés par les prétentions d'exclusivité du catholicisme. Tout tolérants que nous nous montrions dans la pratique, nous ne pouvons donc abandonner la doctrine même. Les exigences de Dieu dans le domaine de la foi et des mœurs sont sans ambiguïté et inesquivables. Il s'agit d'accepter une autorité extérieure à nous-mêmes qui s'octroie le droit de contrôler notre vie la plus intime; cela heurte l'homme naturel. Celui-ci admet les peccadilles, les faiblesses humaines, les penchants au vice; il n'accepte pas la notion de péché. L'orgueil naturel de l'homme ne voit pas la nécessité d'une aide extérieure, surnaturelle, et n'a pas l'humilité de reconnaître la nécessité de la grâce. Enfin, l'homme naturel se révolte contre la croix, contre la nécessité inéluctable de la souffrance et se refuse à naître à nouveau de la vie surnaturelle, par quoi le vieil Adam, *condamné* à souffrir, devient une partie du second Adam qui s'est *consacré* lui-même pour souffrir.

Orate, fratres.

H. J. E. Zacharias.

(*Traduction* Legrelle.)

MEI TI, PHILOSOPHE CHINOIS DU V^e SIECLE AVANT JESUS-CHRIST, PRECURSEUR DU CHRISTIANISME

Depuis que la Chine était entrée en contact avec l'Occident, les intellectuels chinois, sentant l'insuffisance de leurs philosophies traditionnelles (Confucianisme, Tâoisme et Bouddhisme), ont lancé plusieurs mouvements de pensée. Parmi ceux-ci, le mouvement du retour à Mei Ti mérite particulièrement notre attention. Mei Ti, philosophe religieux du V^e siècle avant Jésus-Christ, prêchait, par ses exemples personnels, une doctrine de l'amour fraternel universel qui présente certaines analogies avec la doctrine chrétienne de la charité. Si des intellectuels chinois cherchent à opérer aujourd'hui un retour vers le meitisme qui a été supplanté au cours des siècles par l'orthodoxie confucéenne, cela ne montre-t-il pas que, sans le savoir, ils soupirent après le Dieu qui est amour ? Au point de vue missionnaire, nous ne devons pas passer sous silence cet aspect important de la pensée chinoise contemporaine. L'exposé de la philosophie de Mei Ti, que nous publions ici, est un résumé de quatre articles publiés par de grands journaux chinois et dus à la plume de M. Tsong, ancien directeur de l'Institut franco-chinois de Lyon, qui est lui-même l'un des plus ardents partisans du mouvement meitiste.

Mei Ti est un vrai précurseur du christianisme. Il est le seul philosophe chinois de la haute antiquité qui ait établi, d'une façon claire et cohérente, la théorie de la volonté de Dieu et la théorie de la fraternité universelle. Il enseigne, défend avec énergie et pratique lui-même ce qui suit : Dieu est infiniment bon, juste et clairvoyant. Il veut que les hommes s'aiment et s'aident mutuellement et non qu'ils se détestent et se nuisent. Il nous faut prendre Dieu comme modèle, c'est-à-dire faire ce que Dieu veut et s'abstenir de ce qu'il interdit. Il faut également nous servir de « la volonté de Dieu » comme critérium pour mesurer le degré de vertu chez les hommes. Tel un artisan qui se sert d'une équerre ou d'un compas pour mesurer si une figure est rectangulaire ou ronde.

D'ailleurs, penser, parler, agir ou s'abstenir conformément à la volonté de Dieu, cela procure l'ordre et la paix. L'histoire montre que les grands rois Yao, Chun, Yu, T'ang, Van, Wou, faisant du bien au peuple conformément à la volonté divine, sont aimés et admirés de tous temps. L'ordre et la paix parfaits régnaient sous ces dynasties. Au contraire, les mauvais rois Kiet, Chiao, Yiou, Li, sans Dieu et sans conscience, semaient le désordre et la souffrance dans leurs royaumes : ils furent battus par des rois vertueux et ont été sévèrement condamnés par les générations contemporaines et postérieures.

De plus, Dieu est l'Être suprême. Un criminel peut échapper à la police et à la sanction sociale. Un tyran tout-puissant peut aussi se dérober à la justice terrestre. Mais l'un et l'autre pourraient-ils échapper au jugement et à la punition équitable de Dieu ?

Soyons donc fraternels, justes, amoureux de la vérité, c'est-à-dire conformes à la volonté divine. Comment être fraternels ? En aidant les autres par nos forces physiques, intellectuelles, et nos capacités financières. C'est en même temps la justice : supérieur à tout et à tous, Dieu prodigue à l'élite ses bienfaits incalculables. L'élite, supérieure aux masses, n'a-t-elle pas le devoir de prodiguer ses bienfaits à ces dernières ? Les individus n'ont-ils pas le devoir de faire du bien selon leur capacité à ceux qui les entourent ? Si cet amour mutuel se réalise, l'intérêt général sera amélioré. En effet,

si un État aime les autres États comme sa propre existence, si une famille aime les autres familles comme elle-même, si l'on tient compte de la vie des autres comme de la sienne, il n'y aura plus de guerre, de destruction, de tuerie. Si, au contraire, les rois font des actes agressifs contre leurs voisins, si dans un même pays le roi et ses agents, les pères et leurs enfants, les frères et les sœurs, ne s'aiment pas, il se produira du désordre, de la désunion, de la vengeance, des troubles et des guerres.

Ainsi, la fraternité universelle est nécessaire. Elle a pour point de départ la justice. Il faut, dans chaque pays, faire régner la justice et l'équité. Il faut, par conséquent, des lois justes, avec leur application impartiale et assurée. Devant la justice, tous sont égaux. Il n'y a pas de distinction entre les parents et les non-parents, entre les amis et les non-amis.

On peut sacrifier sa vie pour défendre la justice, cela montre que la justice vaut mieux que la vie elle-même.

Mais, dans la vie, combien nombreuses sont les choses injustes ! Citons, par exemple, les cas de favoritisme dans la nomina-

tion de fonctionnaires : ceux qui sont incapables d'administrer cent sujets occupent une fonction pour administrer mille sujets; ceux qui sont incapables d'administrer mille sujets occupent une fonction pour administrer dix mille. Or, leur capacité est inférieure à leur fonction de neuf fois. Ces agents-là sont obligés de négliger les neuf dixièmes des devoirs de leur charge. Cela engendre un désordre dans l'Administration, désordre résultant du favoritisme, injustice criarde.

Ainsi, il faut absolument de la justice pour administrer :

Administré avec justice, un État sera prospère avec sa population nombreuse, un ordre parfait et une paix durable. C'est pourquoi on a le droit de dire que la justice est la plus précieuse des choses du monde.

Pourtant, pour être juste, il faut être clairvoyant. Pour être clairvoyant, il faut que tout le monde ait la liberté de transmettre la vérité à ses contemporains et aux générations postérieures, soit par la parole, soit par des écrits. Avec la liberté d'enseigner la vérité aux autres, on rend ceux-ci plus éclairés et la vérité est propagée par un plus grand nombre de personnes.

En somme, la fraternité universelle, la justice et la liberté de propager la vérité sont ce que Dieu veut voir chez les hommes. Il ne s'agit pas seulement de connaître ces principes, mais de les bien comprendre et de les bien pratiquer. Or, pour bien comprendre les faits, il faut bien penser. Pour bien penser, il faut éduquer l'esprit avec méthode. Comment éduquer l'esprit ? D'abord, on se place devant un problème à résoudre. Puis on examine plusieurs solutions possibles. On en choisit une qui paraisse la plus raisonnable et la plus sûre. Quant à la documentation, la méthode directe et la méthode indirecte sont employées de pair.

Après la découverte d'une solution sûre ou présumée telle pour un problème, il faut agir. Bien comprendre sera vain si l'on n'agit pas. Comment agir ? De la façon suivante :

1° selon l'ordre d'importance des affaires ;
2° selon ses forces physiques et intellectuelles ;
3° avec compétence et avec une bonne intention ;
4° avec des instruments bien choisis ;
5° avec des efforts persistants ;
6° avec foi ;
7° avec sacrifice partiel ;
8° avec sacrifice total en cas de nécessité ;
9° individuellement, collectivement ou internationalement.

De plus, il faut contrôler les résultats de nos actes, faire naître

des idées nouvelles et créer des choses. Sans l'esprit créateur, on s'exposera à la stagnation et ce sera notre honte devant les générations passées, présentes et futures. Il faut, en cas de besoin, appuyer nos actes justes par une force juste.

Comprendre, agir, contrôler et créer, cela est nécessaire, mais insuffisant. Il faut encore parler. Si un individu agit sans qu'il parle pour faire comprendre et faire pratiquer aux autres la même vérité, le rendement de l'action sera médiocre. Il faut donc propager sa doctrine pour pousser les autres à l'action. Si l'on nous écoute et agit comme nous, le rendement en sera accru infiniment. Certes, parler à tort et à travers sans convaincre, cela est inutile. Mais on parle pour se faire écouter. Comment bien parler ? En s'appuyant sur des arguments historiques, des enquêtes bien conduites, des observations personnelles, des résultats acquis. Toutes ces méthodes doivent être employées dans la mesure du possible. Tel est l'art de conférer.

Remarquons que Mei Ti parlait, en effet, pour accoucher l'esprit. Il arriva à convaincre un grand nombre de personnes de son temps et à avoir par conséquent d'innombrables disciples. Il eut une foi religieuse ardente et la communiqua à ses partisans. De plus, il fonda une association religieuse très proche du système catholique, qui eut successivement à sa tête cinq papes (y compris Mei Ti lui-même). Il créa le premier traité chinois de logique pour rectifier l'esprit et flétrir les sophismes compromettant la foi en Dieu et conduisant ainsi aux crimes. En même temps, il forma une sorte de chevalerie, composée de politiciens et de guerriers, pour secourir les faibles injustement attaqués. Ingénieur habile, il construisit des machines de guerre au service du Droit et de la Justice, c'est-à-dire en vue de la légitime défense. Mais il condamne toujours les agressions :

> On ne voit, dit-il, plus qu'agressions et invasions, moissons rasées, temples brûlés, hommes ou massacrés ou réduits en servage, femmes veuves et enfants orphelins. Et quand ils (les conquérants) notifient ce succès à leurs amis, ces amis les félicitent. Se peut-il que le sens moral des hommes soit perverti à ce point ? On félicite les voleurs de principautés. Alors pourquoi punit-on les voleurs de pêches, de prunes ? Serait-ce parce qu'ils ont volé trop peu ?

Sur le plan international, Mei Ti envisagea la sécurité collective pour protéger les petits États contre les agresseurs insensés. En ce qui concerne l'économie politique, il glorifia le travail, préconisa la division de celui-ci et blâma le gaspillage.

Après cette analyse des articles de M. Tsong, nous pouvons conclure :

Mei Ti, précurseur du christianisme, a un esprit clair, une vue

large et un cœur noble. Il pense, parle et agit d'une façon méthodique. Sa notion de justice, son raisonnement, sa générosité et sa foi religieuse provoquent l'admiration. C'est un grand malheur pour la Chine d'avoir laissé un tel homme dans l'ombre et de s'être orientée dans une fausse direction dès le V^e^ siècle avant l'ère chrétienne. Souhaitons qu'on étudie l'œuvre de Mei Ti, dont les théories constituent un pont entre la civilisation orientale et la civilisation occidentale. Souhaitons également que les dix volumes de l'ouvrage projeté par M. Tsong soient publiés et traduits dans un prochain avenir, pour répondre au besoin spirituel et pressant de tout être instruit et pour orienter les croyances de la majorité des Chinois vers le christianisme — élément essentiel de la civilisation occidentale — afin de créer une nouvelle civilisation chinoise.

T. L.

L'ACTUALITE D' « AD LUCEM »

Le voyage triomphal de S. Ém. le cardinal Liénart à travers le Cameroun a mis au premier plan de l'actualité le rayonnement de l'*Ad Lucem* en Afrique Noire.

S'arrêtant à Efok, berceau de l'*Ad Lucem* au Cameroun, pour y célébrer le dixième anniversaire de la fondation médicale, le le cardinal pouvait déclarer :

Il y a douze ans, au moment où nous avons formé ce rêve d'envoyer des laïcs en pays de mission, c'est avec une idée très précise de la tâche qui leur serait confiée. Mais nous pouvions nous demander si notre rêve serait réalisable. Maintenant nous sommes venus sur place et nous pouvons dire à tous les *Ad Lucem* : c'est exactement cela que nous avions voulu.

Cela, c'est-à-dire le témoignage de vie chrétienne et apostolique donné par d'authentiques laïcs, exerçant leur profession en pays de mission; le rayonnement des foyers chrétiens; la réalisation d'institutions chrétiennes adaptées aux nouvelles chrétientés; la préparation d'élites autochtones chrétiennes au service d'une Action catholique indigène; la coopération fraternelle avec elles pour le plus grand bien de leur propre pays.

Bien que l'*Ad Lucem* ait quinze ans d'existence, elle n'a pu tenter qu'au Cameroun une expérience vraiment complète et convaincante. Mais d'autres pays de mission bénéficient de la présence et de l'apostolat de laïcs missionnaires. Plus de quatre-vingts d'entre eux se réclament d'*Ad Lucem* et bénéficient de son soutien. Il ne s'agit plus désormais de savoir si c'était une utopie que de concevoir cette participation des laïcs à l'œuvre missionnaire. Il s'agit plutôt de « rester fidèles à l'esprit qui nous anime et d'entretenir sans cesse notre vigueur spirituelle et apostolique sans laquelle il n'y aura pas de laïcat missinnaire durable ».

Ainsi donc, le cardinal Liénart a rapporté de son voyage en Afrique deux impressions dominantes :

La première, c'est qu'un champ d'action magnifique s'ouvre devant le laïcat missionnaire, que ce ne sont pas les possibilités qui risquent de lui manquer et que l'entreprise d'*Ad Lucem* répond parfaitement aux besoins du monde où nous vivons.

La deuxième, c'est que, selon la formule même employée jadis par Pie XI devant notre aumônier général, si « cette œuvre est très nécessaire, elle est en même temps très difficile ». La réalisation d'un pareil idéal suppose du détachement, du renoncement, une vie spirituelle, un esprit d'Église, un sens de l'Action catholique. Elle suppose en un mot une préparation très délicate.

Je voudrais examiner de plus près l'actualité d'*Ad Lucem*, me réservant de revenir par la suite sur les possibilités d'*Ad Lucem*.

Raisons profondes de l'actualité d' « Ad Lucem »

Quinze ans de vie, cela paraît beaucoup pour un mouvement qui n'a cessé de proclamer l'urgence de la tâche missionnaire. C'est peu pour juger de son efficacité. C'est assez en tout cas pour reconnaître son utilité, ou du moins sa correspondance aux aspirations essentielles du monde d'aujourd'hui.

Vous m'objecterez sans doute que j'ai beau jeu à démontrer après coup l'actualité d'*Ad Lucem*. Ce mouvement n'a-t-il pas été précisément créé en vue de résoudre certains problèmes culturels, humains ou sociaux qui nous avaient été révélés par les missionnaires eux-mêmes ? Quoi d'étonnant si les membres d'*Ad Lucem* arrivant en pays de mission ont le sentiment d'apporter un remède positif à des besoins réels ? N'est-ce pas simplement la preuve que les promoteurs de cette association ont été suffisamment attentifs aux inquiétudes qui agitent les peuples ou les civilisations des autres continents pour reconnaître à temps les « voies nouvelles » qui s'offrent à l'activité des chrétiens ?

Eh bien! non, l'origine et le cheminement d'*Ad Lucem* sont à chercher sur un tout autre plan. Le choc initial résida en réalité dans la « découverte des missions » par des laïcs et par un prêtre, M. l'abbé Prévost, qui jusque-là avaient de leur mieux vécu et pratiqué l'Action catholique. Ainsi étaient-ils amenés à méditer les directives pontificales sur l'œuvre missionnaire à la lumière des consignes que Pie XI multipliait alors sur l'Action catholique. Devant leurs yeux éblouis les deux termes : laïcat et missions, se trouvaient subitement rapprochés. Ce n'est pas par hasard pensaient-ils que le pape des missions se trouvait être en même temps le pape de l'Action catholique. Ils se voyaient ainsi placés au carrefour de ces deux grands courants qui animent la vie de l'Église depuis Pie XI.

Courant missionnaire d'une part : idée de la plus grande Église, de la chrétienté à étendre aux dimensions du monde, de l'Église à rendre présente sur tous les continents, de l'Évangile à annoncer à tous les peuples.

Courant d'Action catholique d'autre part : idée de la participation des laïcs à la vie et à l'action de l'Église, non seulement pour qu'elle s'étende partout, mais aussi pour qu'elle pénètre tout : tout l'homme, toutes ses activités, toutes les institutions.

Entre ces deux courants, l'*Ad Lucem* a pensé qu'il était temps d'établir une jonction. Entre la dimension nouvelle de la chrétienté, réalisée par l'Action catholique et l'expansion de celle-ci réalisée en surface par les missionnaires pour étendre l'Église jusqu'aux extrémités du monde, il devenait possible d'opérer le contact. De quelle manière ? en appliquant à l'œuvre missionnaire, par l'intermédiaire de laïcs préparés, les directives, les principes et les méthodes de l'Action catholique.

Si des soucis culturels et sociaux se sont greffés sur cette préoccupation de base, c'est à titre supplémentaire et en quelque sorte secondaire. En les subordonnant au but essentiel, l'*Ad Lucem* ne les escamote pas, elle les met à leur vraie place, elle les subordonne à la réalisation de l'œuvre rédemptrice. Et c'est sans doute la raison pour laquelle la formule *Ad Lucem* se révèle à l'usage si souple et si féconde.

Aussi ne faudrait-il pas se laisser hypnotiser par l'apport humain, social, culturel, civique ou même politique que les *Ad Lucem*, parce que laïcs, parce que techniciens, parce qu'universitaires éventuellement, sont en état d'offrir à leurs frères d'Afrique, d'Asie ou d'Océanie. Cet apport est réel, il figure dans le programme d'*Ad Lucem*; il se développera, nous l'espérons, de plus en plus.

Me permettra-t-on cependant d'affirmer avec force qu'il ne constitue pas l'essentiel de l'idéal d'*Ad Lucem* ? Aux missionnaires eux-mêmes nous avons parfois été obligés de le rappeler : nous nous faisons certes un devoir et une joie de répondre à leur appel en mettant à la disposition des missions ou de leurs ouailles notre science et notre dévouement. Mais ce service humain et temporel ne représente qu'un aspect de l'aide laïque à l'œuvre missionnaire.

Tout laïcs que nous sommes, nous pensons pouvoir apporter aux missions mieux qu'une simple technique, mieux aussi qu'un surcroît de prestige. Nous voudrions être là-bas des ouvriers de Rédemption et nous leur offrons en vérité, non pas de simples activités, mais des « vies » consacrées à l'Église pour l'achèvement de l'œuvre rédemptrice, pour l'extension du règne plénier et universel du Christ.

Un pareil idéal peut-il s'incarner dans le réel ? C'est ce que je voudrais vous montrer en vous livrant trois constatations :

— La formule d'*Ad Lucem* répond admirablement aux nécessités actuelles et au désarroi du moment.

— Elle répond tout autant à l'attente des peuples d'outre-mer.
— Elle répond aux besoins des missions.
Triple actualité.

L' « Ad Lucem » apporte une réponse aux besoins et au désarroi actuel du monde missionnaire

Au moment où l'*Ad Lucem* cherchait péniblement sa voie, vers 1932, M. l'abbé Prévost et les premiers pionniers du mouvement s'arrêtaient à une constatation que les événements ultérieurs ont largement confirmée : notre monde moderne, maintenant uniformisé et mécanisé, est en mal d'unité. Cette unité, il la recherche confusément à travers les progrès matériels et les innovations de la technique : mais en réalité c'est une âme qui lui manque. On peut dire que depuis dix ans le monde s'est encore rétréci : il semble être devenu très petit parce que les distances ne comptent plus, mais aussi parce que les courants d'idées ne connaissent plus de frontières et parce que l'interdépendance entre tous les peuples de la terre devient de plus en plus étroite.

Les pays dits de mission n'échappent pas à ce phénomène de concentration et d'échanges. Quand on constate à quel point les problèmes sociaux qui s'y posent ressemblent à ceux de notre vieille Europe, on est bien obligé de se dire que l'ère d'évangélisation en vase clos est terminée. Elle doit tenir compte de données sociales, culturelles et même politiques assez nouvelles. Il n'est pas exagéré de dire que si l'effort actuel de christianisation s'organise vraiment à l'échelle du monde, il importe qu'il ne néglige point le salut même des sociétés nouvellement abordées, condition primordiale du salut des âmes qui y sont engagées.

On a précisément parlé d'échec social du christianisme dans les pays de mission et on en souligne volontiers les aspects apparents : baisse verticale de la courbe démographique, soif de justice sociale qui, chez beaucoup, relègue à l'arrière-plan la vie chrétienne, fuite éperdue des campagnes vers les villes malgré les missionnaires, évolution des élites souvent en marge de l'influence catholique.

C'est le moment de se rappeler la prédiction d'un illustre missionnaire d'Indochine : « Dans vingt ans, l'Extrême-Orient sera communiste ou catholique. »

Et il est vrai que nous assistons en ce moment à une étonnante course de vitesse : course de vitesse entre le matérialisme subversif de Moscou et les maximes évangéliques; course de vitesse entre le laïcisme anticlérical desséchant venu d'Europe et le

surnaturel présenté par l'Église; course de vitesse aussi entre les béatitudes terre à terre que nous offre l'Amérique et celles du Sermon sur la montagne.

N'importe quel tour d'horizon serait terriblement évocateur à cet égard. En bref, les pays de mission arrivent prématurément à terme et le rythme de l'Église est obligé de s'accorder au rythme d'une évolution sociale et politique précipitée. En certains endroits, la suprématie politique de l'Europe touche déjà à son terme; c'est un fait qui peut marquer une date dans l'histoire missionnaire et qui, de toute manière, à des répercussions jusqu'au fond de l'Afrique.

En beaucoup de territoires, il ne s'agit déjà plus à proprement parler de réaliser un service missionnaire, il s'agit de se mettre à la disposition des chrétientés locales en la personne d'évêques indigènes. Même en Afrique, quand des fondations s'organisent, elles sont obligées de pousser des racines solides dans le sol africain : ceux qui les aiment doivent sans tarder se préparer des collaborateurs, ici ou là des remplaçants.

Or, chose curieuse, c'est précisément le moment que choisissent des pays comme la Chine, l'Indochine, l'Océanie, l'Indonésie pour demander à l'Europe chrétienne des « techniciens ». « Nous voudrions, me déclarait un Viet-Namien, des techniciens du spirituel tout autant que des techniciens du temporel. »

Il faisait essentiellement allusion à leurs besoins pressants en théologiens, professeurs de séminaires, directeurs d'œuvres. Mais il soulignait également que, dès l'intant où on réclame des techniciens chrétiens, l'heure du laïcat est véritablement arrivée.

Voici donc qu'on offre à des laïcs soigneusement préparés de partir malgré tout en terre lointaine : pour gagner leur vie, c'est entendu, mais aussi pour étendre l'action bienfaisante de l'Église, et pour accomplir, comme le disait un Antillais, vis-à-vis des peuples de couleur ce geste fraternel de compréhension et d'amitié que les élites d'outre-mer n'attendaient plus de nous.

C'est là que se situe la naissance et l'intervention d'*Ad Lucem* : face au désarroi actuel des pays de mission, elle suscite des laïcs de bonne volonté qui puissent fournir le témoignage « de ce qu'apporte l'Évangile à ceux qui veulent y puiser[1] ».

1. S. Ém. le cardinal Liénart, Discours au Congrès Missionnaire de Lille en 1933.

L' « Ad Lucem » rejoint l'attente des peuples évangélisés

L'attente des pays de mission, elle est double, elle se situe sur le plan humain et sur le plan chrétien.

Sur le plan humain, c'est tout le problème de l'évolution et, en certains pays, celui de l'émancipation qui est posé. Pour ne parler que de l'Afrique Noire, on peut bien dire qu'elle évolue à une cadence affolante; l'émancipation sociale est en route; une certaine émancipation politique est désirée.

Les chrétiens métropolitains qui considèrent cette évolution n'auraient-ils pas tendance à s'inquiéter, à redouter cette « montée des évolués », à faire cause commune avec ceux qui estiment que le devoir est de barrer la route ?

Des évolués m'ont posé la question :

« Les missionnaires sont-ils pour ou contre l'évolution des Noirs ? »

Des Africains militants d'Action catholique s'inquiétaient de savoir si les chrétiens d'Europe prennent suffisamment au sérieux les possibilités spirituelles, intellectuelles, sociales et politiques de l'Afrique Noire.

Parallèlement les masses africaines — d'elles-mêmes ou en vertu de certaines propagandes intéressées — prennent conscience d'avoir été lésées et exploitées pendant trop d'années. Elles ont soif d'amélioration de leur sort.

Il semble à l'heure actuelle, malgré le fonds très religieux des Africains, que certains feraient passer leur avidité de relèvement matériel avant leur attachement au christianisme.

Plus que jamais, par conséquent, le christianisme devrait leur apparaître comme autre chose qu'une simple dévotion, mais comme parfaitement capable de procurer le bonheur véritable des hommes et des sociétés.

Sans doute tout n'est pas pur ou raisonnable dans les exigences des nouvelles chrétientés. Mais pourquoi les missionnaires s'effraieraient-ils ? Ils seront certes les derniers à redouter l'évolution, puisqu'ils y contribuent et que bien souvent ils l'ont précipitée. Il leur appartient, au contraire, de la favoriser et de l'orienter. Même s'il leur faut parfois modérer les impatiences de populations qui aspirent à leur maturité, ce n'est pas au nom d'un conservatisme qui contredirait leur action. On peut, tout en ayant foi dans l'avenir, graduer les efforts.

Je sais bien qu'on reproche aux missions d'avoir pratiqué leur ministère sans lien réel avec la vie des autochtones. La meilleure réponse, ce sont leurs séminaires et leurs œuvres médicales, sco-

laires, sociales. « L'Église ne regrette qu'une chose, me disait un prélat de la Propagande, c'est que trop souvent les moyens des missionnaires ne soient pas à la mesure de leurs désirs ni des besoins sociaux de leurs populations. »

Nous ne nierons pas cependant que les missions d'Afrique ne se trouvent maintenant placées en face d'une option qui rappelle celle que l'Église a connu devant le monde ouvrier voici cinquante ans. Elles se trouvent parvenues à un tournant : si elles le manquaient, elles risqueraient de perdre l'audience des évolués et ensuite celles des masses. L'Afrique demande des syndicats, des coopératives; elle sollicite des missionnaires qu'ils soient à l'avant-garde de la justice sociale. Il dépend d'eux que cette action qui s'organise ne soit pas entreprise sans le christianisme ou contre lui.

Des institutions nouvelles, si prématurées qu'elles puissent paraître, se mettent en place; il importe qu'elles ne se réalisent pas en marge de l'influence chrétienne.

L'entrée en ligne du laïcat doit précisément permettre à l'idéal catholique de pénétrer et d'orienter cette évolution. Édifier une Église indigène ce n'est pas seulement lui procurer sa hiérarchie, lui assurer des cadres. C'est aussi lui offrir des institutions adaptées. De multiples activités solliciteront dans ce domaine le dévouement des laïcs missionnaires. Ils n'auront que l'embarras du choix.

L' « Ad Lucem » répond aux besoins des missions

Si nous voulions juger des besoins des missions par les appels que nous recevons d'elles, nous n'aurions qu'une vue imparfaite de la situation. Elles mettent l'accent sur ce que j'appellerais « l'équipement » des nouvelles chrétientés, comme en France on met l'accent sur le problème de l'enseignement libre. Loin de moi la pensée de minimiser l'importance de ces soucis. Nous sommes, au contraire, très touchés qu'on veuille bien nous faire confiance au point de nous confier la direction d'œuvres vicariales ou intervicariales. Mais il importe de situer ces réalisations à leur place dans l'œuvre d'évangélisation.

La Providence a voulu que nous puissions réaliser au Cameroun, en liaison avec les Vicaires apostoliques, un véritable « équipement missionnaire » de ce territoire : deux hôpitaux, une léproserie, plusieurs dispensaires; une École normale intervicariale; une Fondation sociale intervicariale.

D'autres fondations sont en préparation : un collège secondaire

au Cameroun; une école technique; un collège intervicarial au Togo.

De multiples *demandes* nous parviennent d'Indochine, d'Afrique occidentale française, du Gabon, de Madagascar et même d'Océanie.

Il est indispensable, en effet, que des laïcs venus d'Europe puissent se mettre à la disposition des Vicariats apostoliques pour des tâches que les missionnaires ne peuvent pas entreprendre : hôpitaux, écoles, action sociale.

Mais le rôle des laïcs installés à leur compte et comme fonctionnaires, colons, etc., n'est pas moins important : ils ont eux aussi un témoignage à apporter; ils doivent eux aussi prendre leur part de l'Action catholique, de l'action sociale ou civique.

Les uns et les autres sont missionnaires dans la mesure où ils acceptent de se mettre au service de l'Église dans les pays de missions en la personne des évêques indigènes ou des vicaires apostoliques. *Ad Lucem* forme et soutient ses membres, mais en les mettant à la disposition des évêques en vue de les aider à répondre aux nécessités nouvelles de l'apostolat missionnaire.

Le stade des missionnaires qui pouvaient se contenter de prêcher et de distribuer les sacrements est dépassé.

Le moment est venu d'organiser ces chrétientés.

Deux choses paraissent essentielles.

1° L'organisation d'une *Action catholique indigène*, sans laquelle la transformation chrétienne des villages et des coutumes sera très difficile et très aléatoire.

2° La réalisation *d'institutions chrétiennes et d'œuvres*, sans lesquelles les autochtones pourraient estimer que les missions ne s'intéressent pas à eux et que l'Église ne s'implante pas chez eux.

Alors que déjà le clergé indigène a pris son essor un peu partout, la naissance plus récente d'une Action catholique indigène constitue à son tour une grande raison d'espérer.

« L'Action catholique autochtone, disait tout récemment Pie XII, c'est l'avenir des pays de missions. »

Dr Louis Aujoulat.

LETTRE D'UN CATECHUMENE

Nous sommes actuellement un certain nombre de chrétiens à éprouver des besoins qui ne sont pas comblés.

Nous sommes en général nés dans l'Église, nous y avons été baptisés, instruits, communiés et confirmés dès l'enfance. Nous avons souvent été militants ou dirigeants d'Action catholique. Puis, vers vingt ou trente ans, une crise est survenue. Des doutes profonds et lucides nous sont venus sur la qualité de notre vie religieuse. Cette crise a une origine et un aboutissement de même type.

A l'origine de cette crise, il y a en général le contact brutal avec un réel authentique. Chez l'un c'est la captivité, la prise de conscience de l'artificiel des échanges d'un cercle d'étude, d'un style de vie et, à l'opposé, l'existence de contacts humains d'une qualité plus chaude et plus vraie en dehors de son plan religieux coutumier. Cette faille dans son édifice intérieur fut suffisante pour lui montrer que sa morale religieuse reposait principalement sur des bases sociales superficielles et que ce qu'il appelait ses « sentiments religieux » n'étaient pas animés par son moi personnel et profond. Chez l'autre, c'est le mariage et la découverte de la vie charnelle qui ouvrit ce moi profond jusque-là méconnu. Chez un autre, c'est le passage au camp de concentration. La phrase d'Himler disant que, pour vivre plus de six mois dans un tel camp, il fallait avoir escroqué à son voisin sa nourriture, son lit ou son repos et avoir ainsi touché du doigt la participation latente de chacune de nos actions à l'œuvre du diable. Chez un autre, c'est le labeur d'Action catholique lui-même, la chape de plomb d'une culture et d'un milieu social étouffant par trop les intentions de son apostolat.

A l'origine de ces crises, il y avait toujours la découverte d'un nous-même plus profond à l'occasion d'un contact avec un réel authentique et émouvant.

Le contact avec un réel brutal venait nous montrer que notre vie religieuse ne pénétrait pas les profondeurs de nous-même. C'était une exigence religieuse plus profonde qui nous poussait à rejeter ce qui ne nous apparaissait que comme des masques de religion. Nous avions donné des noms à Yaweh, nous lui avions construit des autels de pierre.

L'*évolution* de cette crise fut assez diverse. Au départ presque toujours une réaction de rejet, de critique vis-à-vis du cadre religieux de l'enfance, trop soucieux d'une défense culturelle et bourgeoise. Les préoccupations morales bloquant l'approfondissement spirituel. Le

sentimentalisme religieux, hypocrisie d'une recherche cachée du moi, les sacrements opium d'une inquiétude authentique.

Pratiquement, ces réactions aboutirent, soit à la sortie des mouvements d'Action catholique, soit à l'abandon transitoire de la vie sacramentelle, à l'adhésion à des mouvements de gauche, à prendre un métier d'ouvrier, à rompre avec un certain milieu social. Beaucoup se sont repliés sur leur solitude. D'autres ont essayé de chercher des frères qui les comprennent.

Après ou à côté des attitudes critiques ou négatives, un certain nombre de valeurs positives se sont dégagées. Assumer sa tâche humaine, porter l'absurdité des situations où l'on se trouve placé; on y comprendra ainsi peut-être quelque chose. Place des autres, de la communication fraternelle dans la démarche à la sortie de soi pour aller à Dieu. Redécouverte des Écritures, de l'histoire biblique, purification de la notion de transcendance et nécessité de l'oraison.

Mais après ces démarches diverses, il est un point d'aboutissement commun qui nous semble fondamental.

Un courant s'est ainsi dégagé dans l'Église. Ce courant sent son existence avant de percevoir encore très clairement sa place et son sens. Ses adversaires pensent qu'il est le résultat de la contagion du mal moderne parmi les chrétiens et ils parlent de modernisme, de naturisme, d'immanentisme. Les théologiens bienveillants parlent de la « communauté des petits prophètes » — d'une liquidation de la contre-réforme. Nous qui en sommes, nous croyons que notre mission est d'exister à l'intérieur ou à la porte de l'église, « pour y apporter de ces tendances différentes qu'on ne doit pas empêcher d'exister réellement parce que la vraie vie complète n'existe que s'il y a compénétration des éléments les plus divers » (Moehler, p. 145).

« Puisqu'il est vrai de dire que la religion se concrétise en des manières de voir très diverses, selon les temps, les degrés de culture, les races, les familles, les individus, et qu'elle ne se manifeste complètement que dans cette infinité de nuances, il faut donc que cette variété infinie soit possible à l'intérieur même de son unité : car l'unité est dans la variété et, comme nous l'avons dit, la multitude des différences requiert également l'unité pour permettre à celles-ci d'exister comme telles » (Moehler, p. 145).

Le courant a abouti à l'heure actuelle à quelques positions et à quelques besoins communs.

1° *Positions.*

Sa position fondamentale est dans deux affirmations qui s'opposent et se fécondent; d'une part une foi dans l'expérience personnelle; d'autre part une affirmation de la transcendance. Nous ne croyons pas que l'action temporelle se déduise simplement, raisonnablement des données spirituelles, comme nous reprochons à l'Action catholique et à trop de chrétiens sociaux de le faire.

Nous croyons que nous avons à nous situer en plein bain humain; à travailler, à peiner comme n'importe qui pour être vraiment de la pâte du monde. Nous croyons qu'au fond de toute vie, de toute expérience, il y a le souvenir d'une main éternelle. Nous croyons que la vie profondément vécue conduit à un appel, à une soif et creuse le

lit de Dieu. Nous ne croyons pas au « savant catholique », à « l'homme politique catholique », à « l'ouvrier catholique », mais nous croyons que la recherche scientifique, la vie politique, la vie ouvrière, assumées de notre mieux peuvent appeler et recevoir l'Esprit du Christ, pas comme une déduction, mais comme un enfantement. Le lieu de cet enfantement étant le cœur de chacun de nous s'offrant dans le dépouillement de la croix.

A l'opposé, nous reconnaissons à la transcendance, une transcendance supérieure qui la rend toujours insaisissable ici-bas, toujours plus riche et plus pure qu'elle ne nous apparaît.

Nous croyons que Dieu nous est toujours inconnaissable d'une certaine façon; il est seulement le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob qui nous a envoyé le Christ dont nous continuons l'incarnation.

2° *Cette position implique d'ores et déjà des besoins.*

a) Il nous paraît indispensable de proscrire l'attitude du « savant catholique », du « bourgeois catholique », du « politicien catholique ». Le réel est ce qu'il est. Tout homme doit l'assumer tel qu'il est et non pas chercher à le systématiser, à le faire cadrer avec un ordre préétabli.

L'ordre, c'est notre mission de l'enfanter. Il ne nous est pas donné. « Notre action humaine se situe donc sur le plan de tout homme loyal et sincère et non pas dans un clan à part de l'humanité. »

b) L'oraison, l'attitude de l'Annonciation, la vie sacramentelle ont également, dans notre désir, une place centrale, témoignant de notre don à Dieu.

3° Mais, entre les deux, nous avons besoin d'une communication fraternelle avec les autres. Nous croyons que seront utiles des lieux de rencontre où chacun pourra apporter le récit de son expérience personnelle; tracer son itinéraire pour le purifier par ce que d'autres lui répondront. Nous croyons que de ces témoignages finiront par se dégager soit des besoins concrets nouveaux dans l'Église, soit l'utilité de mise au point doctrinale, soit, surtout, un peu d'esprit chrétien qui soutiendra et fortifiera.

Le besoin d'une communication fraternelle a des *racines* multiples :

1° Le mode doctrinal sous lequel l'enseignement chrétien nous a été présenté pendant notre enfance nous a sensibilisé provisoirement contre les formes systématiques abstraites et rationnelles.

Ayant à faire pénétrer notre foi dans un moi plus profond que celui de la raison, nous sommes amenés à donner une place capitale à l'expérience intérieure et à la mise en faisceau de ces témoignages d'expériences personnelles; l'expérience de l'un venant purifier, fortifier, redresser l'expérience de l'autre et nous donner perpétuellement mauvaise conscience devant les certitudes trompeuses que nous cherchons trop vite.

Nous n'excluons nullement l'unité plus large qui vient de la formulation dogmatique. Nous en sentons au contraire plus que jamais la nécessité. Nous insistons seulement sur le besoin que nous avons de voir cette formulation d'une façon plus tangible dans la démarche d'une communauté fraternelle qui la vive. C'est là un besoin qui

n'exclut ni la communauté mystique des fidèles, ni la communauté sacramentelle telle qu'elle se réalise dans une messe. C'est un besoin sous-jacent.

Nous suivons spontanément la démarche dont parle Moehler : « Si nous avons d'abord exposé la foi comme vie intérieure, c'est parce qu'elle est antérieure à sa formulation ou expression. La première est comme la racine de la seconde, d'ailleurs, pour qui pénètre l'ensemble de notre foi, la vie de l'Esprit en nous garde la priorité sur l'enseignement ou foi formulée, car il reste vrai que l'Esprit nous est donné pour comprendre ce dernier, bien que dans le temps la prédication précède notre adhésion » (p. 22). Et encore : « Toutes les formes de l'enseignement et tous les dogmes n'ont de valeur que pour autant qu'ils expriment cette vie intérieure qu'ils présupposent comme réalisée quelque part. On peut même dire qu'en tant que telle une expression, toujours limitée, n'épuise pas la vie qui est inexprimable; elle est toujours en deçà de la réalité... » (p. 41).

2° Une deuxième racine de ce besoin de communication fraternelle est dans notre incertitude vis-à-vis de ce qu'est Dieu vraiment. C'est exactement la phrase de saint Jean :

« Personne n'a jamais vu Dieu, mais si nous nous aimons les uns les autres, Dieu demeure en nous et son amour est parfait en nous. »

Dieu nous fait bien rarement des confidences personnelles, mais si nous aimons les autres, ce qu'ils sont, tels qu'ils sont, si nous les acceptons, si nous portons en nous leur être, notre personnalité isolée et temporelle voit s'ouvrir l'horizon de l'unité éternelle.

3° Le devoir pratique de charité est certes toujours de donner matériellement du pain, mais il y a actuellement tant d'hommes qui sont dans l'angoisse intérieure, il y a tant de remises en question devant une réalité trop pesante, qu'offrir un lieu où les cris sont entendus, est, nous semble-t-il, dans la ligne de l'Évangile.

4° Enfin, l'envahissement latent du milieu où nous vivons par les forces du mal est pour nous une hantise. Si je mange plus que ma ration de viande ou si je touche plus d'argent que mon travail ne vaut, c'est que quelqu'un, à X kilomètres de moi, n'a pas sa ration ou est dans la misère.

Nous participons à une opinion dirigée, à des grèves qui sont des instruments d'oppression d'un groupe par l'autre.

Sur le plan intérieur, perpétuellement nous recherchons des idoles, des refuges — nous faisons la théorie de notre état pour pouvoir nous reposer et nous glorifier.

Un contact profond avec les autres nous apparaît comme un des moyens essentiels de sortir de ce monde où le péché a rendu indistinct le mal et le bien.

Nous avons vu qu'un certain effort de dépouillement collectif permettait une sorte de psychanalyse collective d'où sortait une prise de conscience sur ce mal latent partout autour de nous et en nous. L'approfondissement personnel est guetté par trop d'embûches, on retombe trop facilement dans les plis de son tempérament. Le contact profond avec les autres fait que cet approfondissement peut se purifier.

D'ores et déjà, dans ce courant, les réunions prennent un type assez caractéristique. La lecture de l'Écriture y alterne avec les récits personnels, les échos que ces textes éveillent en nous. C'est notre manière de remplacer ces sermons dont le genre ne nous convient plus.

Mais, par-delà ces petits groupes existant actuellement, un champ d'échange plus vaste serait désirable...

J. JOUVENROUX.

Son Eminence le Cardinal Petit de Julleville

Le cardinal Pierre Petit de Julleville, archevêque de Rouen, est mort dans la nuit du 8 au 9 décembre dernier. C'est une des grandes figures de l'Église de France qui disparaît. Fils d'un universitaire de grande intelligence, il avait eu parmi ses pères dans le sacerdoce le chanoine Esquerre, aumônier du Bon-Conseil, celui que ses enfants appelaient « l'Abbé ». Il n'oubliait jamais cette filiation.

Prêtre en 1903, professeur à Issy de 1905 à 1910, Supérieur de l'École Sainte-Croix de Neuilly de 1910 à 1927, où il forma tant de chrétiens et tant de futurs prêtres, voire d'évêques, aumônier militaire du 53e R.I.C. pendant la guerre, il fut nommé évêque de Dijon le 23 juin 1927, puis archevêque de Rouen en août 1936. Enfin cardinal-prêtre du titre de Sainte-Marie *in Aquiso*, au premier consistoire qui suivit la guerre en février 1946.

Quand on a énuméré ces titres, on n'a cependant rien dit. Car on n'a pas dit le très grand prestige et l'immense influence dont le cardinal Petit de Julleville jouissait dans l'Église de France auprès de tous : des laïcs d'Action catholique, des religieux, des prêtres, de l'épiscopat tout entier. Ce prestige, cette influence, il les avait à plus d'un titre : il était d'abord un homme au sens plein du mot. Son énergie, sa droiture, sa fermeté de caractère qui n'excluait pas une grande tendresse, mais toute de distinction et de délicatesse, lui attachaient tous ceux qui le rencontraient. Il était un de ceux qui avaient la plus claire vision de l'action apostolique à mener, et de la tâche intellectuelle qui s'imposait aux catholiques en notre temps. Enfin, c'était un prêtre, au sens plénier où l'entendent les chrétiens qui ont le culte du sacerdoce. Quelle que fut la charge dont il fut investi, on ne pouvait aller chez lui sans trouver une foule de prêtres et de laïcs qui attendaient leur réception. Nous ne dirons pas leur audience. Car l'entretien n'avait rien d'une audience. C'était un dialogue où les directives les plus fermes étaient données, mais où les questions les plus intelligentes et les plus averties étaient aussi posées. On recevait plus qu'on ne peut dire, mais on avait aussi la joie de donner.

La Vie Intellectuelle a beaucoup reçu de S. Ém. le cardinal Petit de Julleville. En des heures importantes, elle lui a maintes fois demandé son appui, et cet appui ne lui fut jamais refusé. Un grand deuil frappe notre revue. Mais l'Église est éternelle, et ceux qui furent ses pasteurs totalement donnés continuent dans l'éternité à surveiller les tâches auxquelles ils tenaient et qui doivent être encore accomplies dans l'Église militante. Nous avons l'espérance que l'appui, glorieux maintenant, du cardinal-archevêque de Rouen ne nous sera pas enlevé.

A. MAYDIEU, O. P.

LIVRES

A. Tricot : *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ.* Coll. « Verbum Dei », n° v. Desclée et Cie, éd., 314 pp., 105 francs. — *L'Église naissante*, même collection, n° vi, 496 pp., 150 francs.

Ces deux volumes de format très pratique (16 1/2 × 10) sont destinés aux jeunes gens et à ceux qui ont charge de leur donner l'instruction religieuse; ils ont donc été rédigés à la manière des manuels scolaires.

Le premier est essentiellement constitué par des textes évangéliques disposés suivant un ordre chronologique et précédés d'une introduction sobre (70 pages), mais suffisamment complète pour des néophytes.

Le second comporte le texte complet des Actes, des Épîtres et de l'Apocalypse (traduction Crampon), accompagné de quelques notes du chanoine Tricot. L'introduction (142 pages) fournit les principales données géographiques hisoriques et religieuses indispensables à la compréhension des textes du Nouveau Testament. M. Tricot dirigea voici quelques années la rédaction de *Initiation Biblique*, dont la valeur et l'utilité ont été signalées jusque dans les milieux réformés. Il était particulièrement compétent pour élaborer ces deux manuels d'initiation à la lecture et à l'étude des textes fondamentaux du christianisme.

Une remarque cependant : soucieux d'être sobre et précis, l'auteur donne dans les introductions une chronologie par trop rigoureuse. Ainsi, page 41 : « *Jésus est mort le 7 avril de l'an 30. Au jour de sa mort, Jésus était âgé de trente-quatre ans et trois mois.* » On le sait, de telles précisions sont discutées... Il y aurait eu intérêt, croyons-nous, à donner au lecteur sans expérience un certain scepticisme en ces matières. Il est fréquent que des chrétiens prennent les opinions des exégètes et des théologiens pour des vérités de Foi. Cette confusion est source de trop de malentendus et de difficultés pour qu'on néglige de la prévenir chaque fois que l'occasion en est donnée.

P. C.

Nefs et Clochers, collection publiée par la « Revue d'Art Sacré ». Éditions du Cerf.

Dont le but est de rendre sensible au grand public des fidèles et des touristes le témoignage artistique, esthétique et sacré que porte chacune des églises de France. Les sept plaquettes jusqu'ici publiées (La Madeleine, La Sainte-Chapelle, Saint-Nicolas-des-Champs, Saint-Merry, la Chapelle Royale, Saint-Julien-le-Pauvre et l'église de la Sorbonne) réalisent à merveille le souci des collaborateurs : le texte est sobre et suffisant, les photographies extrêmement suggestives.

Maurice Chavardès.

Shalom Asch : *Le Nazaréen.* Paris, 1947, Nagel, éd., 752 pp., 600 francs.

« Quand on en a lu deux ou trois, on les connaît toutes », disait Albert Schweitzer des *Vies de Jésus* romanesques... Cependant, la liste ne cesse de s'allonger. Le sujet est éternel, et chaque biographe se fait un point d'honneur de le renouveler, y apportant des trésors de psychologie, de talent ou d'imagination. La présente biographie du Nazaréen nous vient d'Amérique et, ne serait-ce que par sa taille et la personnalité de son auteur, grand écrivain yiddish, elle retient l'attention. Shalom Asch, Juif orthodoxe, profondément croyant, porte grand intérêt aux origines chrétiennes et pendant trente

ans, dit-on, il s'est préparé à écrire ce livre. Après *Le Nazaréen*, il publia à New-York, en 1943, *L'Apôtre*, histoire romancée de saint Paul.

Sa documentation est copieuse, il connaît bien les traditions juives, se meut avec aisance dans l'univers palestinien du début de notre ère et l'évoque avec bonheur. Les personnages évangéliques et Jésus lui-même sont dépeints avec beaucoup de compréhension et de sympathie. L'auteur est visiblement attiré par le héros de son roman et, écrivant ce livre pour des Juifs, il a voulu leur inspirer plus que de l'estime pour Jésus, un véritable amour. Il n'en conserve pas moins une attitude juive : le Nazaréen est un rabbin pharisien dissident, quelque peu thaumaturge (mais il y en eut d'autres...) et fils de Dieu au même titre que tout israélite pieux. Quant à la Résurrection, le témoin que Shalom Asch fait parler déclare que cela ne l'intéresse pas, ce sont tout au plus des rumeurs.

Nous ne reprochons pas à l'auteur de défendre des thèses juives, la façon dont il le fait ne peut d'ailleurs que faciliter la compréhension des Juifs et des chrétiens dans un respect commun du Juste de Nazareth. Cependant, un tel ouvrage constitue pour le lecteur peu averti un danger certain, danger commun d'ailleurs à la plupart des Vies de Jésus... Shalom Asch mêle à chaque page une érudition des plus exactes et une imagination tumultueuse, il ne découvre pas le passé, mais l'imagine et le construit. Procédé plein de périls.

Hagiographie légendaire singulièrement colorée et attirante, mais sur laquelle ne peut se fonder aucune connaissance du Jésus de l'histoire. Le chrétien, qu'aucune démarche historique ne dispense de la foi, ne saurait s'abandonner à de tels rêves si édifiants soient-ils.

Livre émouvant, certes, témoignage précieux, mais auquel il faut savoir préférer la modestie et les silences des évangélistes.

P. C.

AZIMUTHS

Voilà deux ans que je partage, avec plusieurs collaborateurs, à *La Vie Intellectuelle*, cette position centrale qui m'autorise et m'oblige à faire la revue des Revues. (J'en lis un bon nombre, y compris *La Vie Intellectuelle*. Je ne les cite pas toutes, et je m'en excuse. *Azimuths*, d'ailleurs, on le sait, n'est pas un palmarès. Mais, comme dit à peu près le Fabuliste, dans mon métier, quiconque a beaucoup lu doit avoir très peu retenu.) Puis-je en cette fin d'année vous offrir une confidence ? Si j'avais le temps de relire Montaigne, je ferais une thèse sorbonnique, magnifiquement équilibrée, pour résoudre le problème crucial de savoir si l'auteur des *Essais* doit sa philosophie à sa méthode littéraire ou sa méthode à sa philosophie. Vous m'excuserez de vous livrer aujourd'hui une idée personnelle : une fois n'est pas coutume. Les confidences d'un écrivain peuvent d'ailleurs grandement aider à l'intelligence de son texte. Et puisque je suis sur ce sujet, j'oserais exprimer un vœu que je soumets pour la première fois à l'attention bienveillante des pouvoirs publics, au nom de la méritante corporation des pauvres critiques condamnés à se nourrir exclusivement de la pensée d'autrui, et qui se croient un certain droit à ce qu'on facilite leur perspicacité : j'aimerais que tout livre ou article décisif permette au consommateur de bien connaître l'auteur, en lui

offrant le portrait face et profil, un spécimen graphologique, l'heure de naissance, un bref *curriculum vitae*, une légère psychanalyse, le catalogue de sa bibliothèque et quelques traits caractéristiques, par exemple s'il a un chat (pour savoir si c'est un amoureux fervent ou un savant austère). Ce dernier détail, apparemment futile, explique cependant toute l'importance de l'article de M. Jouhandeau, dans le dernier *Cheval de Troie*. Voilà que je digresse, mais reconnaissez que la digression a sa logique. Le cœur a ses raisons...

Prolégomènes à toute chrétienté future.

On est kantien ou on ne l'est pas. Je me hâte de dire que je ne le suis pas. Mais il est bon d'avoir des titres clairs et accueillants.

America, dans son numéro du 8 novembre, page 141, cite les paroles de l'ambassadeur du Brésil, qui trouve qu'un projet de A. Vichinski

met en contraste deux conceptions de l'État antagonistes, prenant leur source en deux systèmes de valeurs opposés, dépendant de deux métaphysiques adverses : l'État libéral, dans la conception démocratique chrétienne de la civilisation, et l'État totalitaire.

Dans la même revue, du 4 octobre, page 16, le jésuite état-unien Massé donnait à son récent tour d'Europe la conclusion suivante :

La crise dans l'Ouest est plus qu'économique ou politique. C'est fondamentalement une crise de foi. La vieille formule du dernier siècle ne peut plus opérer, encore qu'elle soit encore au travail. Une Europe sécullariste qui confine le christianisme à la sacristie est devenue impossible. Si on refuse au Christ d'inspirer les institutions sociales et politiques de l'Europe d'après-guerre, alors Karl Marx les inspirera; ou plutôt ce travesti sanglant du marxisme, qui a déjà soumis le peuple russe et toute l'Europe orientale à l'esclavage du totalitarisme. L'Amérique peut aider un peu... mais finalement seule l'Europe peut se sauver — l'Europe et la Foi qui l'a bâtie. J'aime à penser que la gracieuse lettre du président Truman au Saint-Père partageait les mêmes sentiments; que sa noble fierté de ce que les États-Unis sont une « nation chrétienne » peut réveiller les esprits européens à la gloire de leur passé chrétien et ainsi tracer la route vers un avenir également glorieux. Autrement, qu'on s'attende au pire.

J'ai l'impression que le Saint-Père a donné sur la civilisation chrétienne une réponse quelque peu inattendue. Je remarquerais aussi volontiers qu'entre la sacristie et la place publique il y a un moyen terme : l'église, parfois laissée dans l'ombre. Mais en quoi consiste concrètement la civilisation chrétienne ?

■ Procédons d'abord par analyse. Le même numéro d'*America* qui nous en apporte la définition donne, page 19, le résumé d'un livre intitulé *Le Nouvel Esclavage*. Si j'en crois le compte rendu :

Bien que l'esclavage ait été, tardivement, aboli en Amérique au milieu du XIX^e^ siècle, il a été restauré en Europe au XX^e^. Ses parrains ont été les sectateurs de Bismarck et de Karl Marx... L'auteur avertit aussi que la civilisation occidentale est actuellement réinfectée des stades initiaux du malaise de l'esclavage, ce qu'il attribue à l'introduction de la moderne législation du « bien-être » (*welfare*), qui a pour résultat la perte pour l'individu de sa responsabilité personnelle.

Et moi qui voyais bonnement dans cette législation un effet ou au moins un désir des encycliques ! Il faut que nous n'ayons pas la

même notion ou de l'esclavage, ou de la civilisation chrétienne. Vérité en deçà de l'Atlantique, erreur au-delà, comme disait à peu près un disciple de Montaigne.

Un peu plus loin, rendant compte d'un autre livre sur l'orthodoxie, un autre « reviewer » en souligne l'importance, car

> De notre temps, et à notre étonnement, la Russie a restauré le patriarchat de Moscou au service de son panslavisme. Avec les yeux du monde catholique actuellement fixés sur Fatima, nous aimons à voir la décision de Staline comme une préparation inconsciente à l'accomplissement de l'assertion de Marie, que la Russie serait convertie et consacrée à son Cœur Immaculé. Il ne peut y avoir de paix durable sur la terre à moins que les hommes ne reviennent à l'unité religieuse, seul lien réel qui puisse les maintenir unis de pensée et d'action dans ce monde babélique.

On ne peut pas partager ce dernier optimisme. Le Moyen-Age, chrétienté s'il en fut, n'a ni interdit ni empêché les guerres, ni les croisades, ni les luttes civiles, si l'on en croit l'histoire, et même l'hagiographie. Le monde romain a connu des périodes de paix chantées par les Pères de l'Église sans connaître l'unité religieuse.

■ Mais passons aux synthèses. Dans la revue des francs-maçons écossais, *Le Temple* (n° 5), un article d'Antonio Coen, visiblement sympathique à l'Église romaine, la loue d'avoir heureusement évolué en abandonnant la civilisation chrétienne telle que la définissaient Grégoire XVI et Pie IX pour une conception moins marquée par la chrétienté médiévale. Même si les faits étaient inexactement interprétés — encore qu'on avance des autorités catholiques —, la question posée devrait-elle nous faire considérer comme également possibles en Occident une civilisation chrétienne démocratique carolingienne et une civilisation demi-chrétienne bourgeoisement démocratique ? Ajoutons, pour être complet, la démocratie sociale soviétique ou orientale présentée par Berdiaeff dans *Christianisme social* (octobre, p. 744). Laquelle sera la plus chrétienne, et pourquoi ? Est-ce affaire de principes, et lesquels ? ou de résultats, et lesquels, et par quelles mesures établis ? Est-ce affaire de responsables, au sens où l'on mesurerait le christianisme d'une civilisation à la proportion des clercs parmi ses techniciens et ingénieurs ? Mais cela semble interdit par l'Action catholique, au moins par ses définitions. Et certains essais en ce sens sont critiqués par un économiste état-unien dans une Lettre à l'éditeur d'*America* (25 octobre, p. 112) :

> Il faut expliquer le fait que le clergé régente les discussions des groupes d'économistes catholiques. Il existe, due à l'arrière-plan du catholicisme en ce pays (je fais allusion à l'ignorance des masses immigrantes dans les jours anciens, et au fait que seul alors le clergé possédait une instruction suffisante), une tendance marquée à identifier l'Action catholique avec un mouvement de propagande par les catholiques, sur la base d'un groupe mêlé de clercs et de laïcs, les laïcs formant l'élément passif, les clercs l'élément actif. Cela change les discussions en des espèces de meetings religieux présidés par le clergé. Un laïc qui y déploierait une excessive activité ferait l'effet d'un laïc interrompant un sermon. Tout laïc doué d'originalité apprend bientôt à se tenir à l'écart ou à demeurer silencieux pendant que les clercs parlent.
>
> Le seul remède à cette situation est d'obtenir que les deux, clergé et laïcat, acceptent que les connaissances des principes chrétiens par un individu ne le qualifient pas pour parler avec autorité en matière économique. La connaissance de l'économie serait aussi de quelque secours...
>
> Un dernier point vaut d'être souligné pour faire comprendre la répugnance de l'économiste catholique à invoquer les encycliques. Je me demande com-

bien de catholiques bien pensants, clercs aussi bien que laïcs, se rendent compte de la vaste indifférence que suscite l'appel à des doctrines « sectarian » comme moyens d'assurer en ce pays l'ordre économique et social. La plupart des économistes non catholiques regardent les principes catholiques comme des concepts médiévaux démodés. On s'intéresse beaucoup plus, d'une part, au contrôle gouvernemental des affaires et, d'autre part, au laisser-faire intégral, comme moyens de réaliser l'ordre économique de ce pays. Les discussions sont d'une nature dite « scientifique ». On y parle bien moins de justice sociale que de la dernière modification de la théorie de tel ou tel.

La première chose à faire est de surmonter la vaste inertie de ce pays à l'égard de la morale. La plupart des gens instruits en dehors du catholicisme ont leur morale personnelle, mais ont tendance à déterminer par eux-mêmes leur morale... plutôt qu'à plier devant la règle « autoritaire » du catholicisme. Connaissant l'indifférence et les craintes de ses collègues non catholiques, que reste-t-il à faire à l'économiste catholique ? Faut-il s'étonner qu'il prenne une chaise au fond et écoute les théories plus populaires des non-catholiques ? Souvenez-vous aussi que ces économistes non catholiques occupent des positions importantes dans le monde, et que même les catholiques sont tentés d'écouter les hommes au pouvoir plutôt que, par exemple, un professeur d'un institut catholique, quelque bonnes que puissent être ses idées.

■ La même incertitude sur la civilisation chrétienne règne ou sévit chez nos frères protestants. La revue de Bâle, *Theologische Zeitschrift*, publie les impressions d'un catholique italien, G. Rizza, sur la conférence d'Oslo, à laquelle participèrent 1500 délégués :

On s'était attendu que le désordre du monde fût supprimé par la victoire de ceux qui avaient pris la justice pour consigne. On dut, au lieu de cela, constater avec quelle facilité les justes, au jour de la victoire, s'étaient changés en injustes...

Dans le jugement de ce conflit, on rencontra chez les délégués, me semble-t-il, une double attitude. Les uns le considéraient plutôt comme un conflit entre la démocratie et une forme de totalitarisme... C'est la vieille mentalité qui fait parfois de la chrétienté l'alliée de la bourgeoisie, et qui est en partie responsable de l'insurrection des forces socialistes et communistes contre la civilisation chrétienne. Cette mentalité semblait particulièrement courante chez les Américains qui communément se regardaient comme les combattants d'une grande croisade contre le communisme avec lequel ils tenaient pour impossible toute conversation. D'autres traduisaient la division en termes empruntés à Reinold Niebuhr, comme un conflit entre deux plans de saluts du Monde, dont ni l'un ni l'autre ne reconnaît le vrai Seigneur. C'était en d'autres termes une aperception simultanée de ce qui se rencontre d'antichristique et dans le capitalisme américain, et dans le communisme soviétique, et dans la politique impérialiste des deux.

On reconnut donc dans l'ordre économique la nécessité d'une liberté qui inclue la justice sociale et la sécurité pour tous, et dans l'ordre politique la nécessité d'une liberté qui inclue le droit à l'indépendance nationale et à l'existence d'un gouvernement choisi par le peuple et qui se conforme à ce choix. On donna comme objectifs à la lutte des chrétiens plusieurs modifications de la situation actuelle, entre autres l'abrogation des mesures raciales, l'élargissement de la justice sociale, l'émancipation des nations faibles, une entente internationale.

Ensuite de quoi, certains pensaient jouer individuellement leur rôle dans la structure politique de leur pays, d'autres pensaient à la fondation d'un parti politique chrétien, d'autres à travailler à l'union entre les mouvements qui ont le même but... Mais l'idée dominante était que le chrétien doit apporter sa contribution au parti politique dont le programme s'approche le plus de ce que lui-même veut promouvoir, sans chercher à provoquer un parti politique à étiquette chrétienne; cependant, le chrétien avait à prendre envers chaque parti une attitude critique, se souvenant que dans la politique comme en toutes les autres activités, Jésus-Christ est le seul Seigneur.

Il ne reste plus qu'à savoir si de ce principe bibliquement indiscutable on pourra tirer une civilisation chrétienne, une politique tirée des propres paroles de l'Écriture Sainte, une théorie chrétienne de statique et de dynamique sociale, des programmes constructifs ou des protestations instinctives. La seigneurie du Christ peut-elle aider le chrétien à définir César spéculativement et concrètement, de l'intérieur, ou seulement à limiter, de l'extérieur, ses usurpations sur le domaine divin dont l'Église s'affirme établie par Dieu responsable ? *Christianisme social*, « revue internationale pour un monde chrétien », pour « préparer le monde de demain fondé sur la Révolution du Christ », donne à ce problème, dans son numéro d'octobre, deux solutions qui ne me paraissent pas entièrement cohérentes. Mais elle n'est pas la seule à souffrir de ce mal.

La première solution est exposée, ou mieux encouragée, par M. Voge dans un compte rendu développé et sympathique du livre du marxiste H. Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*. Livre et compte rendu me suggèrent en passant que chaque civilisation, chrétienne ou non, semble produire son ennui spécifique et endémique, et dialectique, et son « opium » au sens marxiste du mot; et je verrais très bien, par exemple, une thèse scientifique intitulée : De Tino Rossi (ou du jazz, ou du cinéma), comme opium du prolétariat laïc. Donc, M. Voge écrit :

> Le protestant naïvement individualiste et idéaliste qui rêve — et même qui prie — pour un monde meilleur, tant qu'il *ne fait rien* pour vivre sa foi... ignorera toujours que l'action révolutionnaire, si elle relève d'une inspiration, comporte aussi une connaissance et un discernement social, action collective, décisions politiques et choix des moyens... La vie chrétienne, pour être totale, doit aller jusqu'à la totalité de la société... (p. 736). Nous croyons, nous aussi, que la vie terrestre ne peut être une duperie définitive, une comédie absolue, sinon l'humanité est maudite. Nous croyons que la bonne nouvelle de l'Évangile est pour la terre avant d'être pour ailleurs (p. 737).

Les questions posées par M. Voge à H. Lefebvre sont intéressantes et pertinentes, mais, faute de place, je passe à l'article de J. Boisset, sur la portée morale de l'Évangile. Parlant des prescriptions du Sermon sur la montagne, on ne peut, dit-il,

> ni les appliquer intégralement, ni les réduire à la portée moyenne de l'homme; elles sont ce qu'elles sont : faites pour le royaume, et non pas pour une société terrestre... On ne peut pas identifier le Royaume avec le perfectionnement social et le progrès de l'humanité... Mais il ne s'ensuit pas que ces valeurs... doivent demeurer sans effets sur la terre. Sans doute ne peut-on les appliquer : sans doute ne doit-on pas les réduire. Mais on doit en viser la réalisation dans un état de tension qui ne résoudra aucun progrès de l'humanité, entre les fins poursuivies par les sociétés humaines et leurs principes d'action et la fin poursuivie par Dieu et son action réelle dans le monde...
>
> Sans aucun doute, les prescriptions de l'Évangile doivent trouver leur application dans la vie de la collectivité; mais elles ne paraissent pas devoir être comprises comme étant le moyen de christianiser un ordre humain des choses.
>
> Les institutions... n'étant pas des personnes, ne peuvent pas être chrétiennes. Et l'Évangile s'occupe en premier lieu des personnes; c'est là son caractère propre, car il considère que ce dont le monde a besoin en premier lieu, c'est de personnes nouvelles, qui soient capables d'incarner et de vivre dans le monde et au travers de ses institutions le commandement d'amour. Car rien n'est fait quand on déclare que les hommes devraient s'aimer, si on ne leur donne pas le moyen de s'aimer, qui est l'inspiration même de Dieu...
>
> C'est cette double constatation du personnalisme chrétien et de la réalité inconcrétisable de la société chrétienne qui est la marque de la tension cons-

tante entre le monde et l'Évangile, tension dont un exemple est donné avec précision par l'attitude du « magistrat » (au sens calvinien du terme) chrétien, persuadé de l'exigence évangélique de l'amour, et contraint dans sa responsabilité sociale, de ne pas appliquer cet évangélique commandement.

■ Je n'insisterai pas sur les caractères protestants de ces réflexions. Je crois notre personnalisme chrétien plus sociétairement, plus visiblement communautaire. Mais précisément parce qu'il l'est, je me demande si, pour le catholicisme, le problème de la civilisation chrétienne n'en est pas rendu plus difficile. L'histoire semble l'affirmer, la réflexion peut le faire comprendre. Car l'Église est la cité visible de l'Évangile, l'État souverain, la cité visible du monde. Toutes les deux ont des organismes et des comportements superficiellement communs, mais, ce qui est le plus caractéristique, la fin et les moyens essentiels, sont congénitalement différents. Que seront donc leurs rapports ? Les contaminations chrétiennes les plus durables n'ont guère été sur l'État que des affections de la peau. Et vice versa. Car le christianisme évangélique aussi a son squelette et ses chairs propres, et c'est l'Église. Parler donc, à propos du christianisme, d' « incarnation » dans une civilisation, c'est un peu méconnaître l'Église, à moins bien sûr d'étiqueter incarnation ou assomption le fait, pour le bernard-l'ermite, de se trouver adaptée une coquille formée par des lois étrangères à sa forme et abandonnée par son secréteur. Mais le bernard-l'ermite n'a d'ecclésiastique que le nom.

Calendrier

Rome. — *19 novembre :* Deux dirigeants et l'aumônier national de la J.A.C. française sont reçus en audience par le Saint-Père. — *23 novembre :* Le Pape adresse un radio-message aux catholiques américains en faveur de la collecte de vivres pour les peuples éprouvés par la guerre. — *29 novembre :* Publication de l'encyclique *Mediator Dei*, sur la liturgie. — *3 décembre :* Le bureau des Informations concernant les victimes de la guerre vient d'être remplacé par un bureau d'aide aux réfugiés et émigrants. — *7 décembre :* Le Pape prononce une allocution radiodiffusée à l'occasion du congrès marial de Barcelone. — *14 décembre :* Le Saint-Père reçoit Mgr Gillet, ancien Maître général des Dominicains. — *16 décembre :* La Congrégation des Rites procède à l'examen de huit cents dossiers de procès de béatification. — *21 décembre :* Radio-Vatican inaugure un service d'émission en langues tchèque et croate.

France. — *Les catholiques et les grèves. — 26 novembre :* Cardinal Suhard : « La grève est légitime, mais, étant une arme dangereuse, il convient de laisser aux travailleurs eux-mêmes le soin d'en apprécier la nécessité en toute liberté. » — *5 décembre :* Mgr Théas : « Avant

d'être dans la Constitution, le droit de grève était inscrit dans la loi humaine. » — Cardinal Gerlier : le chrétien ne saurait s'en tenir à « l'anticommunisme uniquement négatif ». — *7 décembre :* Le produit d'une quête effectuée dans tout le diocèse d'Aix a été remis à un comité de secours aux grévistes.

27 novembre : Célébration à Notre-Dame de Paris du centenaire de la Sainte-Enfance. — *1er décembre :* Ouverture d'une semaine d'études liturgiques à Besançon. — *10 décembre :* Mort de S. Ém. le cardinal Petit de Julleville, archevêque de Rouen. — *18 décembre :* L'Académie française décerne sa grande médaille d'or de la langue française à S. S. Pie XII.

Etranger. — *Angleterre. — 22 novembre :* Le cardinal Griffin a présidé l'assemblée annuelle du « Glaive de l'Esprit ». — *16 décembre :* Le cardinal Griffin et l'archevêque anglican adressent un message d'encouragement au congrès de l' « Action chrétienne ».

Hollande. — 5 décembre : La première école secondaire technique catholique est fondée à Bréda. Le visiteur apostolique de l'Église grecque catholique fonde en Hollande un séminaire pour les étudiants de rite oriental. — *15 décembre :* Les Églises catholique et protestante appellent l'attention du gouvernement sur les problèmes du logement.

Allemagne. — 16 décembre : Neuf membres de l'Action catholique de Leipzig sont arrêtés.

Tchécoslovaquie. — 19 novembre : L'archevêque de Prague proteste auprès du président Bénès au sujet des attaques de certains journaux contre le Vatican et la personne du Saint-Père.

Hongrie. — 28 novembre : Une religieuse hongroise, députée au Parlement, est suspendue pour offense envers l'U.R.S.S.

Yougoslavie. — 12 décembre : D'après des informations venues de Zagreb, le traitement infligé à Mgr Stepinac est de jour en jour plus sévère.

Corée. — 12 décembre : Dix prêtres sont ordonnés à Séoul.

Japon. — 16 décembre : Une traduction japonaise des œuvres de Newman est publiée à Tokio.

PEUPLES ET CIVILISATIONS

H. Guillemin. *M. de Falloux et les Journées de Juin.*

La grève à travers la France.

F. Henry. *Le présent et l'avenir du Syndicalisme.*

Des quatre vents — *Revues* — *Calendrier*

Beaucoup sentaient venir ces journées de décembre. Les pages toutes vibrantes que Henri Guillemin a consacrées aux événements semblables du siècle dernier n'ont pas été étrangères à la volonté d'un grand nombre de chrétiens de ne pas renouveler certaines erreurs. Ces erreurs, en effet, ont été évitées; car le souci de la justice n'exclut pas la fermeté. Mais, pour se fortifier contre toute tentation à venir, il n'est pas mauvais de rappeler ces « vieilles histoires » (et Guillemin le fait une fois de plus de main de maître...).

Ceci dit, la hantise des événements du siècle passé ne doit pas nous aveugler sur ceux du temps que nous vivons. Pour former notre jugement, c'est au récit des dernières grèves qu'il faut revenir. Le rapport que nous publions est l'œuvre collective de nos amis. On en appréciera l'intérêt. On sera attentif à la crise syndicale qui commence. Elle est aussi grave pour le pays que pour le mouvement ouvrier. Qu'on ne néglige pas non plus le calendrier, ni la lecture des revues; aujourd'hui, l'abus de la théorie et le mépris de la vie des ouvriers ne se trouvent pas toujours du même côté qu'il y a cent ans. Le pire évité, nous ne pouvons taire cependant de tenaces inquiétudes. Ainsi que le rappelait le cardinal Suhard en son message de Noël : « La tristesse est grande aujourd'hui dans le monde ouvrier. »

M. DE FALLOUX ET LES JOURNEES DE JUIN

M. de Falloux, « homme d'esprit et de bonnes manières » (Castellane), personnage « de grande mine et qui pourrait bien aller loin » (*Revue des Mondes*), parure du « parti religieux » à l'Assemblée, et modeste comme l'exigeait sa foi, M. de Falloux repoussera toujours, les yeux baissés, l'honneur qu'on voudra bien lui faire d'avoir sauvé la France en juin 1848. On se souvient pourtant de Flaubert, dans cette précieuse chronique de la Révolution qu'il a mêlée à son *Éducation sentimentale*, et du cri de joie et d'hommage qu'il prête à son Dambreuse, le banquier : « C'est fini ! Grâce à M. de Falloux ! » Non pas invention de romancier, mais note prise sur le vif, propos enregistré. Si les Ateliers Nationaux ont été fermés, constate le vicomte Armand de Melun, c'est bien, on peut le dire, « par l'énergie de M. de Falloux ». Et le chargé d'affaires britannique à Paris, M. de Normanby, qui suit de très près, au jour le jour, les événements, signale, le 15 juin : « Au milieu du naufrage de tant de réputations [ce pluriel désigne principalement Lamartine], il y en a une qui, dans ce moment, commande en maîtresse à la tempête »; il s'agit de M. de Falloux qui, dans l'estime des gens de bien, vient de conquérir « tout à coup une place si éminente. » Marie enfin, qui, dans ses *Mémoires* inachevés, s'attribue quelques mérites qu'il n'a pas eus, et en voile pudiquement quelques autres, Marie déclare en propres termes : « La suppression des Ateliers Nationaux était devenue une nécessité, et la Commission Exécutive y donnait tous ses soins. Seulement, elle voulait ouvrir des soupapes et prévenir ainsi toute explosion. M. de Falloux et ses amis ont préféré l'explosion. »

Moi ? dira cet homme de bonne compagnie, mais qu'ai-je

fait ? « Lorsqu'on me détache, moi tout seul, dans la question des Ateliers Nationaux, on feint d'oublier que je n'ai jamais été que rapporteur des commissions de l'Assemblée... Je n'ai pas eu un instant une volonté propre; je n'ai pas usé une seule fois de mon initiative; je n'ai jamais été que l'interprète de mes collègues. » La dissolution des Ateliers Nationaux ? Mais l'idée n'était pas de moi; « l'initiative de la dissolution est venue en partie de ceux mêmes qui en avaient reçu la charge du Gouvernement provisoire », et comme on lui crie : « Nommez-les ! », il répond, imperturbable, glissant seulement avec adresse un verbe à la place d'un autre : « M. Émile Thomas ! M. Émile Thomas est venu au sein du Comité du Travail (dès sa constitution) demander qu'il fût pris immédiatement des mesures pour *transformer* les Ateliers Nationaux. » C'est vrai, poursuivit-il, je l'avoue, j'ai personnellement réclamé de l'Assemblée, « si elle voulait mener son œuvre à bonne fin », la nomination d'une « commission spéciale »; mais cette commission « solennelle », je n'y avais qu'un rôle secondaire; elle fut « présidée par M. Goudchaux ». L'acte décisif, enfin, il n'est ni de moi ni de mes amis, les honorables députés du Parti de l'ordre : les conservateurs « s'effacèrent volontairement » afin de « laisser au gouvernement le mérite de cette dissolution ». La dissolution des Ateliers Nationaux « a été décrétée et exécutée dictatorialement le 3 juillet 1848 par le général Cavaignac et par le Ministère entièrement républicain dont il s'entoura ».

Examinons. Falloux, dès la réunion de l'Assemblée, s'était fait inscrire dans cette commission, ou Comité des Travailleurs, qui se donnait à tâche l'étude attentive des affaires sociales. Falloux entendait « mettre une sollicitude vraie » au service de « la classe ouvrière ». Et l'on se souvient que le premier acte de ce Comité avait été de se substituer à la Commission du Luxembourg, détestable « entreprise de charlatanerie », bien plus préoccupée d' « exploiter les plaies de la société » que de « les soulager et les guérir ». En place de ce concile d'anarchistes qu'on jetait, comme il convenait, à la porte, un groupe d'hommes pleins de conscience et d'active bonne volonté, — hommes religieux pour la plupart. Très vite, l'autorité de M. de Falloux avait grandi dans le Comité dont il était, en fait, l'animateur.

La « sollicitude » de Falloux à l'égard du prolétariat ne lui laissait pas de repos. Il « se penchait » nuit et jour sur le problème des ouvriers. Son Comité avait convoqué Thomas[1] le 22 mai et entrepris aussitôt les démarches qui s'imposaient. Trélat[2] avait paru, d'abord, compréhensif. Mais les illusions, à son sujet, étaient tombées très vite. Une sous-commission de trois membres, spécialement chargée de la question des Ateliers Nationaux, avait été créée, sur la demande expresse de Falloux. C'est au nom de cette sous-commission que, le 29 mai, Falloux monte à la tribune. Il montre les Ateliers Nationaux devenus « un foyer de fermentation menaçante »; il souligne l'énormité des dépenses qu'ils entraînent; il réclame « un remède efficace et immédiat ». Qu'on ne se méprenne point sur sa pensée ! Il parle, comme il fait toujours, « avec netteté et franchise »; il est l'ami, il est le meilleur ami, des travailleurs, et ce n'est pas lui qu'on verra jamais remettre en question les légitimes conquêtes du progrès; pour sa part, il observe scrupuleusement « les conditions du principe que nous respectons et que nous proclamons tous : le droit au travail ». C'est pourquoi les membres de la sous-commission et lui-même se montrent avant tout soucieux de ne point « fermer une porte à l'abus sans en ouvrir deux au travail ». En conséquence, il propose donc :

1° Le renvoi (on leur payera leur voyage) de tous les ouvriers séjournant depuis moins de trois mois dans le département de la Seine et qui n'y justifieront pas de moyens d'existence.

2° L'ouverture de crédits spéciaux à l'industrie privée.

3° La substitution du travail « à la tâche » au travail à la journée.

Un incident se produit alors; il n'occupe que quelques lignes dans le compte rendu de la séance (*Moniteur* du 30 mai 1848), mais il est d'un vif intérêt. Un obscur député nommé Martin, qui écoute de son mieux, tâche de comprendre, et voudrait apporter son aide aux projets de réforme, fait remarquer qu'une adjonction est indispensable au dernier article; il demande qu'y soient ajoutés les mots :

1. Le Directeur des Ateliers Nationaux.
2. Ministre des Travaux Publics.

« Le matériel nécessaire au travail à la tâche devra être fourni dans le plus bref délai possible »; le décret, dit ingénument Martin, « ne serait pas exécutable sans cette condition-là; si vous envoyez les ouvriers sans outils sur les chantiers, il est impossible qu'ils puissent y gagner le prix de leur journée ». Ce fâcheux aurait bien pu se taire ! Mais Falloux et le clan avec lui qui dirige la manœuvre sait comment, dans une Assemblée, pourvu qu'on aille vite, s'élude une question dangereuse. A peine le président a-t-il posé la question rituelle : « L'amendement est-il appuyé ? » qu'un concert de cris s'élève : « Non ! Non ! » Le président, aussitôt : « L'amendement n'étant pas appuyé, il n'est pas nécessaire de le mettre aux voix. » Le tout n'a pas duré vingt secondes. L'article Falloux, tel quel, et sans adjonction, est adopté. Le député Bac, de la gauche, essaie tout de même d'intervenir : « Mais, monsieur le président, l'amendement Martin était appuyé ! Nous sommes là plusieurs qui l'appuyons. » Voix nombreuses : « Il est trop tard ! C'est décidé ! » Théodore Bac n'a qu'à se rasseoir. L'affaire est enlevée. L'incident est clos.

Le 7 juin, Trélat arrive à l'Assemblée plein de joie : « J'ai de bonnes choses à vous dire des Ateliers Nationaux ! »; l'agitation du personnel se calme; le nouveau directeur, Lalanne, a établi et fait connaître aux ouvriers des projets de travaux qu'il suffit à l'Assemblée de voter pour qu'on en puisse immédiatement commencer l'exécution; « les ouvriers me demandent du travail; en voilà ! » s'écrie Trélat, rayonnant; et il brandit des feuillets qu'il a dans la main; ces projets vont être imprimés et la Chambre d'ici trois jours pourra se prononcer sur eux.

Les choses tournent mal. Tout allait bien lorsque, à petit bruit, dans l'ombre, et grâce à l'intelligente collaboration de Marie, les projets de chantiers à ouvrir étaient un à un étouffés. Trélat déserte et trahit. Trélat fait exactement l'inverse de ce qu'on attendait de lui. Au lieu de préparer, adroitement, — et on lui en eût tenu compte — l'explosion qu'il faut obtenir, il s'ingénie à l'empêcher; le geste qu'il vient d'avoir met les honnêtes gens dans la situation la plus gênante. Il va s'agir de jouer serré.

Le 10 juin, l'Assemblée est mise en présence de ses responsabilités. Falloux et le parti de l'ordre ont arrêté la con-

duite à tenir : on votera tout, et, de la sorte, les apparences demeureront sauves. Vote sans importance. Avant qu'il soit question d'entreprendre quoi que ce soit, les Ateliers Nationaux auront disparu.

L'Assemblée adopte donc, *à l'unanimité*, les projets Trélat : établissement de la voie ferrée de Tours à Nantes, construction du canal latéral Marcilly-Nogent, prolongement, de Troye à Bar-le-Duc, du canal de la Haute-Seine, travaux d'aménagements à l'embouchure de la Marne, etc..., tout ce que l'on veut. Trélat est ravi. Des équipes de volontaires sont déjà en formation. Le ministre a même conçu un plan beaucoup plus large encore; non seulement y trouveraient emploi les 200.000 bras des Ateliers Nationaux, mais tant d'ouvriers qui chôment en province et qui souffrent, et dont pourtant la France a besoin, travailleraient à plein rendement, dotant le pays de l'équipement qui lui manque. Trélat va demander un crédit de 200 millions.

Falloux écoute, immobile. Il a voté le premier lot de grands travaux, donnant ainsi un gage tangible et irréfutable de son dévouement à la classe ouvrière. Mais il tient à faire, ce 10 juin, une déclaration : certes, dit-il, le citoyen Trélat, ministre des Travaux Publics, mérite toute notre reconnaissance pour l'activité qu'il déploie et nous ne lui avons pas marchandé nos suffrages : il ne conviendrait point toutefois que « le ministre et l'Assemblée » s'engageassent « dans une voie qui aurait de nombreux inconvénients »; ce sont en effet des travaux d'État que Trélat nous a demandé de voter; « l'industrie proprement dite, le commerce, n'y trouvent pas leur part »; et « il y a des projets plus urgents » que ceux dont il rêve.

Simple observation, présentée de ce ton courtois et bienséant dont M. de Falloux sait ne jamais se départir. Trélat ne comprendra qu'un peu plus tard ce qui se cache sous ces paroles et qu'elles sont le choc du couperet sur le grand dessein qu'il expose. L'année suivante, le 24 mai 1849, il rappellera à l'Assemblée cette séance du 10 juin, et l'effort qu'il avait tenté pour résoudre, heureusement et en paix, la question des Ateliers Nationaux; « à ce moment, s'écriera-t-il, une voix se fit entendre et vous dit : Non ! C'était celle de M. de Falloux. »

Le temps presse. Les travaux que l'Assemblée a votés, rien

ne s'oppose plus à leur mise en train. Or il ne faut pas qu'ils commencent. Le 14 juin, Falloux reparaît à la tribune. Il vient y déclarer avoir appris avec stupeur que la Commission Exécutive avait autorisé le ministre des Finances à virer directement trois millions au compte du Ministère des Travaux Publics pour régler les dépenses des Ateliers Nationaux. Procédure inadmissible. L'Assemblée a le droit d'exercer un contrôle sur la gestion des derniers publics; ce droit, elle en réclame, elle en exige le respect. C'est à elle, et à elle seule, que M. Trélat doit s'adresser s'il a besoin d'argent. Au reste, ce crédit de trois millions, égal aux crédits précédemment alloués. fournit la preuve « que l'état des Ateliers Nationaux est aujourd'hui exactement, sans aucune exception, ce qu'il était il y a trois semaines, il y a six semaines ». Avec une fermeté peu commune dans l'usage de la mauvaise foi, M. de Falloux affirme : « Le ministre des Travaux Publics n'a pu réussir à nous présenter l'ombre d'une mesure » pour réformer de manière positive les Ateliers Nationaux. Cependant, « les industriels » attendent toujours les « encouragements » auxquels ils ont droit; mais je parle aussi, dit M. de Falloux, en mettant dans ses mots une pointe d'émotion, « au nom de la classe ouvrière qu'on maintient dans une détresse factice »; oui, factice; car la Commission Exécutive semble étrangement tenir à conserver dans Paris, sous sa main, cette multitude d'hommes qu'elle éloigne de l'industrie privée, qu'elle affame et qu'elle déshonore; aurait-elle donc l'intention d'utiliser les Ateliers Nationaux à de secrètes fins politiques? « *Veut-on faire peser les Ateliers Nationaux sur le vote de plusieurs grandes mesures, telles que le rachat des chemins de fer? Veut-on ou ne veut-on pas cacher d'autres arrière-pensées?* »

Cette fois, 14 juin, Falloux a donné le signal de l'attaque. Barrot, Tocqueville, Arago s'impatientaient du retard apporté au seul règlement de comptes qui leur parût valable pour liquider la « question ouvrière » : les feux de salve et les coups de canons. Saisir la « première occasion » disaient-ils. Le mérite de M. de Falloux est d'avoir su la susciter, cette occasion que l'on guettait. Dès les derniers jours du mois de mai, « on se résolut », écrit Maxime Du Camp (qui ajoute : « Je le tiens de Goudchaux »), on se résolut « à hâter la dissolution des Ateliers Nationaux afin d'engager

immédiatement le combat ». Singulier destin que celui de ces Ateliers Nationaux dont les hommes, rassemblés hier pour combattre dans les rangs de l'Ordre quand les possédants craignaient la bataille, vont maintenant permettre à ces mêmes nantis, redevenus les plus forts, d'allumer cette guerre civile dont ils n'ont plus peur. Massacre des prétoriens. « Nous les ferons descendre dans la rue », disait Marie. Falloux a repris cette idée, mais en la modifiant. Marie voulait dire : pour qu'ils nous défendent; Falloux rectifie : pour les tuer. Dans son *Histoire de la Seconde République Française* (1855), Hippolyte Castille propose un nom d'ensemble pour les Journées de Juin; il les nomme : « la Saint-Barthélemy de M. de Falloux. »

Du 15 au 22 juin, c'est un feu roulant sur les positions ennemies; le but à atteindre, c'est de faire sortir ces gens de leurs repaires, devenus intenables, et de les contraindre à l'assaut.

Le 15, Falloux délègue Goudchaux à la tribune, un Goudchaux porté à l'ébullition, et qui vocifère : « Il faut que les Ateliers Nationaux disparaissent ! Il faut qu'ils disparaissent à Paris d'abord, en province aussi. Il ne faut pas qu'ils s'amoindrissent, entendez-le bien, il faut qu'ils dispa-raissent ! »

Le 19, Falloux travaille en personne, et, selon sa méthode ordinaire, sans élever la voix, plein de savoir-vivre et d'urbanité. Il note avec regret que le ministre des Travaux Publics n'a pas encore mis à exécution le décret qui l'oblige cependant à congédier les ouvriers qui ne résidaient pas à Paris avant telle date; il tient à souligner qu'il n'existe aucun rapport, aucun « lien indissoluble » entre la question des Ateliers Nationaux et celle des chemins de fer, l'Assemblée se réservant le droit d'examiner à loisir cette dernière question, si importante; au demeurant, c'est avec une tendresse inquiète qu'il considère « la situation déjà si pénible des travailleurs », situation qu'il tient par-dessus tout à « ne pas aggraver ». Et c'est dans l'intérêt le plus évident du prolétariat que la sous-commission, dont il est le rapporteur, ne saurait tolérer plus longtemps les présents abus. Les trois millions que M. Trélat s'est fait allouer par les Finances ? Soit, passons l'éponge; mais que la Commission Exécutive n'y revienne plus; à dater de ce jour, l'Assemblée n'accor-

dera plus au ministre qu'un million à la fois — si elle l'accorde — et il sera tenu de lui en faire expressément la demande.

Trélat, excédé, et qui compare ce ton doucereux, ces paroles fleuries à l'égard de la classe ouvrière avec ce qu'il a lui-même, personnellement, et de ses oreilles, entendu au sein de la Commission l'avant-veille quand on était entre soi et que les ouvriers des Ateliers Nationaux s'appelaient alors des bandits et des « malfaiteurs », Trélat éclate; ces propos tenus portes fermées, il les jette au visage de Falloux, déchaînant sur les bancs de la majorité une tempête (« Cris; agitation prolongée », enregistre le *Moniteur*); et il ajoute : « Je ne peux avoir oublié ce que j'ai entendu, il y a trois jours, dans la Commission; je ne peux pas oublier qu'on y disait : débarrassez-nous sur-le-champ, sans aucun retard, à l'instant même des Ateliers Nationaux ! » Cette mise en demeure, il la rejette. « A toutes conditions, en finir avec les Ateliers Nationaux? Non, je ne le peux pas ! c'est impossible ! »

Impossible? C'est ce qu'on va voir. Le lendemain 20 juin, après une intervention tout à fait intempestive de Victor Hugo qui conclut en somme comme Lamartine (« il est nécessaire, déclare-t-il, que les Ateliers Nationaux se transforment promptement d'une institution nuisible en une institution utile »), Léon Faucher, un esprit juste, celui-là, et qui a compris le jeu, trace un effrayant tableau de « cette maladie » sociale dont les Ateliers Nationaux sont la manifestation, maladie « qui s'est déjà communiquée de Paris à la province » et qui, si l'on n'y prend garde, « l'envahira tout entière ». Bientôt, s'écrie Faucher, « il n'y aura plus en France un seul atelier privé »; non seulement il convient de détruire « immédiatement » les Ateliers Nationaux, mais il faut « faire disparaître de vos lois, de vos décrets, tous ces mauvais principes, toutes ces atteintes à la propriété qui ont porté le trouble et l'effroi dans le pays ». Le ministre des Finances, ayant repoussé la proposition Stourm qui demandait, sous la forme rassurante de simples « prêts », ces « encouragements » aux industriels qu'avait déjà suggérés Falloux (« Le gouvernement, affirmait Duclerc, est convaincu que le système des prêts directs fait à l'industrie est vicieux »), Falloux accomplit alors l'avant-

dernier pas qui doit le conduire à l'heureux terme de son effort : puisqu'il est avéré, déclare-t-il, que la Commission Exécutive est impuissante à résoudre la question des Ateliers Nationaux, ou s'y refuse, la Commission parlementaire va prendre elle-même l'affaire en mains; « il importe, prononce Falloux, il importe à la renaissance des transactions » qu'une solution « rapide et définitive » soit donnée au problème social; nous entendons « conquérir à ce sujet une sécurité absolue »; en conséquence, si l'Assemblée l'y autorise, Falloux s'engage à présenter à la tribune, au plus tôt, les quelques projets de décret, parfaitement clairs, et d'application instantanée, qui permettront à la société d'en finir avec le mal qui la ronge.

Le mercredi 21 juin, une scène violente se déroule dans l'Assemblée. Les historiens l'ont toujours, jusqu'ici, ignorée. Elle est pourtant bien remarquable, et au plus haut point significative; la voici telle que la rapporte le *Moniteur* du jeudi 22 juin 1848 (p. 1451). Les choses semblant se dérouler, dans les coulisses, d'une manière très satisfaisante, l'Assemblée a décidé de ne point parler des Ateliers Nationaux ce jour-là. Le représentant Charbonnel essaie néanmoins de faire observer que les Ateliers Nationaux ne sauraient être accusés de tous les crimes dont on les accable, attendu que beaucoup de départements, « sans ateliers nationaux, restent en proie à la plus grande misère »; la majorité déclenche alors un ouragan de clameurs : « L'ordre du jour ! L'ordre du jour ! » *Charbonnel* : « Citoyens représentants, quand l'industrie fait défaut à une partie de la classe ouvrière, alors le gouvernement... *Voix nombreuses* : Vous n'avez pas la parole ! » Charbonnel s'entête à se faire entendre, et dans le tumulte qui couvre sa voix, les sténographes ne parviennent qu'à saisir des membres de phrases : « *Le citoyen Charbonnel...* à l'aide de travaux publics (*cris* : l'ordre du jour ! l'ordre du jour !) et les possesseurs du sol sont responsables (l'ordre du jour ! l'ordre du jour !) du pain quotidien dû à l'homme qui demande à vivre en travaillant. C'est là le premier des droits naturels, universels et chrétiens (*Réclamations, cris nombreux* : Vous n'avez pas la parole! L'ordre du jour!) » Le président Sénard veut contraindre Charbonnel à se taire, et parmi les hurlements de la majorité, les sténographes distinguent les mots

du citoyen Freslon : « Je ne comprends pas qu'un représentant veuille s'imposer ainsi... »; à quoi Charbonnel réplique : « J'ai l'honneur de vous dire que ce que je comprends bien moins encore, c'est que, quand je demande la parole au nom des ouvriers sans travail... (Assez ! assez !) La raison et le droit sont pour moi ! (*Bruit.*) Je proteste contre la violence... (A l'ordre ! A l'ordre ! *Le citoyen Charbonnel descend de la tribune; plusieurs membres lui adressent des interpellations.*) »

Le jeudi 22, Montalembert a la parole. Le grand orateur catholique, fidèle à lui-même, vient défendre une liberté menacée; il vient combattre, avec une sainte énergie, un projet où il voit non seulement une « atteinte au droit de propriété qui est la base de toute société », mais « la guerre déclarée à l'esprit libéral »; il vient se faire le champion de la liberté des grandes compagnies de chemins de fer, servant ainsi d'ailleurs — qu'on ne s'y trompe pas — « les véritables intérêts de la République », en même temps que l' « intérêt de l'industrie particulière, intérêt sacré » [*sic*]. Et son verbe religieux s'envole, soutenu par la véhémence d'une âme passionnément éprise de justice. Comment un cœur bien fait supporterait-il sans mot dire un scandale pareil à celui que le gouvernement nous prépare et dont Montalembert présente ce raccourci patéthique : « Créez ! Fondez ! Travaillez de toutes vos forces ! Prospérez ! Gagnez de l'argent ! Et quand vous irez bien, quand vos revenus seront considérables et les nôtres en baisse, sachez bien que nous viendrons. nous, État, mettre la main sur vos produits, sur votre propriété, et les confisquer à notre profit ! » En vérité, s'écrie Montalembert, comme on le comprend ce « sentiment d'appréhension, je dirai presque de terreur que la République inspire à la propriété » ! Est-ce une situation tolérable que celle où tous les bons citoyens « se couchent et se lèvent avec la pensée que demain peut-être, ou dans quelques jours, leur propriété, leurs épargnes, leurs trésors, la dot de leur fille, sont menacés de changer de mains ! » Eh bien ! tel est le sens de la loi scélérate que médite la Commission exécutive, « première brèche faite à ce mur inexpugnable qui, jusqu'à ce jour, a protégé la famille et la société ». Alarme ! Alarme ! Que tous les honnêtes gens se dressent pour la croisade du Bien ! Derrière le projet Duclerc-Lamartine, que

tous les amis de l'ordre discernent ce qui se dissimule ! Que les croyants s'unissent pour empêcher le viol de toutes les lois de Dieu ! « Lorsque vous aurez accordé à l'État le monopole des chemins de fer, on viendra vous demander celui des assurances immobilières, puis celui des assurances mobilières et maritimes », puis celui des « mines », des « grandes filatures », des « armements », puis « celui des banques » !

A l'instant décisif, Montalembert et Falloux se sont réparti la tâche. Car l'heure a sonné. Au *Moniteur* de ce jeudi 22 a paru enfin l'ordre tant attendu; la Commission Exécutive a prescrit cette mesure des enrôlements forcés d'où l'insurrection infailliblement doit sortir. Les ouvriers n'ont plus le choix entre la caserne et le pavé. En avant ! Tandis que Montalembert a reçu la mission — dont on vient de le voir s'acquitter — de sonner le ralliement des « gens de bien » contre la Commission Exécutive, et contre la République, en tâchant d'y adjoindre, par le prestige de son nom, tous les catholiques du pays, Falloux va achever son rôle propre et mettre le sceau à son œuvre. L'un (Montalembert) est préposé au « moral » de l'armée de l'Ordre : rendre incandescentes les bonnes volontés. L'autre (Falloux) doit s'assurer que l'opération à laquelle il s'est attaché depuis des semaines réussit entièrement et que la machine fonctionne bien, et que les pauvres se soulèvent. Dans la journée du 22, les indices sont bons. Les rassemblements commencent. Dans la nuit du 22 au 24, des barricades se dressent. Parfait. Mais, surtout, que le mouvement qui se dessine n'avorte pas ! Que ces gens, plus qu'à demi déjà engagés dans « le piège tendu devant eux depuis six semaines » (Proudhon) n'aillent pas s'en retirer par lassitude et faiblesse !

Le 23, à 9 heures du matin, Falloux gravit une fois de plus les degrés de la tribune. L'ordre du jour de cette séance ne comportait pas la lecture du rapport que Falloux avait annoncé, le 20, sans en fixer la date. Des troubles étant signalés, les « quartiers de l'indigence et du travail » (*Revue des Deux Mondes*) donnant tous les signes d'une fébrilité dangereuse, plusieurs des membres de la Commission conjurent Falloux de s'abstenir. En dépit de l'ordre du jour (dont on a vu comment, pour Charbonnel, l'Assemblée savait s'armer pour bâillonner les importuns), Falloux a résolu de présenter ses projets de décret, dont le premier

est ainsi conçu : « Les Ateliers Nationaux seront dissous dans les trois jours. » Quentin-Bauchart lui-même notera dans ses *Souvenirs* : « La présentation de ce décret n'était-elle pas une imprudence? Annoncer, quand Paris était couvert de barricades, que les Ateliers Nationaux allaient être dissous, n'était-ce pas livrer une armée toute prête à l'insurrection? Beaucoup de représentants l'avaient pensé et s'étaient opposés à la lecture du rapport. La majorité ne se laissa pas émouvoir par ces considérations, et passa outre ».

Le petit Thomas, dont la sagacité n'est pas le mérite principal et qui tient Falloux pour le meilleur des hommes, relate que, le 21, lorsqu'il a connu la décision prise par l'Exécutif, il a « couru » chez M. de Falloux, il l'a supplié d'intervenir pour que la mesure annoncée fût retirée, fût démentie, « dans la journée même »; sans quoi, disait-il haletant, le pire allait se produire; une guerre civile allait éclater. C'était ce qui s'appelle frapper à la bonne porte. « Malgré sa bonne volonté, écrit cet innocent, M. de Falloux n'avait pas mon expérience; il trouva mes craintes exagérées et ne donna pas suite à mes conseils. » La provocation avait été calculée de telle sorte que le résultat ne fît aucun doute. En même temps qu'était notifiée aux travailleurs l'option entre le régiment et la rue, on leur annonçait la suppression simultanée et immédiate du bureau de secours, et du bureau médical des ateliers; supplémentairement le prix des objets que les artisans des « Ateliers spéciaux » (tailleurs et cordonniers) fabriquaient pour leurs camarades était doublé; cette brusque majoration de 100 % avait l'avantage à la fois d'exaspérer ces malheureux et surtout de faire disparaître la détestable preuve de ce qu'étaient, au vrai, les marges bénéficiaires réalisées, dans le secteur du vêtement et de la chaussure, par l'industrie privée.

Le 24 mai 1849, Glais-Bizoin criera de sa place à Falloux : « Vous présentiez le rapport malgré moi ! » Et Falloux reconnaît qu'il a dû se battre et déclarer avec force : « Je suis le rapporteur de la Commission des Ateliers Nationaux aujourd'hui, ce matin même, ou je ne le serai jamais ! » Sous cette menace de démission, ses collègues, intimidés, se taisent. Corrigeant par un adverbe choisi ce que le mot qu'il doit prononcer a de gênant (il ne peut dire : « la Commission m'a chargé »; il doit dire : « la majorité de la Commis-

sion »), Falloux dispose comme suit sa phrase initiale : « Messieurs, la majorité de la Commission des Ateliers Nationaux m'a chargé expressément de vous présenter à cette heure le rapport sur la décision que vous attendez d'elle. » « *Le Président* : Y a-t-il opposition à la lecture ? *Voix diverses* : Oui ! Oui ! Non ! Non ! » Par assis et levés, l'Assemblée décide d'entendre M. de Falloux dans la lecture de ce rapport « devenu — comme dit Quentin-Bauchart — historique » : « Les Ateliers Nationaux ont paralysé l'industrie, alarmé la province, inquiété la sécurité générale, atteint à leur source les grands courants de la fortune publique... Plus nous avons étudié les besoins et les intérêts de l'ouvrier lui-même, plus nous nous sommes convaincus que la première des conditions pour le retour de son bien-être était la disparition radicale de ce foyer d'agitation. » Suivait l'énoncé des décrets.

HENRI GUILLEMIN.

LA GRÈVE A TRAVERS LA FRANCE

Au moment où ces lignes sont écrites, la rupture entre la majorité communiste de la C.G.T. et les éléments de Force Ouvrière est consommée. Déchirure violente du mouvement ouvrier, telle est la conséquence majeure des grèves déclenchées en novembre dernier.

Alors qu'en octobre encore, les dirigeants communistes de la C.G.T. paraissaient hésitants entre la « mystique de la production » inaugurée en 1944 et le souci de ne pas se couper de la masse, cette fois-ci, sans se préoccuper de l'attitude des militants anarchistes, trotzkystes ou de Force Ouvrière, ils lancèrent ouvertement l'appel au combat. On pourrait se livrer à d'utiles réflexions (parfois amères) sur l'attitude du Gouvernement et du Parlement durant ces grèves. Il nous a paru plus actuel et plus intéressant de présenter à nos lecteurs les résultats d'une enquête sur les grèves et leurs conséquences dans quelques grandes villes de France. Nous avons interrogé des militants de la J.O.C., des aumôniers du M.P.F., de Missions ouvrières, des syndicalistes etc. Nous avons reçu des réponses de Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand, Nancy, Paris, etc.

Nous avons essayé de présenter le plus objectivement possible l'ample matière de faits et de réflexions que nous avons ainsi réunie.

Nous avons suivi le plan indiqué par le questionnaire lui-même sauf en ce qui concerne la dernière question ainsi rédigée : « Votre propre jugement. » Il nous a semblé plus commode pour l'exposé des tendances de regrouper les textes en référence à des problèmes essentiels débattus dans la plupart des réponses :

— Le syndicalisme doit-il ignorer la politique ?

— L'échec du parti communiste est-il l'échec de la classe ouvrière ?

— Attitudes de chrétiens.

Première question. — L'atmosphère générale de la grève dans votre région, les incidents marquants qui s'y sont passés

La plupart des lettres commencent par des remarques sur le

calme. Il semble donc que les faits et les incidents aient été souvent démesurément grossis.

A Toulouse, le P. Bergounioux :

Il n'y a pas eu d'atmosphère de grève ici, aucun service public n'a été totalement interrompu. La S.N.C.F. a fonctionné tant bien que mal, le courrier a été distribué tous les jours, les tramways ont marché, sauf un jour, et l'usine à gaz occupée par les grévistes a fourni cinquante pour cent de la consommation journalière. Je pense, quant à moi, que Toulouse a été fidèle à une ligne de conduite générale qui va contre sa réputation, mais qui est normale. On y fait toujours plus de bruit que de mal.

Décembre 1947 : jours de grève à Toulouse.

Ajoutons ces observations d'un autre correspondant de Toulouse, M. Hahn :

Les trois grands centres ouvriers de Toulouse, c'est-à-dire les usines d'aviation, l'usine d'engrais O.N.I.A. et la S.N.C.F., ont tous réagi d'une façon semblable : vote secret contre la grève, mais attitude réservée dans les bagarres pour la liberté du travail. Et ceci, pas uniquement par manque d'esprit combattif : on ne voyait pas bien l'enjeu du débat.

Peu de manifestations violentes cependant et toutes sans gravité : une action à l'Aero-Sud-Ouest, des attaques contre le dépôt de la S.N.C.F., des « ficelles » de tramways coupées. Régulièrement, l'intervention parfois assez violente de la police constituait la phase finale. En présence de ces troubles, on travaillait partout, à la gare, aux P.T.T., dans les usines, d'une façon intermittente. L'action des grévistes était comme un « obstacle naturel » qu'il fallait tourner pour recommencer ensuite. Mais tout ceci se passait dans une atmosphère faite beaucoup moins de peur et de colère, que de dégoût et de désorientation.

La passivité même de la masse mit en relief l'intervention efficace de la minorité et particulièrement le rôle de quelques militants. Ouvriers travaillant dans les positions-clés des usines et chantiers, ils avaient (et conservent) la possibilité d'empêcher à eux seuls le fonctionnement de l'entreprise. Fait qui semble d'importance non seulepour l'issue des futures luttes sociales, mais aussi pour le développement de l'économie nationale. La production d'engrais, par exemple, doit compter avec une telle situation à l'O.N.I.A., une des plus grandes usines de France.

A Marseille, M. Quérel signale :

Dans la masse populaire, l'atmosphère de la grève a été plate et morne dès le début, exprimant initialement une grande fatigue : en plusieurs endroits, dans les queues devant le boulanger ou l'épicier, des femmes se lamentaient ostensiblement. Aucun enthousiasme ni même aucun emballement marseillais. Chez les plus combattifs et

les plus purs, la grève a été considérée comme le simple accomplissement d'un acte de foi. Chez les autres, résignation sans opposition.

A Lyon, impressions semblables de Jean Lacroix qui écrit :

Dans l'ensemble, la grève fut calme. Sans doute, sur le front du travail, si l'on peut dire, l'atmosphère était plus tendue. Un ingénieur, travaillant dans la banlieue lyonnaise où son usine fonctionnait, me disait avoir le sentiment, lorsqu'il rentrait le soir en ville où les gens continuaient à vaquer à leurs occupations, à acheter des gâteaux chez les pâtissiers, à aller danser ou bridger, qu'il revenait du « front » à l' « arrière ». Mais ni les meetings de la Bourse du Travail et de la place Guichard, ni le déploiement des forces de police à la préfecture, ne donnèrent jamais le sentiment de journées d'émeutes. En gros, malgré les incidents inévitables, tout s'est passé dans l'ordre et le calme — si du moins l'on ne tient pas pour un grave désordre le débauchage des ouvriers par les équipes volantes.

Mais une autre remarque s'impose aussitôt, que toutes les lettres soulignent : le caractère politique de la grève. Voici ce que dit un ancien dirigeant jociste, Roger Lavialle (Clermont-Ferrand) :

Les premiers ordres de grève sont venus de l'extérieur des entreprises. Une minorité agissante (un à deux types par atelier) est aussitôt passée à l'action en bloquant les centres vitaux et en créant la mystique : grève de vingt-quatre heures; après le débrayage, la majorité ne savait pas exactement pourquoi elle était en grève : solidarité ou revendications professionnelles ?

Des équipes de choc allant de cinquante à deux cents types (communistes) ont été aussitôt organisées pour obliger les autres entreprises à débrayer, entraînant pas mal de bagarres.

Une petite équipe de dix hommes pénétrant chez un petit garagiste *artisan* et qui essayait de protester lui ont donné la raison toute simple : « Ferme ta boutique tout de suite, ou nous y mettons le feu. »

Grève politique affirme également M. l'abbé Fauveau, aumônier d'Action catholique ouvrière à Bordeaux :

La grève a débuté surtout en deux points durant la semaine du 17 au 23 novembre chez Bloch-Dassault (aviation, 400 ouvriers) et chez les dockers.

A l'aviation, la revendication principale est une augmentation de salaire.

Le patron répond : « Je suis disposé à payer le salaire le plus fort de la métallurgie de la région que vous m'indiquerez. » Après enquête, le salaire Dassault est plus élevé que tous les autres. La grève se déclenche pourtant.

Le mouvement de grève a essayé de se généraliser à Bordeaux durant la semaine du 24 au 29 novembre. Il a atteint d'abord la métal-

lurgie. Quelques entreprises importantes se sont mises en grève (chantiers de la Gironde, C.I.M.T., S.A.T.M., etc.). La plupart de ces grèves ont été décidées à mains levées. Quelques entreprises seulement de la métallurgie et du bâtiment se sont mises en grève après un vote favorable à bulletin secret, en raison de l'infériorité des salaires.

A la Cenpa (papeteries, 3 usines, 1500 ouvriers), un vote secret fut organisé. Les bulletins ne se trouvaient que dans les isoloirs et étaient ainsi formulés : « Travailleurs, êtes-vous contents de votre sort? Alors, votez en détachant l'une ou l'autre partie de cette feuille : grève générale décidée par la Fédération des papeteries de France — maintien de la situation actuelle. » Toute autre forme de bulletin n'étant pas valable, il y a eu une majorité de voix pour la grève.

Cependant s'organisent les randonnées de grévistes ou de délégations de la Bourse du Travail pour déclencher la grève dans les autres entreprises :

1° par persuasion : une délégation de l'aviation survient dans une usine de boîtes métalliques qui avait décidé la veille de voter à bulletin secret à la fin de la semaine. La délégation prêche la solidarité et affirme qu'il n'y a qu un vote possible : à main levée. Une ouvrière sait refaire l'opinion pour le votre secret et la grève n'eut pas lieu; la déléguée cégétiste (P.C.F.) a quitté l'usine sur cette déception.

2° par force : à l'une des premières assemblées générales de Pillot, un cordon de dockers a ceinturé le groupe des grévistes réunis devant l'usine, quelques coups furent échangés, le vote fut impossible.

A l'annonce de la prochaine assemblée générale, des ouvriers ont demandé au délégué s'il y aurait encore les dockers, auquel cas on ne se dérangerait pas.

Du Sud-Ouest, transportons-nous dans le Nord où M. Bellart décrit les débuts de la grève dans un groupe des Houillères des Bassins du Nord et du Pas-de-Calais :

La première revendication posée fut celle de la réintégration d'un Administrateur communiste des Charbonnages de France qui avait été récemment remplacé pour avoir combattu au Conseil d'administration la décision du ministre (dont il était le représentant) d'augmenter le prix de vente du charbon.

Les revendications relatives aux salaires, à la convention collective,... et celles plus particulières à chaque établissement de la masse dans le mouvement.

Il ne faut pas perdre de vue que, dans le bassin, une très forte majorité des cadres syndicaux, des délégués à la sécurité, de ceux des comités de puits, d'établissement ou de groupe, que le président du Conseil d'administration et de nombreux administrateurs (presque le tiers) sont membres du P.C.

Dans cinq sièges d'extraction sur six, l'influence communiste était nettement prépondérante. La grève y fut totale dès le premier jour. Au contraire, dans le sixième siège, il y eut tout de suite une

nette opposition malgré les menaces de représailles contre les résistants et leurs familles et malgré les coups à l'adresse de ceux qui étaient descendus quand même et qui furent pourchassés à leur remonte.

Dans ce siège le service des mines essaya d'organiser un vote à bulletin secret dans les premières jours. Mais des bandes de grévistes venant des sièges voisins, beaucoup de jeunes en général, de très jeunes mêmes, accompagnés de femmes, envahirent avant l'heure les lieux de vote et dispersèrent bulletins et urnes. De ce jour la grève fut totale au fond; des piquets de grève « bien choisis » s'opposant à tout travail non autorisé par le comité central de grève du groupe.

Toute tentative de reprise devait se heurter aux masses de manœuvres armés de matraques, transportés au point critique par les camions et les autocars des houillères.

En fait il y eut dans ce siège, aux ateliers centraux et aux bureaux centraux une première tentative le lendemain de l'appel du ministre Lacoste qui, à tort, avait affirmé que la liberté du travail serait garantie. Cela se termina par un matraquage violent sous la direction effective des chefs communistes dont deux administrateurs des Houillères du Bassin !

Une deuxième tentative eut lieu dans les mêmes conditions, le lendemain de l'ordre de reprise de la C.G.T., donc le 10 décembre. Il y eut sept blessés sérieux à l'entrée du siège et dans les rues avoisinantes. Pourquoi ? Parce que les comités de grève et leurs troupes ne pouvaient croire à cet ordre : ils étaient tellement convaincus d'aller jusqu'au bout qu'ils crurent que la radio avait transmis une fausse proclamation; ils refusaient même de s'incliner lorsqu'on leur montrait leur journal régional *La Liberté*, prétendant qu'il avait été imprimé par les suppôts du gouvernement !

C'est seulement en fin de ce jour que la Fédération du sous-sol dut se résigner à transmettre l'ordre de reprise lequel fut d'ailleurs suivi intégralement le 11 décembre, mais le dépit et une rage froide se lisaient sur le visage de tous les militants.

Certes, il existe un secteur au moins où la grève ne fut pas déclenchée pour des raisons politiques : l'enseignement. L'enseignement primaire à coup sûr; pour l'enseignement supérieur la chose paraît moins nette. Voici à ce sujet ce que nous a dit un étudiant de Sorbonne :

Lundi 24 novembre, grosse émotion à la Sorbonne. La moitié des professeurs de la Faculté des Sciences et de la Recherche Scientifique sont en grève. Aux Lettres, les cours continuent à peu près normalement.

Les étudiants sont fort embarrassés dans cette histoire. Quand on n'est pas salarié la grève ne signifie à peu près rien. L'U.J.R.F. cependant a décidé de déclencher une grève de solidarité. Les étudiants communistes profitent d'ailleurs de l'occasion pour donner aux curieux une leçon de marxisme appliqué. Rue Victor-Cousin,

près de la boutique des Cahiers, les conversations vont leur train. Dans chaque groupe, deux ou trois militants font face aux accusations et aux arguments des R.P.F. et des « troisième force » : « Allons, ne dites pas que cette grève n'est pas politique... »; « Camarade, vous voulez donc la mort de la pensée française; vous laissez coloniser notre pays par la culture américaine; regardez plutôt le cinéma... »; « Moi, je ne gagne que 2.700 francs par mois et je ne fais pas la grève »; « Alors, vous justifiez l'injustice », etc.

A côté de moi un jeune philosophe à l'œil ironique essaie de se glisser pour voir l'orateur : « C'est le cinquième groupe que je fais; je veux voir si les arguments ont changé... »

Il y a aussi les réunions, les assemblées générales, les comités de grève qui parlent, qui parlent... Quelques horions échangés à l'entrée d'un amphi.

Peut-être est-ce l'éveil d'une conscience revendicatrice dans ce milieu universitaire que l'on dit si individualiste.

Et comme nous sommes au quartier Latin, le Canulard, bien entendu, ne fut pas absent. Aux bouches du métro Odéon, l'on distribuait des tracts du Mouvement intégraliste qui proposaient une nouvelle formule : les grèves productives : en temps de grèves les transports fonctionneraient, mais seraient gratuits, les P.T.T. également, mais seules les lettres non affranchies seraient distribuées, les journaux paraîtraient sans publicité, etc. Qui donc disait que nous manquions d'hommes d'imagination ?

Les horions échangés à la Sorbonne nous rappellent que, en dépit de certain calme apparent, les grèves furent marquées d'incidents violents.

M. l'abbé Lambinet nous décrit des incidents dans la région de Longwy :

Atmosphère de bataille : premier incident pour occuper une usine.

Deuxième incident : descente à Jouy des ouvriers de Homecourt-Auboué en grève pour occuper l'usine qui travaillait. Bagarre, victoire de la police, l'usine a continué de travailler.

Troisième incident : mobilisation des grévistes de l'arrondissement pour délivrer le meneur Dupont arrêté à Longwy et incarcéré à Briey. Bagarre...

A Clermont :

Par tous les moyens, les communistes se sont opposés au vote à bulletin secret. Voitures avec haut-parleur circulant dans les cités ouvrières pour annoncer que le vote n'avait plus lieu ou bien qu'il fallait s'abstenir sous peine d'être réactionnaires. Tout autour des bureaux de vote des équipes étaient placées ayant pour but de menacer individuellement ceux qui venaient voter.

X..., 3.000 ouvriers; dans le milieu de l'après-midi, les délégués annoncent : « Rassemblement dans la cour, le patron veut nous parler. »

Tribune, haut-parleur sont installés. A la place du patron, un leader communiste, extérieur à l'entreprise, prend la parole pour un appel à la grève. Pendant ce temps, des petits groupes cherchent par le sabotage à empêcher la remise en route des machines.

Devant cette duperie la réaction violente de la grosse majorité a empêché la grève.

Il nous faut maintenant redonner la parole à nos amis pour la description des attitudes psychologiques.

Deuxième question. — Les réactions et attitudes des milieux ouvriers

Un mot revient souvent dans les lettres et les interviews pour exprimer les sentiments de la classe ouvrière : la rancœur. Joseph Hours de Lyon, écrit :

Les ouvriers ont une profonde rancœur, l'impression d'être victimes d'une injustice du sort et des hommes. Une croyance très répandue et dont la diffusion me surprend, est que « ça recommencera ». Assez généralement, on parle de février.

A Marseille également, où M. Querel prévoit, en cas d'aggravation de la misère, « un deuxième round », le ressentiment croît contre des meneurs sans scrupules :

Dans l'ensemble une grande discipline de grève, conduite avec précision par le parti communiste, au su et vu de tous, sans que cela choque : « N'est-ce pas le seul parti du peuple ? » Mais les meneurs ont déçu fortement les grévistes jusqu'à la colère : on a constaté en effet qu'il n'étaient pas présents ou disparaissaient lors des explications avec la police. Contre eux, un grand ressentiment subsiste, et après la déception causée par l'issue de la grève on se retourne durement contre ces meneurs qui se sont dérobés lors des arrestations ou qui sont responsables de certains actes : la mort d'un non-gréviste frappé par la foule sur le siège de son camion, etc.

A Bordeaux, M. l'abbé Fauveau note une lassitude qui pourrait aller dans la classe ouvrière jusqu'à la désaffection pratique à l'égard du syndicalisme :

Les travailleurs, très touchés par la montée du coût de la vie, étaient disposés à accueillir un mouvement de grève. La crainte d'un licenciement possible dans des usines où le travail manque ou risque de se ralentir l'hiver les a freinés. Les femmes surtout ont pensé aux conséquences pour leur budget familial. Certaines ont évoqué les grèves de 1936 dont elles gardent un affreux souvenir. Les éléments

communistes ont débrayé par discipline, voire avec enthousiasme. — Les informations de presse sur les grèves parisiennes ont éclairé sur le but politique de la grève générale. La demande du vote secret eut la faveur de l'ensemble pour écarter les ingérences étrangères dans la grève; les manœuvres de force furent mal jugées. Le doute sur l'efficacité de la grève inclinait beaucoup à attendre le mouvement général pour se lancer afin de n'être pas « les poires »; la désaffection pour le syndicalisme donnait peu de crédit à la C.G.T. La menace d'intervention de la police ou de l'armée a inspiré de la crainte et vexé la liberté et la fierté ouvrières. L'annonce de l'indemnité a incliné les décisions vers la reprise du travail. Les explications données après coup par la presse font penser à beaucoup qu'ils ont été « roulés ». On s'attend à de nouvelles désaffections et divisions syndicales.

La grève devient-elle alors un instrument inadapté, employé par la classe ouvrière uniquement parce que les améliorations promises depuis trois ans ne se sont jamais produites, bien au contraire ? Jean Lacroix explique ainsi le pessimisme avec lequel les ouvriers ont engagé la lutte :

Les réactions et attitudes des milieux ouvriers n'ont aucunement rappelé celles de 1936. Alors c'était une vague irrésistible qui risquait de tout emporter; onze ans plus tard c'était, pour la plus grande part, un désespoir morne et sans efficace. D'abord les revendications ne pouvaient enthousiasmer les ouvriers et l'on sentait une disproportion entre le but poursuivi et les moyens employés. Poussés par la misère, les ouvriers et fonctionnaires demandaient des relèvements de salaires, sachant très bien que c'était un palliatif qui n'améliorerait guère leur sort. Ce point, à mon avis, est essentiel : c'est en désespoir de cause, et parce que la hausse vertigineuse des prix s'accélérait, que les masses réclamaient une augmentation des traitements. Mais elles sentaient que ce n'était pas la solution, et elles s'accrochaient à celle-ci, faute d'avoir pu en obtenir une meilleure. La violence n'était pas dans l'âme ouvrière, mais dans la situation qui lui était faite : le sentiment dominant était la rancœur contre un monde qui, malgré toutes ses promesses, ne donne pas aux prolétaires une place dans la cité ! « Puisque le gouvernement nous rend la vie invivable, il faut bien exiger ce qui est nécessaire pour vivre; mais le vrai malheur est que la politique suivie depuis la libération nous ait amenés là. » Tel était, dans sa majeure partie, le sentiment ouvrier. Avec cela on crée du désespoir, mais non de l'enthousiasme.

Dans un tel état les ouvriers étaient vaincus d'avance, mais à quel abîme de désespoir va les conduire leur défaite. Ou plutôt ils se sentent moins défaits qu'expulsés en quelque sorte : ils avaient l'impression de se trouver devant un mur infranchissable. Une minorité extraordinairement active et dévouée s'efforçait, par tous les moyens, d'entraîner la masse; celle-ci restait passive. Une révolution est toujours faite par une minorité, mais au moins avec le consentement tacite de la majorité. Cette fois nul élan, nul enthousiasme dans la masse.

Affaiblie pour bien des raisons depuis 1940, elle restait atone. Sauf chez les communistes, on sentait peser l'idée qu'il n'y a rien à faire, que l'itinéraire est tracé d'avance et que des difficultés et du désespoir actuels naîtra inévitablement le fascisme, que l'on hait et auquel on se résigne. Petit fait, mais combien suggestif : dans une usine de banlieue, les ouvriers ont fait deux heures de grève, sont allés signer à la C.G.T. puis sont immédiatement rentrés reprendre le travail. Ceux qui agissent ainsi sont mûrs pour la servitude.

La lassitude de la classe ouvrière et les premiers pas accomplis par elle vers le chemin des « réactions rétrogrades » sont bien exprimés dans cette analyse de M. Hahn, de Toulouse.

Tel ouvrier nous dit : « Le gouvernement a bien raison de défendre la liberté du travail »; mais il ajoute aussitôt : « Pour la mobilisation d'une classe, on trouve des milliards; pour les salaires, il n'y en a pas. »

Des réflexions semblables tournent autour du vote secret. La majorité a-t-elle toujours raison ? La voix contre la grève d'un timoré compte-t-elle comme celle d'un militant ? Une telle démocratie aurait-elle, dans le passé, pu réaliser la moindre des enquêtes sociales ? Et, inversement, le jeune qui vote pour la grève et en profite pour aller à ses occupations préférées, vaut-il un père de famille qui ne peut pas renoncer à sa paye et voit, au surplus, la signification politique de son geste ?

Malgré ces incertitudes, les militants de Force Ouvrière, de la C.F.T.C. et de la C.N.T. (celle-ci assez agissante à Toulouse), ont travaillé ensemble. Une affiche très bien faite, comportant des citations de la Charte d'Amiens, et de Marx, montre qu'ils menaient la lutte dans un esprit ouvrier. Mais ils se demandent avec inquiétude si leur succès même n'aura pas de conséquences graves pour l'avenir de la classe ouvrière. Ce n'est, en effet, pas simplement le droit de grève et l'unité d'action qui sont compromis. La masse elle-même prend l'habitude de réactions rétrogrades, plus commodes que la défense franche de ses libertés.

Au personnel d'une usine d'aviation, on avait posé la question suivante : « Êtes-vous en principe d'accord pour défendre le minimum vital par la grève ? » En vote secret, la majorité répondait par : « Non. » Les ouvriers craignaient avec raison qu'une approbation conduirait à la grève immédiate, et c'est dans cette intention qu'on leur avait posé la question. N'ayant pas le courage de s'opposer à une grève déclenchée à une date qui ne leur convenait pas, ils ont trouvé plus commode de rejeter le principe même de toute grève. Des militants ouvriers ne pouvaient approuver une telle réponse.

Par ailleurs, beaucoup d'anciens militants, laissés de côté ces derniers temps, ont réapparu et manifesté un grand courage. Mais nombreux sont parmi eux les aigris, les utopistes, les « anciens » attachés à des souvenirs de lutte très éloignés de la réalité sociale d'aujourd'hui. Dans un esprit sympathique à la cause ouvrière, on ne saurait donc établir un bilan entièrement favorable des événements récents.

Le D[r] Trevoillières nous rapporte une conversation qu'il a eue avec un ouvrier appartenant à l'équipe de Montreuil :

Deux heures de conversation avec X..., de la communauté chrétienne de Montreuil. Ce type est l'incarnation des révolutionnaires de *La Condition humaine* de Malraux. Une réflexion profonde, laborieuse, comme celle d'un paysan, tendue par une passion violente. Ils sont à fond pour la grève, jusqu'au bout et malgré tout.

Il porte en lui l'angoisse de ces logements où l'on vit à cinq dans une pièce où l'on dort sur des lits de camp tendus le soir; avec chaque soir un hôte de passage qui ne sait où aller... Il a dans le cœur ces têtes tirées par un sommeil insuffisant, par dix heures de travail, l'impossibilité de se laver, de se sécher! Ces jeunes qui ne se marient pas parce qu'ils n'ont pas où aller. Il porte en lui la misère avilissante, qui pourrit les meilleurs. La plaie est cuisante; il ne peut la faire taire.

Il porte en lui la merveilleuse fraternité, la générosité inouïe de ce prolétariat. Le P.C., pour lui, ce n'est pas Staline. C'est le meilleur de ses frères, des frères entièrement donnés, penchés sur la gestation douloureuse d'une humanité renouvelée — ceux qui ont le mieux compris la classe ouvrière — ceux qui ont la conscience la plus aiguë de la révolution qui doit se faire pour libérer l'homme d'un système qui l'avilit. Au nom de quel pouvoir pourrait-il rompre le lien sacré d'une amitié tendue vers une libération commune? Il connaît la trahison de ceux qui s'efforcent de « comprendre », de « conseiller », d' « aider » le prolétariat. Il a confiance dans le dynamisme interne de ce prolétariat. Il sait que ce mouvement est plus fort que les conseils, les documentations, les doctrines.

Il en veut à ce capitalisme qui « lâche » les 25 %, les indemnités, etc., mais qui se refuse à cette société fraternelle où « en équipe » se construit un monde meilleur qui n'avilisse pas, ne dégrade pas. Voilà pourquoi, lucidement, gravement, farouchement, il est à fond pour la grève.

Au fond, ce que condamne le militant ouvrier, c'est toute forme de paternalisme. Il combat moins pour des revendications matérielles que pour plus de justice. Or, il n'y aura pas de justice tant que pense le militant ouvrier tant qu'il y en aura qui donneront et d'autres qui recevront, tant que quelques-uns seront propriétaires et d'autres toujours des quémandeurs.

Et les syndicalistes, que pensent-ils? Ch. Savouillan de la C.F.T.C. nous a adressé quelques notes dictées dans lesquelles il regrette le coup porté par les dernières grèves au syndicalisme et à travers lui, au mouvement ouvrier.

Lorsque la C.G.T. a lancé son ordre de grève, grève sur des revendications précises, cet appel a trouvé chez les travailleurs une profonde résonance. Nombreux étaient ceux qui voulaient faire quelque chose pour améliorer leur situation, nombreux étaient ceux qui ne croyaient plus dans les discussions pour résoudre le problème de

leur pouvoir d'achat et qui se disaient, une bonne fois pour toutes, il faut se lancer dans une bonne grève.

Nous en avons assez des promesses que l'on nous fait depuis la libération et dont nous connaissons le peu de résultat.

Notre situation s'aggrave tous les jours, il nous apparaît que pour d'autres, au contraire, elle s'améliore, nous ne pouvons supporter cela.

Cette réaction est tout à fait normale et je me souviens de la discussion que j'ai eue, au cours de ces grèves, avec un militant de chez Renault et qui, après m'avoir expliqué les difficultés qu'il avait à joindre les deux bouts, me définissait ce qu'il ressentait lorsque, sur les boulevards, il voyait les files de voiture qui roulaient (l'essence étant à 120 francs le litre), il voyait les grands restaurants pleins, hommes et femmes superbement vêtus, alors qu'il ne peut pas vivre, alors qu'il ne peut pas acheter le petit manteau d'hiver pour son gosse ou la simple robe pour sa femme et, me disait-il, tu comprends il y en a marre.

Cette réaction a été la réaction première de la plupart des travailleurs.

En prenant position contre la grève, ils avaient l'impression de prendre position contre leurs intérêts et ce n'est qu'après réflexion qu'ils se rendirent compte que leur intérêt était peut-être de s'opposer à cette grève dont rapidement ils saisirent le sens politique, grève qu'ils ne pourraient tenir longtemps, et c'est important, car ils n'ont pas relevé les caisses de résistance syndicale supprimées par la guerre, car il n'y a pas d'argent à la maison et qu'au bout de quinze jours, c'est par la faim qu'ils viendraient reprendre le travail.

Voilà l'atmosphère première.

Les travailleurs commencèrent à comprendre lorsque, dans leurs entreprises, ils virent que les dirigeants syndicalistes C.G.T. refusaient la consultation démocratique des travailleurs par un vote à bulletins secrets, lorsqu'ils virent que les bulletins de vote qu'on leur présentait, comportaient non pas simplement : « Oui ou non pour la grève », mais : « Oui ou non pour la grève, oui ou non pour l'augmentation des salaires, etc. » Et puis, il faut bien dire que les travailleurs ne croient plus en l'augmentation des salaires. Ils posent, bien sûr, cette revendication mais il suffit qu'un camarade leur explique que l'augmentation ne résoudra rien et qu'il faut appuyer nos revendications sur une baisse des denrées essentielles, un meilleur ravitaillement, pour que les travailleurs soient conquis.

Dans certaines entreprises, le résultat du vote à bulletin secret fut respecté, dans d'autres il ne fut pas respecté par les dirigeants syndicalistes de l'entreprise, ou alors l'entreprise fut « débrayée » par des groupes d'entreprises voisines qui venaient, par la violence, faire cesser le travail, ceci donna lieu dans la région parisienne à quelques petites bagarres.

Ce qui frappa aussi l'ouvrier fut que certaines entreprises avaient été transformées en blockhaus de résistance où l'on ne résistait pas seulement, d'ailleurs, aux forces de police, mais aux travailleurs

même de l'entreprise qui auraient désiré l'organisation d'un vote pour une nouvelle consultation du personnel.

Deux attitudes furent prises; certains dirent : pour faire échec à la grève, il n'y faut pas participer, c'est-à-dire n'être pas un briseur de grève, mais ne pas faire partie du Comité de grève et monter à côté de ce Comité de grève, un Comité de défense pour un syndicalisme indépendant et démocratique qui réuniraient syndicalistes chrétiens Force ouvvrière, non syndiqués et indépendants, d'autres au contraire dirent : pour empêcher que cette grève soit d'ordre politique, pour que nous ayons le contact dans la direction de ce mouvement, il faut que nous fassions partie du Comité de grève. Bien vite ils comprirent que cet effort était inutile, que sur le plan de l'entreprise la grève resterait professionnelle, mais que l'ensemble de ces grèves créait un climat d'agitation, de trouble.

Dès les premières propositions gouvernementales, nombreux auraient été les travailleurs qui auraient souhaité reprendre le travail, nous l'avons dit plus haut, il n'y a plus dans les organisations syndicales de caisse de grève suffisante pour indemniser les grévistes, il n'y a plus à la maison les quelques billets qui permettent de tenir sans travailler.

Au début, grévistes volontaires ou grévistes forcés étaient assez confiants, puis la grève durant, cette confiance fit place à une certaine nervosité, une certaine lassitude, il fallait vivre, les négociations n'avançaient pas, bien au contraire. Les uns et les autres trouvaient le temps long et l'animosité entre eux s'acentuait.

N'a-t-on pas vu dans de grosses entreprises où une cantine recueillait, à midi, les enfants, les grévistes fermer les portes de la cantine aux enfants des non grévistes. Cette action politique du syndicalisme C.G.T. porte atteinte au syndicalisme tout entier et nombreuses ont été les démissions de la C.G.T.

Si j'étais cégétiste, et sans tenir compte de la scission, j'appréhenderai le renouvellement des cartes, car le déchet sera certainement fort important.

D'Afrique du Nord, nous avons reçu une lettre du P. Mesnard O. P. aumônier de la J.O.C. à Alger; il nous paraît important que les Français de la métropole suivent avec attention l'évolution actuelle du milieu ouvrier en Algérie.

Les grèves ont démarré avec un certain retard sur la métropole mais ont été fort sensibles dans les deux grands centres : Alger et Oran. Il semble que le parti qui en avait l'initiative, en fait, ait voulu atteindre les services publics dont l'importance se devine facilement ici : chemins de fer, P.T.T., électricité. Si les chemins de fer ont continué à marcher au ralenti, c'est grâce aux ingénieurs qui pilotent facilement les Diesel-électriques, remplaçant complètement les locomotives (et qui sont, en fait, une emprise sensible de l'Amérique sur ce pays).

La classe ouvrière n'a pas été unanime. Mais, souffrant de conditions de vie insuffisantes, elle a, en fait, accepté la grève. Moins édu-

quée que dans la métropole, elle s'est laissé entraîner. Mieux, elle a pris conscience de sa force et de la cohésion des éléments divers qui la constituent dans la lutte ouvrière. Musulmans et Européens ont tenté ensemble une marche sur la Préfecture qui fut dispersée assez brutalement par la police.

La J.O.C. a pu voir là une confirmation de son point de vue ici. Une classe ouvrière se forme qui fond en une masse prolétarienne : indigène et Européens. L'industrialisation rapide à laquelle on assiste brasse une multitude d'éléments divers dans les mêmes usines, les mêmes H.B.M., les mêmes loisirs. Cette masse est de moins en moins musulmane ou chrétienne elle devient païenne. Il se passe ici un phénomène analogue à celui qui s'est déroulé en France il y a cent ans. Pour ce milieu urbain les élucubrations sur l'Islam et le christianisme, sur le colonialisme... sont dépassées par la vie. Mais si les chrétiens sont efficaces dans cette naissance d'un monde ouvrier nouveau, celui-ci ne sera peut-être pas marxiste (les jeux ne sont pas faits). D'autant que le marxisme répugne à ce qu'il reste d'attitude « croyante » chez les musulmans comme chez les Européens (Espagnols ou Italiens naturalisés Français qui constituent presque exclusivement le milieu européen ouvrier). Chaque jour, la J.O.C. et le M.P.F. ont la preuve de la vérité de leur point de vue : unité des travailleurs d'Afrique du Nord. Il faut voir avec quelle facilité kalybes ou arabes se retrouvent dans certains services. Évidemment cela ouvre des perspectives nouvelles sur le rayonnement de l'Évangile dans ce pays. Je suis fort surpris que la métropole ne porte pas plus d'intérêt à une action catholique qui fait ici expérience missionnaire comme elle peut être difficilement tentée ailleurs.

Troisième question. — Les réactions et attitudes des milieux patronaux, des classes bourgeoises

Mais que pensent sur toutes ces questions les milieux patronaux et les classes dirigeantes ? Avant toute chose, il nous faut, pour être équitable, nous mettre à l'écoute des patrons. C'est ce que fait le Dr Trémollières; il peut ensuite comparer avec rigueur les attitudes de l'ouvrier et celle du directeur d'usine :

Deux heures de conversation avec X..., un de mes malades, directeur d'une grosse usine de métallurgie. Il veut guérir vite pour entrer dans la bagarre contre les agitateurs de Moscou.

Le déclenchement de troubles simultanés, en Italie, en France, la volonté de les étendre à l'Allemagne au moment où le nœud de la vie du monde est la tension Moscou-U.S.A.

Ces troubles, avant l'application du plan Marshall, au moment de la conférence de Londres, comment ne pas voir qu'ils sont orchestrés, qu'ils servent les intérêts de Moscou !

Faisons tout pour ne pas être les pantins de Moscou exploitant notre misère.

Réfléchissant sur les positions de ces deux hommes (le militant ouvrier [1] et le patron), voilà que j'ai l'impression qu'ils ont tous les deux raison et qu'il est impossible qu'ils prennent une position commune. Le révolutionnaire ne conçoit pas vraiment ce qu'est un climat familial; il n'a rien à perdre et n'imagine pas réellement ce qui peut être perdu. Il ne sait pas l'effort patient et lent qu'il faut pour mettre au point une technique, pour former un homme. Il ne le sait que théoriquement, et il pense que les perfectionnements techniques s'appliqueront d'eux-mêmes dès qu'on sera vraiment libéré du capitalisme.

Le directeur d'usine ne sait pas réellement ce qu'est le poids de la misère.

Si bien que je pense que, dans la situation du prolétaire de X..., je serais pour la grève et que dans celle du directeur, je serais aussi violemment contre.

Mais soyons plus net. N'est-il pas injuste en 1947-1948, d'en rester à une image du bourgeois qui fut exacte il y a dix ans, mais qui n'est peut-être aujourd'hui qu'une caricature? Nos correspondants s'accordent en général pour noter une attitude de compréhension sociale de la part des classes dirigeantes.

Le P. Dieuzayde écrit :

Les patrons ont été compréhensifs. Ils se rendaient compte depuis longtemps de la misère des ouvriers et ils étaient surpris de la patience et de la résignation de ceux-ci.

Voici le témoignage que nous a adressé M. Parès, ingénieur en chef à la S.N.C.F. Nous le publions presqu'intégralement, il nous paraît important à double titre : analyse de l'attitude de celui qui se sait responsable et qui assume de ce fait une charge technique et administrative lourde; d'autre part, présence d'un souci impérieux de charité envers les personnes :

Depuis deux jours, j'ai reçu des ordres, des appels au téléphone, j'ai adressé des renseignements. Ce soir, j'ai besoin de quitter mon bureau, les papiers, les conversations, les bavardages, les gens qu'on reçoit, les délégués venus toujours en groupe, que je n'ai pas convaincus, pas même ébranlés.

J'ai besoin d'aller vers ceux de mes hommes, les plus nombreux, restés fidèles à leur métier. J'ai besoin d'aller parler à mes équipes isolées de loin en loin, et penchées, je le sais bien, avec hésitation sur leur travail de chaque jour. Il est temps aujourd'hui d'aller les aider à garder confiance.

Hier, elles ont été injuriées au passage par quelques-uns, d'un service autre que le leur, qui partaient vers des réunions. Dans la grande gare silencieuse, traversée par les vents froids, nous les avons donc éloignés vers des points moins passagers, vers des voies moins expo-

1. Se reporter plus haut. (N.D.L.R.)

sées aux regards. Et voici, ce soir, ces hommes là-bas, maniant leurs outils, pelles, pioches et crics, silencieux et humbles.

De loin, ils m'ont vu venir vers eux, serrer la main de leur chef d'équipe, mais lorsqu'il faut les rassembler autour de moi, à la voix de leur chef d'équipe ils redressent la tête, regardent, approchent à pas hésitants et lents. Ne faut-il pas me montrer d'abord que ce n'est point par soumission envers leur chef, mais par libre choix, qu'ils n'ont pas rejoint la grève ?

Je les regarde silencieusement, car je les connais bien et j'aime qu'ils approchent de ce pas délibérément lent. Je connais cette bonne réaction de Français, cette réserve, cette fierté.

Les voici maintenant rassemblés près de moi. Voici ceux qui se sentent partagés, en même temps heureux et humiliés d'être surpris au travail; on leur a tant dit qu'ils trahissaient, et, au fond d'eux-mêmes, ils restent un peu honteux de manquer aux ordres de leur syndicat, dont pourtant ils doutent. Voici ceux qui se sont défendus avec force, qui sont plus formés et plus solides, qui combattront contre la grève; et voici ce tout jeune devant moi, penché sur sa pelle, qui reste là, tête basse.

Mais, groupés autour de moi, tous ont besoin de réconfort, et il n'est pas besoin de grands mots ni de grands éclats. L'immense gare est silencieuse autour de nous, nous voici perdus au milieu des vastes installations du triage, dressant la tête de loin en loin pour écouter quelque machine ou quelque train. Je leur dis avec simplicité que nous n'avons pas de rancune contre leurs camarades grévistes, mais leurs camarades se trompent, et il est temps de le dire à chacun. Il est temps de rappeler à tous leurs devoirs envers leur pays, de les aider et même et les défendre contre ce souci de l'unité de classe dont on se sert pour les gagner.

Je leur parle lentement de leur travail, de leurs traitements, de leur vie difficile, de leur pays menacé; s'ils ne me connaissaient de longtemps, je sais bien que mes paroles ne les atteindraient pas, mais nous avons, depuis des années, partagé la même tâche, et ces années difficiles m'ont aidé à trouver pour eux les mots sous lesquels les méfiances s'effacent.

Ce soir, demain, ils seront poursuivis d'appels à rejoindre la grève. J'ai passé avec chacune des équipes, l'une après l'autre, les heures de l'après-midi, et sans doute faudrait-il leur apporter davantage et leur rendre confiance et force. Tâche difficile et qui n'est plus en mon pouvoir ni en celui d'aucun de leurs chefs. Que suis-je d'autre avec eux que le caillou dans le torrent ? Mais à moi du moins leur petit groupe hésitant et fidèle aura rendu confiance, il me préservera d'oublier dans les discussions de demain la bonne foi et le bon sens des ouvriers de chez nous.

Comme je pèse peu dans le vent froid, tandis que je m'éloigne d'eux, au milieu de toutes ces voies de la grande gare silencieuse. Je me retourne de loin vers leur petite équipe rassemblée, et le maigre feu de vieilles traverses qu'ils ont allumé et qui éclaire leur petit groupe; la nuit va venir, ils vont se disperser, rentrer chez eux.

Ce soir les voici redevenus des pères de famille, chargés des lourds soucis de la maison; ce soir comme toujours, malgré la grève où

seront entraînées de grandes masses d'hommes, le pays sera fait de chacune de ces vies individuelles et menacées.

Deux jours encore et la grève se poursuit, mais la lassitude a gagné; ceux qui viennent et travaillent le montrent maintenant avec moins d'hésitation, et même avec une sorte de contentement secret.

Voici aujourd'hui dans mon bureau les délégués au Comité de grève. Priés de venir, ils sont, je le sais, venus avec hésitation, s'interrogeant pour accepter la demande que je leur en ai faite. Les voici tous quatre, silencieux et fermés au début; puis, peu à peu, reprenant devant moi les arguments que je sais, les arguments valables, la hausse incessante des prix, la misère de leurs camarades. Une satisfaction partielle pourtant leur a été donnée, et leur souci essentiel n'est aujourd'hui plus là, mais dans l'obéissance à leur syndicat.

Je leur parle sans colère et, ils le savent, sans rancune, mais toute la confiance qu'ils avaient en moi, et qui n'est pas sans doute d'un seul coup disparue, est désormais inefficace et sans portée.

Ils vont quitter mon bureau, acceptant de serrer la main que je leur tends, mais le regard des plus faibles est baissé, et ceux qui me regardent avec assurance sont dans un monde où je n'ai plus accès.

La fin du mois est toute proche, c'est le jour du paiement des traitements de tous. Le nombre des grévistes s'est réduit encore; chacun d'eux recevra aujourd'hui pour les heures de travail du mois le même acompte et la fiche remise à chacun portera à l'encre rouge, signe douloureux mais juste et accepté, l'abattement des journées de grève. Ils sont venus tous ensemble, troupeau serré et silencieux qu'une malheureuse erreur comptable fait renvoyer et lorsqu'ils reviennent, quelques heures après cette inutile humiliation, je les aperçois, lassés et impatients, et demande à leur délégué de venir.

Le voici à la porte de mon bureau, mais je sais ce que demande son attitude tout entière : qu'on les laisse tranquilles. Alors je pose simplement ma main sur son épaule et il peut s'éloigner.

Plus tard, un peu plus tard, j'ai appris que deux d'entre les délégués, qui étaient là, silencieux, avaient, à cette heure, remis leur démission de leur syndicat, mais avant que cette démission ne me fût officiellement signifiée, ils gardaient leur place parmi leurs camarades pour partager avec eux le pain amer d'une grève à peine suivie.

Solidarité ouvrière profonde, et si souvent désintéressée dont notre tâche à nous les chefs est de faire, malgré tous obstacles politiques, le lien solide et fraternel de la reconstruction de notre pays. D'abord réconcilier les hommes avec leur pays.

La grève se poursuit, elle n'est plus que la grève d'un petit nombre, elle se transforme. Le cortège, à la nuit tombée qui envahit la gare, s'est grossi de bien d'autres que d'hommes de mon métier.

Dans cette gare envahie, nous avons fait l'obscurité pour couper la voix des haut-parleurs; alors le chant de l'*Internationale* déferle sous la haute marquise, puis peu à peu s'éloigne dans les rues où

les drapeaux et les chants et la violence vont se heurter aux barrages des forces de police.

Voici maintenant les premiers sabotages, les wagons écrasés, entassés contre la machine couchée sur une voie coupée, tout ce spectacle de tristesse et de ruine qui nous a été familier, que nous avions espéré ne plus revoir mais que nous attendions maintenant. Et nous écoutons, le cœur serré, les nouvelles d'autres sabotages meurtriers, ce soir même.

Comme une tâche à peine oubliée depuis trois ans, les mêmes équipes autour de nous, les mêmes grues de relevage ouvrent à la hâte le passage où nous posons les voies que nous rendrons à nouveau aux rares trains de la journée. De tous ceux qui sont là parmi nous, aucun ne proteste longuement, mais l'indignation de beaucoup apparaît par places, sourdement.

Il est temps, il est grand temps que la grève s'achève. Je n'en ai pas vécu les aspects de révolte et de haine dont j'entendrai ces jours prochains évoquer le spectacle; je n'ai pas vu les cadres menacés, agenouillés de force et de fureur devant une plaque de monument aux morts, près d'une potence dressée pour quelques-uns qui ne furent pourtant pendus que par simulacre. Je n'en ai pas vécu les aspects sauvages, qui ne furent, je voudrais le croire, que rares et localisés.

Je puis dire simplement que les aspects que j'en ai traversés m'ont apporté plus de réconfort que de découragement.

C'est à nous désormais d'accueillir, et de veiller pour que soient accueillis ceux qui ont été entraînés dans la grève, mais qui y restèrent loyaux à leur mesure, sans les humilier. C'est à nous de gagner chaque jour dans notre métier et dans notre pays la victoire sur l'injustice, afin que notre pays devienne davantage le pays de tous.

Au moment où s'achève, au chemin de fer comme ailleurs, cette grève, je pense à la phrase célèbre par laquelle Disraeli rappelait combien le chemin de fer avait contribué à faire connaître leur pays même aux plus humbles jusque-là privés de la joie de voyager, et cette phrase magnifique peut être pour nous, dans notre métier comme dans tous métiers, notre réconfort et notre règle : « L'Angleterre n'existait que pour un petit nombre d'hommes, le Rail en a fait le pays d'un grand nombre et nous rêvons aux jours prochains, auxquels tendent tous nos efforts, où elle sera le pays de tous. »

Mais si l'on s'accorde en général pour reconnaître une attitude de compréhension sociale plus vive dans les classes dirigeantes, il y a cependant une contre-partie : la tentation de réaction politique qui sévit simultanément. Cette double tendance est analysée par Jean Lacroix :

En ce qui concerne les milieux patronaux et les classes bourgeoises, il faudrait faire des subdivisions indéfinies et varier beaucoup les réponses. Certains — ce n'était certes pas la majorité — avaient

peur; les milieux de tendance socialiste ou M.R.P. craignaient que la grève ne sonnât le glas de la troisième force et se trouvaient fort embarrassés; des gens d'extrême-droite estimaient que c'était parfait socialistes, républicains populaires et radicaux prenant la charge de mater la classe ouvrière, ce qui permettrait ensuite à un néo-fascisme d'arriver sans douleur. Mais, tout à fait en général, on peut caractériser l'attitude la plus commune par la distinction, voire l'opposition, du plan social et du plan politique.

Sur le premier, je n'ai presque pas vu de *réaction sociale*. Tout le monde — ou à peu près — était d'accord pour reconnaître que, économiquement, la grève était parfaitement justifiée. Les patrons rejettent généralement — comme les ouvriers, quoique pour d'autres raisons — la responsabilité de la situation actuelle sur la politique des divers gouvernements issus de la libération : tout le mal vient du dirigisme. Il suffit de rétablir la liberté pour que la production augmente et que les ouvriers soient mieux payés. Donc examen bienveillant des revendications ouvrières (qui d'ailleurs, disent-ils, ne sont pas dirigées contre eux, mais contre le gouvernement) et souci d'y satisfaire dans la plus large mesure possible. Il me semble juste de souligner qu'il y a dans le patronat français un souci de la vie ouvrière et une compréhension sociale qui constituent un gros progrès.

Mais il me paraît aussi juste de constater que ce sens social s'accompagne d'une *réaction politique* non dissimulée. La plupart des « bourgeois », sinon tous, estimaient que la grève était une bonne chose en tant qu'elle marquerait une liquidation du passé, une défaite du communisme, un affaiblissement du socialisme et conduirait ensuite à un « gouvernement autoritaire ». Ce qu'il nous faut c'est une « bonne dictature », tel est le slogan. Plus d'ailleurs dans la petite et moyenne industrie que dans le haut patronat, qui préférerait une République de droite, libérale sur le plan politique comme sur le plan économique, de tendance Paul Reynaud. De toutes façons je pense que l'on va assister à une offensive contre les nationalisations, contre les comités d'entreprise, etc. Rétablir notre autorité, non seulement sur les ouvriers, mais sur les cadres, tel est, non certes le mot d'ordre officiel de la plus grande partie du patronat français, mais son réflexe spontané. Paternalisme pas mort. En somme *compréhension sociale* et *réaction politique*, telle est, schématiquement résumée, l'attitude la plus commune.

Plus brièvement, mais très nettement aussi, M. Quérel, de Marseille, remarque :

Les patrons et les bourgeois n'ont pas pris une attitude de triomphe ou même de satisfaction apparente : discrétion. Quelques réactions « larges » et « généreuses » vis-à-vis des syndicats — la classe bourgeoise a repris confiance dans sa force. Après une phase de très grande crainte, les hommes de ce milieu s'étant fait illusion sur les possibilités actuelles du parti communiste, on a senti nettement sous la discrétion du soulagement une surprise heureuse, qui tend d'ail-

leurs chez certains à se traduire en une exploitation du « succès ». « Vous êtes dans l'embarras : restez-y, cela vous apprendra », a-t-on entendu quelquefois.

Beaucoup de nos correspondants portent un diagnostic fâcheux sur le sentiment de satisfaction avec lequel les « classes dirigeantes » ont accueilli la politique de fermeté du gouvernement. « Danger de fascisme », écrivent-ils en clair. Ce que M. Joseph Hours dit d'une façon nuancée, mais très nette :

Il est arrivé assez souvent que les patrons soient satisfaits de voir leur responsabilité dégagée par l'État et se montrent prêts à suivre l'État là où il les conduira. Beaucoup tendent à perdre le réflexe de classe dirigeante.

Quatrième question. — Est-il possible d'exclure la politique du syndicalisme ?

Une remarque d'un dirigeant national de la J.O.C., Marcel Roy, pose clairement, croyons-nous, ce problème des relations de la politique et du syndicalisme :

Certainement, la masse communiste marche derrière des consignes : « Les partis américains, les capitalistes. » Je me demande si ce n'est pas pareil pour les autres.

A plusieurs camarades qui étaient contre la grève, j'ai posé cette question : « Pourquoi es-tu contre ? » Réponse automatique : « Nous ne voulons pas une grève politique. » Si je continue à poser quelques questions : « Penses-tu que le gouvernement et le régime actuels soient capables de prendre des solutions énergiques pour le bien de la classe ouvrière, quelles solutions proposes-tu ? » A ce moment, on ne sait pas exactement. Je pense que le slogan « pas de grève politique » était tombé à point pour sauver sa petite vie tranquille.

Roger Lavialle, ancien dirigeant jociste, écrit également :

On parle de l'exploitation politique des grèves, on a oublié l'exploitation de la reprise du travail qui a heurté bon nombre d'ouvriers.

Force Ouvrière n'apparaît pas comme le syndicat apolitique, mais comme la tendance socialiste opposée à la tendance communiste.

Aussi, la condamnation pure et simple de la grève pour la raison qu'elle était politique paraît sommaire; voici ce qu'écrit à ce sujet Jean Lacroix :

Condamner tout simplement la grève en disant qu'elle était politique me paraît sommaire et partial. Comment ceux-là mêmes qui reconnaissent qu'elle était économiquement justifiée peuvent-ils affir-

mer en même temps qu'elle était essentiellement politique ? Réservera-t-on l'épithète de professionnelles au cessations de travail sans fondement économique ? Ce n'est pas à dire que des considérations politiques ne se mêlèrent point à la misère ouvrière. Mais elles existèrent aussi bien chez les non-grévistes que chez les grévistes. Ceux qui continuèrent le travail, alors qu'ils pensaient avoir toutes les raisons purement professionnelles de le quitter, obéissaient autant à des raisons politiques que ceux qui l'abandonnèrent. Une des deux politiques était peut-être bonne et l'autre mauvaise, mais elles étaient toutes deux politiques. Si la liaison des majoritaires de la C.G.T. avec le parti communiste est indéniable, celle de la tendance « Force Ouvrière » avec les socialistes de la C.F.T.C. avec le M.R.P. n'est pas moins certaine. Et d'ailleurs il n'y a rien là de blâmable. En période de crise ou de reconstruction, un syndicalisme qui s'abstrairait de *toute* visée politique ne serait qu'égoïsme et refus de participer aux responsabilités nationales; il implique donc nécessairement une certaine philosophie générale, une conception sociale, une vue des rapports du capital et du travail dans la cité, en somme et pour tout dire une *politique*. Qu'une grève déclenchée par la misère des masses vise au redressement de la politique qui la provoque, c'est assez normal. Au surplus il semble bien que sur ce point elle ait partiellement atteint son but, le gouvernement annonçant précisément son dessein de changer sa politique économique. L'invisible chef d'orchestre qui a déclenché la grève, ce sont les gouvernements (à l'exception sans doute de l'éphémère ministère Blum) qui se sont succédé depuis la libération.

Cinquième question. — L'échec du parti communiste est-il l'échec de la classe ouvrière ?

Une chose ne peut être contestée à travers tant de controverses surgies à propos de ces récents événements : l'arrêt de l'élan communiste au moins au sein du mouvement ouvrier. De nombreuses causes ont contribué à cet arrêt, dont l'attitude ferme du gouvernement ne constitue peut-être que la résultante finale. Au sujet des tentatives d'insurrection et du rôle d'éléments étrangers (rôle qu'il ne faut ni exagérer ni sous-estimer), le P. Dieuzayde écrit :

Spéculant sur une misère ouvrière incontestable, le parti communiste a tenté une épreuve de force. Il l'a fait, à mon avis, sans grande foi, mais sur un ordre venu de l'étranger. C'est l'étranger qui avait depuis de longs mois préparé le plan d'attaque. Il s'agissait beaucoup plus d'une insurrection que d'une grève ordinaire. Pour cela, Moscou comptait beaucoup plus sur les éléments étrangers, nombreux sur notre territoire, que sur les travailleurs français. Mais, du moins ici, ces éléments ont évolué depuis un ans. Les Espagnols des Guérilleros, dont l'état-major militaire est à Toulouse, se sont dispersés dans les

campagnes où ils ont reçu un bon accueil des paysans, à qui ils apportaient une main-d'œuvre nécessaire. Ils s'y sont amollis. Ils rêvent de moins en moins de batailles. Le Viet-Nam est moins exalté. Quant aux Nord-Africains, ils sont en grande majorité attachés à la France. Les parachutages nombreux dans les forêts landaises et en Dordogne ont apporté des cadres russes et serbes, mais les troupes sont de moins en moins décidées. Du moins dans nos régions, et il en est de même à Toulouse, l'insurrection a échoué.

Bref, l'échec (au moins momentané) est certain et une des questions les plus graves nous paraît avoir été posée par un article de *Témoignage Chrétien*, répondant à la question suivante : L'échec du parti communiste est-il l'échec de la classe ouvrière ?

Sans doute faut-il n'attacher qu'une valeur relative à quelques faits signalés par un jociste :

A X..., le patron offre un banquet aux ouvriers qui ne se sont pas mis en grève; ailleurs, des primes sont offertes à ceux qui restèrent à leur poste.

Cependant, le triomphe (indiqué par de nombreux témoignages) des soucis d'ordre individuel et familial sur la solidarité ouvrière est un des faits marquants de cette période de grèves : M. Joseph Hours écrit :

Pour moi, l'échec de la grève, qui ne pouvait faire aucun doute, a une profonde portée. Un tel effort ne pourrait pas être d'ici longtemps repris avec la moindre chance de succès. Les réserves du monde ouvrier sont consommées et ne se reconstitueront pas facilement. Quant à une insurrection, ce que nous avons vu n'y a ressemblé à aucun degré.

Va-t-on abandonner sciemment ou inconsciemment les résultats de tant d'années d'efforts ? Le prolétariat va-t-il de nouveau se trouver isolé, impuissant, irresponsable dans la Nation ? Jean Lacroix exprime ainsi ses craintes :

L'attitude de compréhension sociale et de réaction politique, caractéristique d'une partie de la bourgeoisie, me paraît extrêmement dangereuse : elle méconnaît les plus profonds réflexes populaires. Les premières lois projetées, heureusement amendées, mais qui révélaient les intentions gouvernementales (et ne pouvaient que blesser toute conscience républicaine non contaminée par le fascisme, puisqu'elles instituaient en somme, grâce à leur vague et à leur imprécision, le procès de tendances et le délit d'opinion), le rappel des classes, les articles de presse et les discours à la radio (chaque fois revenait le même slogan, légitime en soi, mais prononcé sur le ton de la haine et comme un cri de victoire obtenue grâce à l'arme de la misère : *vous ne serez pas payés !*), tout cela a vivement ému la classe ouvrière.

A tort ou à raison, elle a le sentiment qu'une réaction politique ne peut qu'être dirigée contre elle. Les communistes d'ailleurs, n'ont pas été les seuls à réagir. C'est pour une bonne part l'indignation des militants de base qui a obligé socialistes et M.R.P. à modifier un projet de loi qui permettait les pires abus : à la C.F.T.C. comme au Mouvement Populaire des Familles ou dans les sections socialistes il y eut de violents remous. Couvrir une attitude réactionnaire d'un anti-communisme politique, d'un anti-communisme purement négatif, d'un anti-communisme de classe serait la pire faute. L'élection du Havre où, en pleine bataille, les communistes ont vu augmenter leurs voix tandis que l'ensemble de celles de tendance R.P.F. reculait (ce qu'ont caché la plupart des journaux) doit être un enseignement. La classe ouvrière peut être lasse et fatiguée; aussi la tentation se développe-t-elle aujourd'hui d'en profiter pour l'enchaîner, en des chaînes d'ailleurs plus dorées que celles d'aujourd'hui. C'est sans doute le pire danger qui nous menace. Et, pour le dire en toute netteté, *donner aux ouvriers le sentiment qu'en attaquant le communisme on s'efforce de détruire ce qu'une importante partie d'entre eux considère comme leur bouclier protecteur serait lourd de conséquences funestes.* Songe-t-on assez par exemple que la liaison Nation-Armée qui avait été réalisée dans une large mesure risque d'être détruite et se trouve déjà fort ébranlée par le rappel des classes (il y a une telle susceptibilité populaire à n'importe quelle intervention de l'armée dans les grèves !) et qu'on a créé toutes les conditions de la renaissance de l'anti-militarisme le plus bête ? Plus profondément encore le danger est grand d'une sécession d'une vaste partie du peuple : va-t-on dans ce domaine détruire tout ce qui a été accompli depuis 1936 et rejeter une fois de plus le prolétariat hors de la nation ? Je sais bien que ce n'est pas le but visé et qu'il n'est personne en France qui ne s'en défende; mais toute la question est de savoir si ce ne sera pas en fait le résultat produit. S'efforcer de détruire le communisme sans détruire les causes qui l'ont rendu possible et peut-être nécessaire, c'est proprement s'engager sur la voie du fascisme et exclure de la communauté nationale un quart des Français. Ceux donc qui considèrent l'échec relatif de la grève comme une première victoire qui devrait être suivie d'autres engagent gravement leur responsabilité et font passer, non pas peut-être leur parti, mais leur classe avant la patrie. Il ne s'agit pas de poursuivre une lutte, mais de préparer une réconciliation. Et il importe extrêmement d'en bien voir, avec la lucidité de l'esprit et la générosité du cœur, toutes les conditions.

— L'anticommunisme demeure toujours la grande tentation de la classe bourgeoise. Mais prenons garde de ne voir venir le danger que d'un seul côté.

M. l'abbé Fauveau (Bordeaux) nous fait part de ses inquiétudes quant à la formation même des dirigeants ouvriers :

Dans l'ensemble, ignorance de la situation de l'entreprise, de la situation régionale ou nationale, pas d'explications claires des me-

neurs[1], lancement de bobards; déficience des moyens d'expression des travailleurs sensés, qui de ce fait ne pouvaient exposer clairement et avec preuves leurs points de vue. Prédominance de la force physique individuelle ou collective dans les débats. Parfois, on a refusé le droit de vote aux apprentis et aux jeunes et même aux syndiqués chrétiens. Pour prévenir une action jociste, dans une usine, la C.G.T. a institué des délégués des jeunes au comité de grève, en proposant ses candidats. Dans les revendications, aucune attention n'a été portée à la situation des jeunes. La solidarité avec toute la classe ouvrière et la discipline syndicale librement consentie ont eu peu de prise devant les jugements ou intérêts personnels. Ces événements révèlent une absence de chefs ouvriers compétents et loyaux, même parmi les éléments cégétistes des grosses entreprises, une absence de documentation sur les motifs de grève et sur la situation ouvrière dans son ensemble. Une absence de moyens d'expression (même chez les militants) pour intervenir dans les débats et éclairer la conscience ouvrière.

Et M. l'abbé Fauveau pense que l'expérience montre toute l'importance de l'insertion du christianisme en milieu ouvrier. Le militant n'est pas seulement un exécutant, celui qui sert et qui meurt. Il doit être un homme et rien alors ne lui sera plus précieux que la longue méditation des textes évangéliques qui ne déclenchent jamais l'exaltation, la fièvre qu'on éprouve après l'énoncé d'un système intellectuel. La parole de Dieu passe infiniment nos frissons d'orgueil; elle réclame crainte et tremblement.

Reprenant un texte célèbre, le militant chrétien pourrait dire qu'il contribue à résoudre le mystère de l'histoire, mais dans la mesure où se connaissant créature libre, il peut lui aussi agir sur cette histoire des hommes.

Sixième question. — Attitudes des chrétiens

Il est inutile de redire, après le billet de Christianus de janvier dernier, que nous ne pensons pas qu'il y eût une attitude spécifiquement chrétienne à observer durant ces grèves. Des exigences

1. La presse locale, dite neutre (ex. Sud-Ouest, gros tirage) n'a donné que des communiqués syndicaux (C.G.T. et C.F.T.C.) et les résultats des votes secrets, sans signaler aucun des incidents de grève, ni pour les manœuvres de débrayage, ni pour l'atmosphère des usines en grève. Seul l'organe communiste a informé le peuple à sa manière. Les journalistes, d'ordinaire à l'affût des potins du marché ou des chiens écrasés, étaient-ils également en grève, ou bien la situation ouvrière ne les intéresse-t-elle pas? (Note de l'abbé Fauveau.)

essentielles certes ont été rappelées et avec les paroles qui convenaient. Jean Lacroix souligne :

Signalons enfin comme seul motif de joie dans cette triste aventure l'attitude profondément humaine et chrétienne adoptée par la hiérarchie catholique. Cette fois l'Église a magnifiquement rempli son rôle. Les positions si nettes prises notamment par le cardinal Suhard à Paris, par le cardinal Gerlier et Mgr Ancel à Lyon, à l'Assemblée nationale l'admirable discours prononcé par l'abbé Pierre qui a dit exactement les paroles qu'on attendait d'un prêtre ont désolidarisé, pour tous les hommes de bonne foi, l'Église du désordre établi. La conscience chrétienne ne peut plus se boucher les yeux : il lui a été rappelé en propres termes qu'un pays qui laisse toute une partie de son peuple dans la misère est vraiment en état de péché mortel et que ce qui importe ce ne sont pas les discussions des économistes qui prouvent qu'il ne peut en être autrement ni les diatribes des politiciens qui croient résoudre tous les problèmes en excitant les passions anti-communistes, mais l'effort des hommes de cœur qui luttent contre le mal où qu'il se trouve.

Mais il reste à analyser, face à ces événements, les attitudes spirituelles du chrétien. Voici les réflexions, les inquiétudes qu'inspire au Dr Trémollières cette confrontation d'une situation douloureuse avec notre foi :

Mais, moi, quelle position prendre ?

Il y a un point certain. J'en suis et je m'en voudrais de ne pas en être. Ma présence s'est marquée d'abord par mon vote. J'ai voté contre la grève en me disant et en disant autour de moi que les grèves, depuis un an, deux ans, avaient fait plus de misères que de bien-être et que celle-ci me semblait devoir faire de même. Dans mon milieu, la grève ne pouvait pas avoir l'élan révolutionnaire qu'elle a chez le prolétaire. Dans un milieu besogneux, travailleur, économe, elle était un moyen jugé inefficace et inopportun pour corriger des injustices que nous admettons.

Mais ce qui me semble le plus important est de porter en moi la mauvaise conscience brûlante de cette misère, et la hantise des raidissements qui peuvent amener une guerre ou un régime policier. Sans doute, ce ne sera qu'une attitude. Son efficacité pratique sera à première vue minime, car je ne suis pas au gouvernement et je ne vaux que comme un des facteurs de l'opinion. Mais trop vite j'oublie la misère des autres — ce reproche vivant à chacun des extras que je me permets — trop vite j'oublie ce qu'ont des criminels cette somme de raidissements égoïstes qui finissent par conduire à la guerre ou à la dictature. La présence en moi de ces hantises se répandront. Des geste d'aide individuelle faciliteront peut-être un jour un acte de gouvernement.

Ma position n'a rien d'un jugement doctrinal et général sur la grève, et j'ai eu, comme au temps de l'occupation, à aider un camarade ouvrier à filer...

Je pense même qu'un jugement général sur cette grève est une erreur. La synthèse ne se fera que dans le déroulement des événements, si chacun assume en vérité le rôle qu'il croit devoir assumer. Cette grève fait partie de ces actes humains où la doctrine est sans emploi, mais où il faut faire confiance à ce drame de conscience qui se joue en chacun de nous. Il n'y avait pas de réflexion doctrinale lorsque Moïse a accepté de s'engager dans la série d'actes qui a fait sortir les Juifs d'Égypte, non plus que dans ce qui amené saint François à fonder un Ordre ou l'abbé Godin à lancer la Mission de Paris. Je crois que la situation présente est de celles où l'histoire s'accouche non pas grâce à une doctrine, mais par la position intérieure d'un certain nombre d'hommes.

Ainsi, je ne veux pas juger. Je laisse à l'histoire le soin de faire la synthèse de positions qui me semblaient authentiques, en même temps que de séparer l'ivraie du bon grain. Mais il est une attitude contre laquelle je veux combattre violemment. C'est celle de ceux qui font la grève ou combattent la grève comme un but en soi, pour qui celui de l'autre bord est un imbécile monstrueux; celle des activistes de tout poil qui trouvent dans la lutte le motif d'échapper au sens profond et mystérieux de ce qui n'est qu'un instrument. Un certain humour, une gravité calme qui ménage le mystère, le sens caché des choses et n'ignore pas que le relatif de toute position humaine sont nécessaires, même dans l'action la plus farouche.

Il ne faut jamais oublier pourquoi l'on se bat, et avoir devant les yeux la misère ou la perspective d'une guerre ne doit jamais vous rendre triomphant. Celui qui se bat pour le parti communiste ou pour de Gaulle trahit ce que devrait servir le parti communiste et ce que devrait servir de Gaulle.

Je ne veux mourir ni pour le parti communiste ni pour de Gaulle, mais je veux bien donner ma vie pour qu'il y ait moins de misère et plus de liberté humaine vraie. Un drapeau qu'on ne purifie pas tous les jours devient le veau d'or des Juifs; l'aliénation des marxistes, le pharisaïsme pour des chrétiens.

Pour fuir cette aliénation, ce pharisaïsme qui nous menacent tous, moi le premier, mon engagement d'aujourd'hui ne doit pas me faire oublier un plan plus profond, plus permanent. Celui du paysan qui laboure et sème malgré les guerres ou les gelées et celui de la vierge qui prie.

L'épreuve qu'ont été ces grèves pour les chrétiens m'a semblé mettre en lumière un fait capital. La pauvreté de la vie d'oraison parmi nous; aussi bien dans ceux qui étaient pour que dans ceux qui étaient contre la grève, il y en avait trop qui mettaient leur but final dans cette action humaine, qui croyaient trop à l'efficacité humaine de leur action.

Le désir de rester collé à la classe ouvrière ou collé à un ordre, ou mieux le poids de la misère ont amené trop d'entre nous à ne se battre que sur le plan humain.

Ils ont oublié le : « Qui que tu sois, ô homme, toi qui juges, tu es inexcusable, car en jugeant les autres, tu te condamnes toi-même, puisque tu fais les mêmes choses toi, qui juges. » « S'il faut se glorifier, c'est de ma faiblesse que je me glorifierai », et le :

« Soyez mariés, comme ne l'étant pas, affligés et cependant pleins de joie », etc.

La vie de la foi reste bien faible en nous, et trop souvent elle n'a pas résisté à un assaut inclassable dans les cadres doctrinaux. Notre action souffre terriblement de la pauvreté de notre vie d'oraison.

Enfin, nous n'avons pas voulu conclure cette enquête d'une manière académique. Qu'aurions-nous pu faire, sinon reprendre des principes connus de tous ? On aurait eu beau jeu alors de nous répéter une fois de plus : votre transcendance n'est qu'une absence.

Nous donnons donc la parole au P. Robert, aumônier de Mission Ouvrière. Les incertitudes, les inquiétudes, les corrections mêmes qu'il apporte chemin faisant à sa pensée seront pour tous, nous l'espérons, comme le drame vivant d'une conscience chrétienne aux prises avec les multiples résonances d'un événement humain.

Posés pour moi par l'engagement dans la grève, comme stagiaire au centre d'apprentissage accéléré Ph. Auguste. Fidélité au piquet de grève, huit heures sur trente-deux, jour et nuit, aux différentes réunions et aux meetings, au Centre ou à la Bourse du Travail. Contacts avec les mouvements, leurs réactions, leurs circulaires : J.O.C. et J.O.C.F., S.G. et province, M.P.F. Contacts avec les équipes fédérales de Paris-Sud : comités fédéraux, permanence quotidienne au 48, de six à sept. Plusieurs gars engagés chez Renault, Citroën, Compteurs de Montrouge, Centres d'apprentissage. Cercles d'études de secteurs avec le déballage des militants de sections. Contacts avec le P. Depierre, l'équipe de Montreuil. Contacts avec les PP. Lebret et Desroches, avec le P. Maydieu et l'équipe du Cerf. Eux-mêmes en contact avec certains milieux parlementaires.

Les problèmes de la grève demandent à être posés le plus clairement possible quant à l'interprétation des faits et à la réaction chrétienne à prendre. La plupart ne peuvent être résolu.

1° Tout le mouvement grèves et anti-grèves a été basé sur la distinction du professionnel et du politique. (Cf. les journaux, la lettre du cardinal Suhard, etc...) Je me demande si cette distinction est fondée, juste et efficace. Tous n'ont-ils pas une position politique, voulue ou non, consciente ou non ? Tous n'attendent-ils pas une solution du politique ? Est-il possible de distinguer aujourd'hui professionnel et politique ?

On répond en disant qu'il s'agit moins du politique au sens de politique intérieure qu'au sens de politique extérieure, intervention de la Russie. J'accepte, disent certains, cette liaison du politique et du professionnel. J'accepte même la liaison politique intérieure et internationale, car tout se tient et si les travailleurs de tous pays ne peuvent être libérés que par les influences internationales, elles sont légitimes. J'accepterais une intervention russe. Leur régime qu'il soit capitalisme d'État ou étape réelle vers le socialisme, — il est dommage que l'information et le jugement soient si difficiles à ce

sujet, — représente peut-être un progrès pour le travailleur. Mais je refuse une intervention de la Russie en tant que colonisatrice de l'Europe. Nos informations sur la méthode employée par l'U.R.S.S. dans les pays d'Europe centrale, où ils sacrifient par la force et la police toute opposition, où ils suppriment tout opposant en le traitant comme traître suffisent à mon jugement. Je suis contre la possibilité ou la moindre avancée d'un tel régime en France. Je refuse que la France — et en particulier la classe ouvrière — soient sacrifiées à l'opposition du bloc U.R.S.S. au bloc américain. C'est une position. Si c'est en ce sens qu'on refuse la grève politique, il faut le préciser.

2° Cette position implique une certaine interprétation dont il est difficile de fournir la preuve précise et qui, en tout cas, mordra difficilement sur les militants syndicaux engagés. Une distinction plus sérieuse peut-être faite immédiatement. C'est celle du but et des moyens. A la base et au début, le but de la grève est apparu comme l'amélioration de la vie des travailleurs et le moyen la grève, seul recours effectif après l'impuissance des autres. Une conscience chrétienne put s'engager et voter la grève. Aujourd'hui, chez les meneurs ou pour les comités de grève, le but semble la grève pour la grève, la résistance au gouvernement et l'agitation; la revendication est passée au plan du moyen. Cela apparaît dans les faits qu'au début les patrons qui ont accepté les revendications ont vu leurs ouvriers reprendre le travail d'accord avec les syndicats. Actuellement, il s'agit de toute manière de faire débrayer les usines qui marchent quelle que soit la position des patrons en face des revendications. C'est sur cette situation que la conscience chrétienne a à se prononcer.

3° Tout le jeu de la grève a été basé sur la « solidarité » invoquée par les meneurs. Cela pose d'énormes problèmes et les chrétiens semblent désemparés devant cette notion qui déborde les principes de la morale individualiste dans laquelle nous vivons. Le jeu de cette solidarité est très complexe et engage le problème du bien commun. On s'est contenté de jouer sur la solidarité de sentiment. Il y aurait lieu de considérer :

a) La solidarité de fait : exemple, les conducteurs du métro ne peuvent pas déclencher une grève sans considérer que, si peu nombreux soient-ils, par leur travail ils vont paralyser toute l'agglomération parisienne. Par contre, les moniteurs ou stagiaires de centres d'apprentissage peuvent pousser leurs revendications devant leur employeur qui est le Ministère du Travail sans troubler beaucoup la vie générale. Pour chaque métier et chaque entreprise la solidarité de fait avec l'économie générale, la masse des travailleurs et le bien commun ouvrier et national est différente.

b) La solidarité d'action : si la majorité dans une entreprise peut imposer sa loi à la minorité, il faut voir dans quelle mesure et par quel moyen. La minorité, quelquefois très forte, a-t-elle un devoir de conscience de se soumettre à la majorité? Le père de famille qui n'a aucune avance est lié par une solidarité plus immédiate à ses gosses qu'à ses compagnons d'entreprise ou à la classe ouvrière. Les sacrifices demandés par la majorité à la minorité, au nom de la solidarité, n'exigent-ils pas que cette majorité fasse tout pour assurer

aux plus défavorisés une compensation provisoire, ou du moins la vie élémentaire des familles et des gosses ? Ceux qui ont déclenché la grève semblent bien souvent en souffrir infiniment moins que ceux qui l'on subie. Est-ce la solidarité ?

4° Les meetings et tout le programme des grévistes semblent avoir laissé de côté l'aspect économique du problème. Il a été très peu question de savoir si la grève n'allait pas être une asphyxie pour le pays et comme un suicide de la classe ouvrière. A ce point de vue, n'y avait-il pas de grandes distinctions à introduire entre les revendications présentées comme un tout, par exemple entre le minimum vital immédiatement nécessaire pour les défavorisés et dont les répercussions économiques peuvent être légères, et les 25 % à tous dont on ne voit pas comment ils ne provoqueront pas une hausse et une diminution du pouvoir d'achat.

A quoi on répond : nous savons cela, la classe ouvrière n'est pas sans éprouver confusément les résultats économiques terribles de la grève, sans souffrir déjà de cet engagement. Mais si cela se traduit pour elle par une plus haute conscience de sa mission par une montée, cela ne mérite-t-il pas d'être encouru ?

Pourquoi alors les réformes de structure sont-elles si absentes des programmes de revendications ?

Difficile aussi de voir si cette grève qui, telle qu'elle a été engagée, peut, au total, faire monter la classe ouvrière quand dans le détail quotidien elle a révélé un manque du sens de l'homme, un mépris de la masse qu'on manœuvrait, et souvent chez les meneurs conscients un cynisme et une violence qui ne sont pas précisément une montée.

5° Autre équivoque : tout se passe ou voudrait se passer comme si le parti communiste représentait la classe ouvrière et la représente toute. Prétention ou réalité ? Admettons que s'il ne la représente pas parfaitement, du moins il l'encadre, il est le seul à pouvoir l'encadrer. Alors, quelques-uns pensent : nous marchons avec le parti communiste encadrant la classe ouvrière pour l'objectif numéro un qui est la liquidation du capitalisme comme les alliés ont marché avec l'U.R.S.S. pour la liquidation du nazisme, comme les chrétiens ont marché avec les communistes dans les maquis. Après, on verra.

Les anarchistes, les trotskistes raisonnent ainsi. Leur position est pratiquement logique. Pour les chrétiens, c'est plus délicat. Peut-on poser ce problème sans considérer le système que veut et que va installer immédiatement le communisme et sans y coopérer ? Pendant la guerre, les alliés pouvaient compter composer avec l'U.R.S.S. et les chrétiens dans les maquis composer avec les communistes. Peut-on demain compter composer avec un pouvoir et une force uniques qui auront en main la police et tous les moyens de dictature ?

A quoi répondent ceux qui sont séduits par cette position : n'y a-t-il pas attentisme et lâcheté à ne pas s'engager ? Peut-on ne pas faire le jeu capitaliste si l'on refuse le jeu communiste ?

La comparaison du maquis est une des plus fortes pour la classe ouvrière comme pour les maquisards d'hier, on peut penser : « Nous allons crever de faim, oui, nous serons entraînés à des moyens impurs ou violents, oui, mais nous savons ce que nous voulons, comme hier, la liberté et que c'est le seul moyen. Tout le monde parle de

réforme de structures. En fait, seule la classe ouvrière prenant en mains son destin peut culbuter le capitalisme et faire la révolution. » A chacun de juger.

6° Une autre comparaison, la grève et la guerre. Je me souviens d'un texte qui en son temps m'avait fortement impressionné. Il s'agissait du sermon de Noël 1929 du cardinal Faulhaber, de Munich. Il disait qu'il fallait poser le problème théologique de la guerre d'une façon neuve, que les principes ne pouvaient pas être considérés en dehors des circonstances nouvelles des guerres modernes. Sur trois points principaux : avant la guerre, complexité et impureté des causes au moins lointaines : impérialisme économique et financier — pendant la guerre : emploi de moyens de destruction inouis et suppression fatale de toute loi de la guerre — après la guerre : troubles et désordres économiques et sociaux de tous ordres tels qu'aucun pays même vainqueur ne peut gagner. Dans ces conditions, la possibilité d'une guerre dite juste s'amenuise considérablement.

Ne pourrait-on en dire autant du style nouveau de la grève sous sa forme de grève générale ou généralisée (voir *La Vie Intellectuelle*, novembre 1947, article d'Henri Guitton) : « Paradoxe des grèves » ? Ne voit-on pas dans la grève actuelle :

a) La complexité et l'impureté de ses antécédents;

b) La malpropreté et les violences de son déroulement;

c) Les troubles effarants qu'elle prépare pour l'après-guerre. Nous posons simplement le problème qui n'enlève rien à la légitimité des motifs et au fait que souvent elle sera le seul moyen possible de faire aboutir les revendications.

7° Une multitude de cas de conscience se posent dans ces problèmes généraux :

a) La majorité peut-elle s'imposer à la minorité ? La minorité doit-elle se soumettre jusqu'à crever de faim ?

b) Forme nouvelle de l'objection de conscience : Faut-il obéir à un ordre de rappel ? Un gréviste rappelé agira-t-il contre les grévistes ? Problèmes de conscience des policiers.

c) Problèmes de conscience pour les membres du gouvernement, les parlementaires, pour les chefs syndicaux minoritaires ?

d) Action d'un chrétien dans les comités de grève ? Invitation à des opérations de sabotage, d'obstruction ou de violence, etc.

e) Mains levées et bulletin secret, etc.

8° Engagés dans l'état de grève, que feront les chrétiens pour l'entraide aux grévistes, aux familles, aux enfants. Comment déclencheront-ils un vaste mouvement de solidarité ? Avec quels moyens et avec quels hommes ? Pour que cette solidarité ne risque pas d'être à nouveau utilisée politiquement dans un sens ou dans l'autre. Constitution de comités, collectage de denrées, problèmes de la distribution. Quelqu'un qui proposait d'ouvrir un patronage chaque jour pour les gosses inoccupés s'est fait traiter de saboteur de grève. Dans le même sens, un directeur de patronage refusait d'ouvrir son patro à des gosses inhabituels afin que les familles, disait-il, se rendent compte, ayant la charge des enfants, de la bêtise de la grève. En tout cas, rien n'est résolu par cette exclamation d'un Frère des Écoles chrétiennes : Ah ! la grève, quelle chose satanique !

9° Problèmes d'après-grève :

S'il y a une reprise pacifique, un retour à la quasi-normale, quelles réactions prévoir dans la classe ouvrière ? N'y aura-t-il pas une poussée anti-communiste légitime et saine dans la mesure où la masse se rendra compte qu'elle a été menée ? Mais cette poussée ne risque-t-elle pas d'être purement négative, d'être à la fois anti-syndicale, voire anti-ouvrière ?

Soit qu'elle se manifeste dans les milieux non ouvriers qu'elle va fermer davantage encore aux vrais problèmes économiques et sociaux, soit qu'elle se manifeste dans les milieux ouvriers qu'elle va dissocier, atomiser, plonger dans la déception, l'amertume et l'individualisme, elle sera tragique. Comment les chrétiens pourront-ils dissocier dans cette critique des événements ce qui est sain et ce qui n'est pas valable ? Beaucoup de militants jocistes redoutent déjà cette poussée anti-ouvrière et cette désaffection syndicale esquissée depuis plusieurs mois. Les chrétiens, trop portés à l'anti-communisme bêta, ne risquent-ils pas de donner encore une fois dans le panneau avec malheureusement une apparence de raison ?

10° D'autres éventualités sont possibles et des problèmes aussi graves que ceux qui se sont posés à la conscience chrétienne sous l'occupation affleurent déjà. On parle de maquis s'il y a une prise de pouvoir de de Gaulle, une tentative de juguler le mouvement ouvrier ou de l'envelopper, de le neutraliser, quelles vont être les réactions des ouvriers chrétiens et des chrétiens en général ?

N'y aura-t-il pas division chez les chrétiens et dans le mouvement ouvrier ?

Qu'il y ait une prise de pouvoir communiste, le dilemme posé à la conscience ne sera-t-il pas plus tragique encore ? Soit que cette prise de pouvoir s'accompagne d'une épuration de tout ce qui n'est pas communiste, soit qu'elle cherche à envelopper et à capter toutes les forces susceptibles de travailler pour elle, y compris les forces chrétiennes, soit qu'il y ait alternance tactique savante de l'une et de l'autre méthode telle que l'influence de l'U.R.S.S. dans les pays de l'Europe centrale et sa position par rapport à l'Église peut le laisser prévoir.

Tels sont quelques-uns des formidables problèmes de conscience qui se posent à nous.

Documents réunis et présentés par JEAN FALGA.

LE PRESENT ET L'AVENIR DU SYNDICALISME

Cette note n'a pas pour objet de donner une analyse détaillée des courants et des tendances qui se sont dessinés récemment dans le mouvement ouvrier : d'autres seraient plus qualifiés que nous pour le faire. Nous voulons seulement indiquer à nos lecteurs quelques problèmes qui s'imposent à notre attention dans la crise actuelle du syndicalisme.

I

Un des dangers les plus redoutables de la période des grèves récentes, telles qu'elles se sont déroulées, est l'usure et l'affaiblissement du mouvement syndical. Diminution des effectifs par suite du découragement d'un certain nombre de syndiqués. Disparition de la discipline syndicale à la suite d'un grand nombre de décisions abusives; combien de fédérations pouvaient encore, au début de décembre, donner un ordre de grève ou un ordre de reprise avec la certitude d'être réellement suivies par l'ensemble de leurs adhérents ? Danger de voir se développer dans l'avenir l'intervention de masses irresponsables de non-syndiqués, dans la mesure même où les syndicats n'exercent pas leur autorité normale parmi les travailleurs. Tout cela ne peut qu'inquiéter ceux qui tiennent à l'existence d'un mouvement ouvrier démocratique et organisé.

La conséquence dangereuse entre toutes, c'est l'émiettement du mouvement. Nous n'avons pas ici à faire l'historique des divisions ni la description individuelle des groupes qui se sont multipliés un peu partout. C'est le fait de la dispersion qui nous frappe : danger prévisible depuis longtemps, qui n'est pas particulier au monde syndical, mais qui s'y manifeste selon un processus spécialement rapide. Il semble que nous vivions dans un moment historique où la désintégration de nombreux éléments de la vie publique et de la puissance publique nous expose à une sorte de nouvelle époque féodale. Risque d'émiettement aussi grave peut-être que celui du totalitarisme; ce dernier est sim-

plement plus visible aux yeux de nos contemporains. Mais les deux sont corrélatifs, et chacune des deux tentations travaille aussi pour l'autre.

II

Il paraît utile, pour mesurer les difficultés actuelles, de se souvenir d'un autre lendemain de guerre. Nous rappellerons ici quelques dates du printemps 1920.

Une première grève des cheminots commença le 25 février 1920 sur le réseau du P.L.M., pour s'étendre les jours suivants à d'autres réseaux pendant qu'elle semblait se résorber sur le premier. Les chemins de fer reprirent le travail le 1er mars, mais le 7 mars on apprenait la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, celle des imprimeurs à Paris, celle des métallurgistes à Strasbourg. Le Textile du Nord suivit quelques jours plus tard, tandis que la grève générale était préconisée dans les meetings tenus par l'Union des syndicats de la Seine.

Après cette effervescence du mois de mars, une nouvelle crise marqua les environs du 1er mai, non sans bagarres où il y eut quelques victimes. Les éphémérides du 2 mai dans une revue du temps disent : « La grève des cheminots demeure partielle et le service des trains s'améliore rapidement. La C.G.T. demande aux Fédérations du sous-sol, des ports et docks et des inscrits maritimes d'adhérer au mouvement de grève. » Les mouvements des jours suivants gardèrent la même allure, variable selon les secteurs. Le 10 mai, au moment où échouait une grève des transports en commun, il était question de faire intervenir dans la grève l'électricité et le gaz. Mais entre le 10 et le 15 il y eut un déclin constant du mouvement. Les conséquences immédiates se manifestèrent par une chute verticale des adhésions à la C.G.T. Les cheminots syndiqués, de 320.000, tombèrent à 57.000. Plus tard, ce fut la scission.

Les analogies avec les événements récents peuvent faire réfléchir. Des grèves contagieuses, sans contours précis, se déplaçant d'un secteur à l'autre. Des grèves sans cohésion, dont on ne sait si elles viennent d'une autorité syndicale, du mécontentement des travailleurs « de la base » ou d'une intervention latérale. Une caricature de grève générale, propre tout au plus à discréditer une arme fragile, que de nombreux militants ouvriers voudraient réserver pour des occasions graves et décisives : l'usage de l'arme en 1947 n'a pas été celui de 1944, mais il a dangereusement ressemblé à celui de 1920.

Il est vrai que les situations historiques ne se ressemblent jamais complètement, et qu'il y a des différences sensibles entre

notre aventure et celle de 1920. Mais la plus frappante de ces différences ne serait-elle pas que le danger est aujourd'hui encore plus grand, étant donné l'ensemble des conditions politiques de l'époque actuelle ?

On peut objecter qu'en revanche la conscience des dangers que nous courons est plus grande aussi qu'en 1920 ou 1921, et que d'autre part la solidité des convictions syndicales dans le monde des travailleurs a fait des progrès, qui peuvent éviter l'immense désagrégation d'il y a 27 ans. Mais cela n'éteint pas complètement notre inquiétude : la conscience des risques déjà éprouvés dans le passé a certainement fait des progrès (nous l'avons vu dans les débats anxieux qui ont précédé la décision de « Force ouvrière »). Mais la conscience des périls à venir n'est peut-être pas aussi nette partout. Et les récentes aventures imposées aux syndiqués par des manœuvres inégalement heureuses sont plus propres à entretenir la lassitude et le découragement que la clairvoyance et l'énergie.

III

Il va sans dire que ces remarques, préoccupantes pour quiconque observe le mouvement social, ne peuvent échapper, en tout premier lieu, aux grandes organisations ouvrières; elles se trouvent placées devant une situation qui les amènera vite à engager un long avenir.

Ces problèmes sont spécialement ardus pour *Force Ouvrière*, dont les chefs n'ont accepté en fin de compte le risque de la rupture de la C.G.T. que devant le risque encore plus grave de l'abandon du syndicalisme par un grand nombre de travailleurs. Mais ils savent quel parti on essaiera de tirer chez les adversaires du mouvement ouvrier de la division, devenue inévitable, entre les tendances de la C.G.T.

Ils savent aussi de quels concours et de quels renforts dangereux ils vont devoir se garder, et devront parer à la fois au risque de la fuite des effectifs qui avait commencé, et au risque d'un gonflement qui leur apporterait l'appui d'éléments moins authentiques. Surtout, inévitablement, se posera de nouveau le grand problème de savoir dans quelle mesure l'unité d'organisation, devenue impraticable, compromettra ou non avec elle tout espoir et toute possibilité d'unité d'action. Problème trop classique pour apparaître original; mais les circonstances le poseront forcément un jour ou l'autre.

Le tournant décisif que franchit actuellement le mouvement ouvrier ne peut, d'autre part, laisser indifférente la C.F.T.C. Dans

beaucoup de secteurs professionnels et sur de nombreux points du pays, elle a joué un rôle important, en maintenant au cours des conflits récents les exigences d'un syndicalisme authentique, soucieux de ne pas laisser compromettre l'avenir de l'action ouvrière par l'usage, dangereusement prodigué, d'une arme légitime. Beaucoup, qui connaissaient mal les syndicats chrétiens, ont su reconnaître chez leurs militants une préoccupation également sérieuse des besoins immédiats des salariés et de l'avenir du mouvement syndical. Les déceptions pourraient être profondes si cette découverte restait sans lendemain et si l'organisation syndicale chrétienne paraissait manquer l'occasion de jouer un rôle décisif dans le développement d'une action ouvrière pleinement indépendante, en laquelle tant de travailleurs mettent encore leur espoir.

De toute manière, les uns et les autres, agissant dans chaque organisation selon leur orientation librement choisie seraient voués à une inefficacité à peu près totale s'ils ne prenaient conscience qu'il s'agit de *tout* le mouvement ouvrier français, menacé mortellement par les secousses qu'il a connues. Nos organisations syndicales, légitimement soucieuses de leur unité interne, gardent une référence nécessaire à leurs origines ou à leurs traditions propres. Mais le nécessaire n'est pas suffisant; il ne s'agit plus uniquement, dans ces mois dramatiques, d'être fidèles à 1906 ou à 1887. Les organisations ouvrières survivront si elles savent aussi qu'elles sont chacune une partie vivante et consciente d'un mouvement qui est en jeu à peu près en même temps et dans les mêmes conditions que l'unité même de notre pays.

François Henry.

DES QUATRE VENTS...

On nous écrit :

Un court séjour au réarmement moral

Lorsque je suis arrivé à Caux-sur-Montreux, j'ai d'abord été terriblement gêné : je venais un peu comme à une retraite, ou à un camp routier; j'étais monté à pied, sac au dos, en culottes courtes. Michel m'avait fait inviter sans beaucoup de précisions et, tout d'un coup, je débarque dans un immense palace où vivent quinze cents personnes de tous les pays du monde, de tous les âges et de toutes conditions... c'est une surprise plutôt désagréable.

Une fois logé, lavé et rasé, je n'ai rien d'autre à faire que d'errer dans les couloirs. On m'invite à aller au meeting.

— Au meeting ?

J'entre sur la pointe des pieds dans un vaste salon 1900 : l'orateur, anglais, parle anglais; un autre traduit. Il est question d'écouter Dieu, de pureté absolue, du Christ, d'idéologie, de rendement des entreprises... J'ai tout de suite l'impression d'une ambiance « mélo-prophétique ». Heureusement, une chorale excellente vient mettre fin aux discours et engage l'assistance à s'en aller.

Je suis le mouvement et cherche Michel. On me dit qu'il travaille à la cuisine. Je déjeunerai donc seul : je me sers à volonté (on a un peu oublié cela chez nous), je m'installe sur la terrasse; sous moi, Montreux et Vevey, le bleu du lac, le Valais tout vert devant les Alpes qui dominent l'autre rive du côté de la France. Beauté du paysage. Je pense à cet hôtel, à ces gens étranges. Le Christ, une idéologie ? N'ai-je pas entendu parler de l'amélioration du rendement des entreprises par l'organisation d'une vie communautaire sous la direction de Dieu ? Mélanger le Christ et les philosophes, le rendement et la prière. Quel galimatias ! Si je n'avais pas promis de rester, je m'en irais louer le Christ dans la simplicité et la joie de la route, le sac sur le dos et la tente sur le sac.

Tout l'après-midi, je n'ai rien à faire; je goûte; je regarde le lac, puis l'hôtel, puis encore le lac. Des gens sont réunis par petits groupes; un carnet à la main — le même carnet; je pense : « Ils écoutent Dieu. » Moi qui aime une grande réserve dans l'amitié et qui veux découvrir l'âme amie tout au long de longues et silencieuses veillées, je suis choqué de voir qu'ici on force les portes de l'amitié; on veut tout savoir et tout de suite.

Tout de suite. Si j'avais à caractériser le réarmement moral, c'est par ces trois mots que je le ferais. Cela devient une hallucination : il faut te changer toi-même. Pureté absolue. Amour absolu. Désintéressement absolu. Écouter Dieu tous les matins en équipe. Partager tes oraisons... et tout de suite. Avec Michel. Ou bien avec Jean que tu as vu tout à l'heure... tout de suite.

Mais je connais cela : dans notre groupe catholique, à l'école, nous

savons cela. Nous savons qu'il faut vivre dans la vérité, dans l'amour, dans le désintéressement...

Alors pourquoi cette ambiance, ce ton catégorique ?

O combien je regrette notre simplicité de la route, notre liturgie, nos petits groupes actifs; les gens d'ici sont des idéologistes bourgeois; ils professent une religion fort libérale, d'inspiration protestante. Je n'ai pas à tenter l'aventure : l'Église m'en offre une bien assez riche et bien assez révolutionnaire.

***

Je ne suis resté que quatre jours à Caux : j'aurais voulu y demeurer un mois, car en quatre jours j'ai compris la richesse et la foi de cette multitude de gens confiants les uns dans les autres, et tous en Dieu. J'ai compris que le réarmement moral se cherche encore, mais que l'Esprit-Saint est avec lui.

J'ai vu des hommes et des femmes de toutes classes et de tous pays faire ensemble la vaisselle pendant cinq heures de suite, sans qu'aucune organisation les y ait envoyés; je l'ai faite avec eux; j'ai prié avec eux; avec un lord anglais, un ouvrier italien,... la prière de l'équipe de vaisselle du mardi soir.

J'ai su que des gens consacraient leur vie et leur fortune au mouvement.

J'ai su que, grâce à lui, des familles vivaient de prière commune et franche...

J'ai vu un patron prier avec ses ouvriers.

J'ai rencontré séminaristes, prêtres, pasteurs, étudiants, militaires, députés, tous avec une même étincelle de foi et d'espérance dans le regard.

Alors, quand j'ai réalisé que la charité était ici vraiment incarnée dans la vie présente immédiate, non pas examinée avec une lointaine et pieuse admiration; quand j'ai réalisé que, malgré la diversité des représentations qu'ils s'en faisaient, les gens d'ici mettaient effectivement Dieu dans leur vie, leur famille, leur métier,... alors j'ai oublié beaucoup de choses : leur aspect un peu trop anglo-saxon, un peu puritain, les difficultés qu'il y a à unir des gens de diverses religions, le risque de remplacer le Christ par le dieu des philosophes... J'ai oublié ces choses et j'en ai appris d'autres que je veux vous dire :

Le réarmement moral n'est pas une religion, c'est un carrefour de religions.

Ce n'est pas un parti, c'est un mouvement, c'est même un choc.

Ce n'est ni une idéologie vague, ni une philosophie; en lui rien ne doit être statique.

C'est un vaste effort d'union entre les spiritualistes du globe pour lutter contre le matérialisme grâce au perfectionnement personnel, à l'engagement immédiat, au refus d'atermoiement, à la vie de prière, à la vie d'équipe.

C'est l'élargissement sur le plan mondial de notre vie de famille, de groupe, de paroisse.

C'est une immense confiance mutuelle.

PHILIPPE ROQUEPLO.

La condition déplorable des avoirs français a l'étranger

La nomination de M. Calvet à la Direction générale de l'Office des Changes appelle l'attention du public sur ce service dont la réglementation s'est révélée, depuis la libération, souvent néfaste à l'intérêt commun.

Cette réglementation, créée en vue de mettre à la disposition du gouvernement les devises appréciées (livres, dollars) pour payer nos importations, s'est appliquée d'une façon trop uniforme aux nations appauvries par la guerre, ou dont les échanges avec notre pays furent et resteront toujours restreints. C'est ainsi que le porteur de dollars, par exemple, s'est trouvé rapidement favorisé, à la suite de la réquisition qui met à sa disposition des francs peu appréciés mais quand même appréciables, alors que le porteur de couronnes norvégiennes ne peut espérer le déblocage de ses biens de l'une ou l'autre manière.

Trop rigides, ces dispositions ne permettaient pas, jusqu'à une date récente, la modification du portefeuille, même sur autorisation spéciale. L'ensemble du capital français aux États-Unis perdit ainsi deux milliards de sa valeur, malgré les protestations des porteurs français qui, sentant venir la crise de Wall Street, demandèrent vainement l'arbitrage de leurs titres à revenus variables contre des rentes, placements refuges dans ces circonstances. Ces dispositions sont aussi trop rigoureuses, qui obligent des sociétés françaises (je pourrais en citer) à acheter, par l'intermédiaire de l'Office, des devises, alors qu'elles en détiennent sur place qui restent bloquées.

Si ces faits concernent l'économie générale, dont ils entravent certainement la reprise, empêchant des investissements nouveaux et productifs, ne faut-il pas penser aussi aux cas innombrables de personnes qui, gênées dans leur trésorerie franc, sont condamnées à mourir de faim devant un coffre-fort garni ? Ne faut-il pas penser aux successions qui, si elles comportent des avoirs à l'étranger relativement plus importants que les biens en France, restent en suspens, les droits de succession ne pouvant être réglés ? Ne faut-il pas penser, *last but not least*, que l'impot sur le capital s'applique sans délai sur ces avoirs gelés ?

Le blocage sans réquisition des avoirs à l'étranger, souvent angoissant, crée aujourd'hui une condition plus dure pour le porteur que la confiscation pure et simple. Il serait temps que des mesures en tout contraires et toutes libérales fussent prises en accord avec des administrations étrangères actuellement tout aussi néfastes. Favorables au commerce, elles seraient enfin attentives à la condition humaine.

Jacques Nantet.

EN LISANT LES REVUES

Autour du discours de Jdanov.

Après les récents événements, la lecture des derniers *Cahiers du Communisme* revêt une saveur particulière. Le numéro d'octobre est construit presque en entier autour du discours prononcé par Jdanov, lors de la constitution officielle du Kominform, discours qui est reproduit *in extenso*. Il faut le lire... Malheureusement, nous ne pouvons le citer en entier. Analysons-le à l'aide de quelques citations.

Le résultat de la victoire de l'U.R.S.S. sur le fascisme a été un changement radical en faveur du socialisme :

> Le résultat de la seconde guerre mondiale avec la défaite du fascisme, avec l'affaiblissement des positions mondiales du capitalisme et le renforcement du mouvement antifasciste, a été le détachement de toute une série de pays de l'Europe centrale et sud-orientale du système impérialiste. De nouveaux régimes populaires et démocratiques ont surgi dans ce pays. Le grand exemple de la guerre patriotique de l'Union Soviétique, le rôle libérateur de l'armée soviétique se confondaient avec l'élan de la lutte de masse de libération nationale des peuples épris de liberté contre les occupants fascistes et leurs complices.

En même temps, la face du monde capitaliste changeait elle aussi sensiblement :

> Des six puissances appelées « grandes » (l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie), trois ont été éliminées par suite de la défaite militaire : l'Allemagne, l'Italie, le Japon. La France aussi a été affaiblie et a perdu son ancienne signification de grande puissance.
>
> Ainsi, il ne reste plus que deux « grandes » puissances impérialistes mondiales : les États-Unis et l'Angleterre. Mais les positions de l'un de ces pays, l'Angleterre, se sont trouvées ébranlées. Durant la guerre, l'impérialisme anglais s'est montré affaibli du point de vue militaire et politique.

Il ne reste donc que l'Amérique...

> La guerre, qui a, à son origine, le développement inégal du capitalisme dans les différents pays, a conduit à une nouvelle aggravation de cette inégalité. De toutes les puissances capitalistes, une seule — les États-Unis d'Amérique — est sortie de la guerre sans être affaiblie, mais considérablement renforcée tant économiquement que militairement. [...]
>
> Le but que se pose le nouveau cours expansionniste des États-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. [...]
>
> ... Mais sur le chemin de leurs aspirations à la domination mondiale, les États-Unis se heurtent à l'U.R.S.S., avec son influence antiimpérialiste et antifasciste, aux pays de la nouvelle démocratie.

Ne laissons pas cet exposé d'ensemble sans avoir noté que l'un des rares pays cités est le Viet-Nam; il le sera plusieurs fois :

Les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé. Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus gouverner les colonies comme auparavant. Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée : Hollande en Indonésie, France au Viet-Nam.

Suit l'analyse des forces des deux camps. Sur le camp impérialiste, il est très bref : celui-ci groupe comme satellites autour des États-Unis, l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Turquie, la Grèce, le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine. Sur le camp appelé « antiimpérialiste », Jdanov est plus long :

Les forces antiimpérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie en sont le fondement. Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont résolument engagés dans la voie du développement démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie, la Finlande, en font partie. Au camp antiimpérialiste adhèrent l'Indonésie, le Viet-Nam, l'Inde; l'Égypte et la Syrie y apportent leurs sympathies. Le camp antiimpérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les partis communistes frères, sur les combattants du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressives et démocratiques qui existent dans chaque pays.

On goûtera spécialement la déclaration sur l'Allemagne qu'éclaire la dernière conférence de Londres :

Défendant la cause de la paix, la politique extérieure de l'U.R.S.S. rejette le principe de vengeance envers les peuples vaincus. Comme on le sait, l'U.R.S.S. est pour la formation d'une Allemagne unie, éprise de liberté, démilitarisée, démocratique.

Les États-Unis, l'Angleterre et la France sont prêts, non seulement à faire échec à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, mais aussi à liquider l'Allemagne, en tant qu'État uni, à la démembrer et à résoudre séparément le problème de la paix.

Mais le morceau d'importance est celui consacré au « plan américain d'asservissement de l'Europe » :

La politique extérieure expansionniste, inspirée et menée par la réaction américaine, prévoit une activité simultanée dans toutes les directions :

1° Mesures militaires stratégiques;

2° Expansion économique;

3° Lutte idéologique.

Les deux premiers points de ce programme sont concrétisés par la « doctrine Truman » et le « plan Marshall ».

La « doctrine Truman », qui prévoit l'offre de l'aide américaine à tous les régimes réactionnaires qui agissent de façon active contre les peuples démocratiques, porte un caractère ouvertement agressif. Sa publication a provoqué une certaine gêne même dans les milieux des capitalistes américains habitués à n'importe quoi.

Le fond des formules voilées, embrouillées intentionnellement, du « plan Marshall » consiste à former un bloc d'États liés aux États-Unis par des engagements et à offrir aux États européens des crédits américains, en paiement de la renonciation à leur indépendance économique et ensuite à leur indépendance politique.

Tout n'est pas imaginaire dans le danger d'une aide nécessaire de

l'Amérique à l'Europe... Il serait long et difficile de faire le partage entre ce qui est contestable des discours de Jdanov et ce qui ne l'est pas. Retenons simplement que l'U.R.S.S. est disposée à lutter de toutes ses forces contre la réalisation du fameux plan :

Le « plan Marshall » est dirigé contre l'industrialisation des pays démocratiques de l'Europe et, par conséquent, contre les fondements de leur indépendance. En son temps, le plan de « dawisation » de l'Europe fut mis en échec, alors que les forces de la résistance au plan Dawes étaient bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Maintenant, dans l'Europe d'après-guerre, il existe un nombre parfaitement suffisant de forces, sans parler de l'Union Soviétique, qui, si elles manifestent leur volonté et leur décision, peuvent faire échec à ce plan d'asservissement. Il n'est question pour les peuples d'Europe que de faire preuve de volonté de résistance, d'être prêts à la résistance. En ce qui concerne l'U.R.S.S., elle mettra toutes ses forces à empêcher la réalisation de ce plan.

C'est à cette lutte que sont conviés les partis communistes de tous les pays, spécialement

de France, d'Italie, d'Angleterre.

Puisque la plus grande partie des dirigeants des partis socialistes (surtout les travaillistes anglais et les socialistes français) se comporte comme agents de cercles impérialistes des États-Unis d'Amérique, c'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain.

On sait par ailleurs que le contact permettant échange de vues et expériences sera « rétabli » entre les différents partis communistes. Ceux-ci reçoivent par ailleurs l'ordre de lutter

pour la sauvegarde de la souveraineté nationale de leur pays.

Avec cet avertissement, qui sera sans cesse repris par les communistes français :

Actuellement, le danger principal pour la classe ouvrière consiste en la sous-estimation de ses propres forces et en la surestimation des forces de l'adversaire.

Les leaders français reprennent et développent dans les autres articles du cahier les consignes du commissaire du peuple. Ainsi M. Billoux, qui dénonce le parti socialiste comme

aile agissante du parti américain.

Ainsi M. Thorez, en son rapport au Comité central du parti, les 29 et 30 octobre. Les pages les plus curieuses sont celles consacrées à l' « examen de conscience » du parti :

Le Comité central, dans sa dernière session, avait signalé des lacunes, des erreurs dans l'activité du parti, de ses divers organismes et de ses militants, aux différents postes auxquels la confiance des masses les a appelés.

La racine de ces erreurs, nous la trouvons dans le retard du Comité central lui-même à constater et à définir clairement la nature et la portée des changements intervenus dans la situation internationale et notamment du regroupement des forces impérialistes et antidémocratiques, sous la direction et au profit des États-Unis.

Dès lors, nous n'avons pas souligné, dès le début, et avec la vigueur néces-

saire, que nous n'avions été écartés du gouvernement que sur l'ordre exprès de la réaction américaine.

... Nous avons laissé l'impression qu'il s'agissait d'une crise ministérielle plus ou moins ordinaire, tandis qu'il s'agissait d'une intervention brutale des impérialistes américains dans les affaires de la France.

Les hésitations du Comité central et du Groupe parlementaire ont nui, dans une certaine mesure, à la rapide mobilisation des masses ouvrières et démocratiques contre le gouvernement Ramadier et sa politique néfaste. Elles ont nourri les tendances opportunistes, condamnées le mois dernier par le Comité central, et qui s'expriment dans la sous-estimation des forces de la classe ouvrière et la crainte du mouvement des masses. Alors que le devoir des communistes, dit notre résolution de septembre, « est de se placer résolument à la tête du mouvement populaire avec hardiesse et esprit de responsabilité ». Alors que le parti communiste a pour mission d'élever, d'éduquer, d'organiser, de guider le mouvement de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

D'où suivra un changement dans la tactique du parti. Un retour sur les expériences du Front populaire et de la Résistance justifiera ce changement. Il ne s'agit plus désormais de tri ou de quatripartisme, mais d'arriver à « un gouvernement démocratique dans lequel la classe ouvrière et son parti communiste exerceront enfin un rôle déterminant ».

Et, pour cela, la tactique suivie sera celle d'organisation de comités d'action à l'image des Comités de libération :

L'expérience positive du Front national peut aider à trouver de nouvelles formes pour le rassemblement et l'action de masses populaires. Déjà, dans plusieurs usines de la région parisienne, les ouvriers ont élu des comités de défense de la République. Il est possible de constituer également de tels comités sur la base locale et d'unir tous les républicains, communistes et socialistes, libres penseurs et catholiques, afin de faire face au danger fasciste et de défendre contre l'apprenti dictateur la constitution ratifiée par le peuple.

N'avons-nous pas, dans le but et dans la tactique, quelques indications de ce qui devait se passer en novembre et en décembre ? Dironsnous si aisément que le but n'a pas été atteint ? Car enfin ce furent d'excellentes « grandes manœuvres », qui ont permis une expérimentation exacte des cadres, et finalement le but proposé a été atteint. Le coût de la grève et la perte en production de charbon rendent désormais illusoire l'aide immédiate portée par l'Amérique...

Nous ne voudrions pas cependant laisser ce cahier d'octobre sans citer une remarquable page où Étienne Fajon incite chaque communiste à veiller à son éducation personnelle. Chacun — communiste ou non — en peut tirer profit :

L'étude personnelle du marxisme-léninisme, d'une manière suivie, en liaison avec la vie, est incontestablement la plus efficace de toutes les formes d'éducation théorique des militants du parti.

Or la majorité de nos militants, y compris ceux qui occupent des fonctions hautement responsables, ne s'adonnent pas à cette étude.

Ils sont convaincus que l'étendue de leurs responsabilités ne leur laisse pas le temps de lire, d'étudier; ils en éprouvent parfois une espèce de fierté, alors que plus on a de responsabilités, plus il faut étudier pour être à même d'y faire face.

Au fond, c'est la méconnaissance du rôle de la théorie comme guide pour l'action et c'est parfois une certaine paresse intellectuelle qui font obstacle au développement de l'étude personnelle.

Nous devons vaincre ces obstacles et en même temps aider les militants à orienter et à organiser leurs lectures.

L'essentiel, c'est de détruire à fond l'opposition inacceptable de l'activité pratique à l'étude. Les communistes doivent se rappeler Lénine, prenant le temps d'écrire son célèbre ouvrage théorique sur *L'État et la Révolution*, dans

les mois de travail prodigieux qui précédèrent la révolution d'octobre, justement parce que la solution pratique des problèmes posés exigeait la plus grande clarté théorique.

Mieux encore, c'est au printemps de 1920 que Lénine, alors chef du gouvernement soviétique, aux prises avec les terribles difficultés de la guerre civile et de l'intervention étrangère, rédige l'immortelle *Maladie infantile du Communisme*, pour aider la marche encore mal assurée des jeunes partis communistes dans le reste du monde.

Les communistes doivent, à cet exemple, considérer l'étude non pas comme un travail de luxe, mais comme une activité normale et permanente qui conditionne les autres pour une grande part; il faut répartir équitablement les tâches pour permettre à chaque camarade d'organiser son travail et de consacrer chaque semaine plusieurs heures à son éducation personnelle.

En dépit de toutes les divergences et de tous les reproches, ce serait injustice de méconnaître l'enrichissement humain apporté par un parti où l'on ose rappeler si fermement à des milliers de militants leurs devoirs de formation.

Calendrier

France. — *La crise politique et sociale.* — La Chambre n'accorde que 300 voix à M. Léon Blum. Grève des instituteurs de la Seine (C.G.T., C.F.T.C.). Essai d'un débrayage général d'une heure dans la région parisienne. Échec complet. La grève gagne le bâtiment dans la région parisienne. Elle progresse par la force dans les usines du Nord (*21 novembre*). — M. Schuman obtient l'investiture à l'Assemblée. Des dépôts et des gares S.N.C.F. de la région parisienne se mettent en grève (*22 novembre*). — Grève partielle des postiers parisiens (*24 novembre*). — L'ordre de grève générale est lancé par la Fédération des cheminots C.G.T. Expulsion de dix-neuf ressortissants soviétiques. Proposition gouvernementale : 1500 francs brut à partir du 24 novembre. Le Bureau confédéral C.G.T. se divise. Un communiqué de *Force Ouvrière*, tout en faisant des réserves, demande aux travailleurs de reprendre le travail. La position de la C.F.T.C. est assez analogue. Raidissement des majoritaires C.G.T. Création d'un Comité général de grève présidé par Frachon, groupant dix-huit fédérations, qui décide de continuer la grève (*25 novembre*). — La grève gagne lentement la province. Actes de violence contre les travailleurs désirant reprendre le travail. Refus des dirigeants de la grève de faire de nouvelles consultations démocratiques sur les propositions gouvernementales (*26 novembre*). Grève des usines à gaz de la région parisienne. Le cabinet Schuman obtient 232 voix contre 186. Deux fédérations C.G.T. adhèrent au comité de grève qui, de ce fait, en groupe 20 (*27 novembre*). — Rappel de la classe 1946/2. Le gouvernement dépose un projet de loi pour le maintien de l'ordre et la défense de la République (*28 novembre*). — F.O. et C.F.T.C. discutent parallèlement au ministère du Travail pour l'amélioration des propositions gouvernementales. Après une séance de trente heures, vote de la première partie du projet de loi gouvernemental, rappel de 80.000 hommes (*29-30 novembre*). — Ordre de grève générale par les fédérations C.G.T. des postiers, du

gaz et de l'électricité. Toutes deux partiellement suivies. Quelques entreprises se mettent en grève, d'autres reprennent le travail (*1er décembre*). — Expulsion de M. Calas (com.) de l'Assemblée. La garde mobile fait évacuer les communistes qui occupent l'Assemblée. Scènes d'émeutes dans différentes villes. Déraillement du Paris-Arras (*3 décembre*). — Incidents dans toute la France, notamment à Valence. Vote de la seconde partie de la loi pour la défense de la République (concernant la liberté du travail) (*4 décembre*). — Démarche du Bureau confédéral C.G.T. auprès de M. Vincent Auriol pour obtenir une seconde lecture des lois sur la défense de la République. Les fonctionnaires décident la grève pour les 8 et 9 décembre. Grève partielle de l'enseignement secondaire, les instituteurs de la Seine décident de reprendre le travail le 6 (*5 décembre*). — Nouvelles conversations C.G.T. Gouvernement. Les majoritaires C.G.T. ne veulent rien accepter et repoussent toute conciliation. Le Comité central de grève décrète une grève de quarante-huit heures dans le métro (*7 décembre*). — Grève générale, mais partiellement suivie, ordonnée par l'U.G.F.F. L'ordre de grève du métro est rapporté. Nouvelles propositions gouvernementales. Le Comité de grève repousse les propositions et va étudier les mesures de « résistance et d'action » pour intensifier la lutte. Les travailleurs reprennent en nombre croissant le travail (*8 décembre*). — Le Comité de grève demande la reprise du travail et adresse un manifeste aux travailleurs de France (*9 décembre*). — Scission entre la C.G.T. et la C.G.T.S. (Confédération générale du Travail syndicaliste) (*20 décembre*).

■ Mort du général Leclerc et de ses compagnons dans un accident d'avion (*29 novembre*). — Voyage à Paris de M. Forster Dulles (*4-6 décembre*). — Funérailles nationales (*8 décembre*). — L'U.R.S.S. dénonce l'accord de rapatriement franco-soviétique et rompt les relations commerciales entre les deux pays (*9 décembre*). — Présentation du Plan Mayer devant l'Assemblée (*19 décembre*).

Union Française. — M. Bollaert rencontre l'ex-empereur Bao-Daï dans la baie d'Hanoï. Ouverture de l'Assemblée de l'Union Française à Versailles (*10 décembre*). — M. Bollaert arrive à Paris (*11 décembre*). — M. Boisdon (M.R.P.) est élu président de l'Assemblée de l'Union Française (*18 décembre*).

Conférence de Londres. — En vertu d'un compromis, la préparation du traité autrichien — placée en principe comme premier sujet de discussion — est renvoyée aux suppléants pour étude complémentaire. Discours de M. Molotov en faveur de la constitution d'un gouvernement central allemand (*26 novembre*). — Opposition de M. Bidault (*28 novembre*). La production d'acier annuelle, en Allemagne, est fixée à 11.500.000 tonnes par an (*11 décembre*). — M. Molotov revendique à nouveau dix millions de dollars de réparations pour la Russie et propose d'élever la production industrielle de l'Allemagne à 70 % de celle de 1938 (*11 décembre*). — A la demande de M. Marshall, la conférence est ajournée *sine die* (*15 décembre*).

O.N.U. — L'Assemblée générale adopte le plan de partage de la Palestine (*29 novembre*).

U.R.S.S. — Les pourparlers commerciaux anglo-soviétiques auraient abouti à un accord (*11 décembre*). — Réforme monétaire et suppression du rationnement pour certaines denrées (*15 décembre*). —

Roumanie. M. Tataresco est destitué de la présidence du parti national-libéral (*25 novembre*). — Nationalisation de deux importantes concessions pétrolifères sous contrôle britannique (*15 décembre*). — Pacte d'assistance avec la Yougoslavie (*19 décembre*). — **Tchécoslovaquie.** M. Kopecky, ministre de l'Information, insulte publiquement M. R. Schuman (*5 décembre*). — **Finlande.** Victoire des partis dits bourgeois aux élections municipales (*7 décembre*).

Allemagne. — Clôture du « Congrès du peuple allemand » d'influence socialo-communiste (*7 décembre*).

Angleterre. — Mort de lord Baldwin (*15 décembre*). — **Belgique.** Vote de confiance de la Chambre au gouvernement sur la question royale (*10 décembre*). — **Suisse.** M. Enrico Celio est élu président de la Confédération suisse pour 1948 (*11 décembre*). — **Italie.** Dévaluation de la lire (*27 novembre*). — M. de Nicolas devient président de la République (*5 décembre*). — Les dernières troupes alliées quittent l'Italie (*8 décembre*). — Ordre de grève générale (*11 décembre*). — Fin de la grève générale (*12 décembre*). — Vote de confiance au nouveau gouvernement de Gasperri (*19 décembre*).

Iran. — Le gouvernement rejette une protestation soviétique au sujet des pétroles (*25 novembre*). — Démission du Cabinet (*10 décembre*). — **Damas.** Manifestation contre le partage de la Palestine. Émeutes (*30 novembre*). — **Jérusalem.** Des Arabes assaillent le quartier juif (*2 décembre*). — **Egypte.** Le Conseil des Ulema lance un appel à la guerre sainte (*2 décembre*). — Le Haut Comité arabe blâme les auteurs des troubles de Palestine (*4 décembre*). — Les chefs arabes décident de mener « la lutte pour l'indépendance et l'unité de la terre sainte jusqu'à la victoire » (*18 décembre*).

U.S.A. — John Lewis et le syndicat des mineurs rompent avec la fédération américaine du travail (A.F.L.) (*12 décembre*). — Le président Truman demande au Congrès dix-sept milliards d'aide à l'Europe. Le Congrès vote l'aide immédiate de trois cent quarante millions de dollars (*19 décembre*).

CULTURE

R. Schwab. *La première Anthologie sanskrite.*

Lo Ta-Kang. *Louis Laloy.*

Chroniques scientifiques

Théâtre, H. Gouhier. — *Musique,* E. Damais. — *Cinéma,* J.-P. Chartier.

Revues — *Calendrier*

La culture rejoint ici la préoccupation missionnaire. Car ce qui inspire notre attitude d'ouverture, c'est la certitude où nous sommes d'avoir à recevoir des pays les plus lointains. Telle est l'idée qui se dégage de l'*Anthologie sanskrite*, à propos de laquelle un érudit fait les remarques les plus pénétrantes. Telle est l'idée qui inspira aussi toute la vie de Louis Laloy, mort en 1944, et auquel un Chinois rens ici hommage. Telle est aussi celle qui anime cette nouvelle revue, *Présence Africaine*, dont Michel Carrouges salue à son tour la parution.

Dans cette perspective, les chroniques culturelles de France reçoivent une nouvelle lumière, y compris la chronique scientifique, qui s'inaugure aujourd'hui, et que dorénavant nous publierons chaque mois, sous des formes différentes.

LA PREMIERE ANTHOLOGIE SANSKRITE

1. *Maturité des études indiennes.*

On ne sait pas assez qu'il n'y a pas beaucoup plus d'un siècle que le concept d'humanité a pris tout son sens : en 1836 seulement s'achevaient les principaux déchiffrements d'écritures jusque-là perdues ou murées, et les civilisations non méditerranéennes commençaient d'être pensées par l'Occident. Coup sur coup, en cinquante ans, les anciennes langues de l'Inde et de la Perse, de l'Égypte et de l'Assyrie, venaient d'ouvrir leur secret à une ou deux générations de génies philologiques telles qu'on n'en avait plus vu depuis le XVI[e] siècle. Et puis ce fut l'Amérique précolombienne, et la préhistoire.

Je crains bien qu'aujourd'hui le public n'associe même plus au vague souvenir d'un Champollion celui d'un Eugène Burnouf; l'extraordinaire aventure d'Anquetil-Duperron, héros authentique avec qui tout s'était amorcé dès 1771, devra être racontée encore plus d'une fois avant de dépasser les spécialistes. D'autres héros français, du consul Botta, révélateur de Ninive, d'Henri Mouhot, révélateur d'Angkor, combien ont entendu parler ?

A partir de 1852, l'Anglais George Smith parvenait à lire les briques où était gravée, dans la bibliothèque d'Assourbanipal, l'incomparable épopée de Gilgamesh; les textes sumériens, entamant profondément le troisième millénaire avant notre ère, apportaient de quoi réformer nos idées sur la poésie, le langage. la civilisation; et d'abord, quel événement pour l'exégèse ! Mais, parmi les découvertes, la philologie n'a plus celles qui occupent le devant de la scène.

Un livre comparable à celui que publie M. L. Renou[1] eût.

1. Louis Renou, *Anthologie sanskrite*, Payot, 1947, 406 pp.

chez les romantiques, remué Lamartine et Michelet, arrêté Lamennais et Ozanam. A vrai dire, il n'est devenu possible que grâce à la distance où les techniciens ont laissé les simples curieux, et qu'ils ont travaillé à remplir de disciplines strictes. L'indianisme dut traverser d'abord une période d'enthousiastes qu'intéressaient surtout les constructions prématurées; il ne les avait pas recherchés, ils favorisèrent sa diffusion et son progrès, fût-ce à coups de chimères. Il avait hâte — une hâte qui dura — de se constituer son domaine propre; il y est parvenu par un régime patient de grammaire rigoureuse. C'est de cette cure sévère que ressort finalement sous nos yeux une Inde authentique et totale.

M. L. Renou a suivi la même courbe que la science dont il est aujourd'hui le maître. D'abord une ample série de travaux d'approche résolument cantonnés dans la linguistique pure, dans ce qu'on pourrait appeler la littéralité transcendante; presque un refus de viser hors du cercle de la spécialité, comme si la recherche n'y pouvait que déroger ou rompre son vœu. Un jour cependant, comme il arrive à qui profondément a vécu un savoir, il s'est laissé persuader que ces veilles pour quelques-uns pouvaient avoir des richesses pour tous. C'est maintenant par ses mains, c'était déjà en trois publications[2], que d'autres vont suivre, comme une deuxième résurrection de la pensée hindoue : fait qui n'est pas exceptionnel, les premiers chercheurs avaient un peu mêlé au champ de fouilles la terre de déblai; le second travail était de dégager les textes d'idées qu'ils avaient fait proliférer.

Rien ne fatigue la sympathie ou la curiosité comme les repeints des restaurateurs. En face de la littérature hindoue, des lecteurs ont pu souvent être découragés par toute une bourre, où certains des premiers traducteurs palliaient tant mal que bien une connaissance trop courte des valeurs de langage. La nouvelle présentation de l'Inde, contrôlée profondément sur chaque point, assortie de critique textuelle et de discriminations historiques, est un événement.

2. Avant l'*Anthologie*. En 1938, *Hymnes et Prières du Véda* (Adr. Maisonneuve); en 1942, *La Poésie religieuse de l'Inde antique* (Presses Universitaires); en 1946, *Littérature sanskrite* (Adr. Maisonneuve, Delachaux et Niestlé).

2. *La notion de « primitif » et l'âge des textes hindous.*

Le Véda encore une fois est venu prendre par la main le savant du XX^e^ siècle, comme naguère ceux du XIX^e^. L. Renou s'en explique, écrivant dès sa première page : « C'est par la recherche des origines que l'indianisme s'est avéré, s'avérera le plus fécond. » Sans doute se souvenait-il ici de ce qu'il avait déjà signalé[3] : dans la période des ferveurs à la Schlegel, c'était le Véda qui attroupait les espérances romantiques. La grande chance de l'Inde antique, ce fut d'apparaître aux modernes Européens comme l'œuf du monde. Alors n'était pas épuisée la vieille rêverie qui prétendait retrouver les origines de l'humanité, et les retrouver communes à tous les hommes afin de reformer une communauté universelle. La révélation des hymnes védiques parut tout d'un coup ouvrir la route et confirmer l'hypothèse. Les adeptes se précipitaient à proclamer que le sanskrit avait été un donné primitif pur, la suite n'ayant pu être que corruption.

Les monuments littéraires qui nous parviennent de l'Inde avec la qualité de primitifs représentent bien des types achevés, mais probablement déjà retouchés; ce que les romantiques croyaient de la langue peut, du moins, être dit de la doctrine : elle a pu, dans la longue suite des temps, être renouvelée par cette extraordinaire variété et liberté que seule l'Inde aura su faire coexister avec le formalisme le plus raide et méticuleux; cependant ces végétations luxuriantes de systèmes et de commentaires se présentent comme un développement, amplification et parfois contradiction, de données millénaires; non seulement il y a partout une coloration très caractéristique, une façon qui survit de voir et d'exposer, mais une référence à des autorités; il n'est nullement interdit de les tirer sur des voies imprévues, il est nécessaire de s'en réclamer; ainsi une immémoriale histoire spirituelle, où religion et métaphysique ne font qu'une même dogmatique, s'articule en leçons foisonnantes qui se déboîtent les unes des autres à perte de vue. Certaines habitudes occidentales peuvent être offusquées par ces exercices

3. *La Poésie religieuse de l'Inde antique*, introduction, pp. x-xi.

perpétuels, les accuser de jouer loin de la vie : il y a là, pour l'Hindou, besoin et faculté, la forme de vie qui lui est la plus naturelle et ressemblante.

On s'explique, dans de telles conditions, que, pour la croyance, le rituel, la poésie, le premier état puisse apparaître comme le plus haut état. Il reste d'ailleurs que les obscurités de la chronologie, à laquelle l'Inde a toujours été indifférente comme à l'une des plus vaines illusions du monde, ne permettent guère de dire dans quelle mesure nos textes de départ sont déjà des héritages déformés. Ces sortes de questions demeurent des questions, qu'il s'agisse de l'Homère de Pisistrate ou des Livres bibliques rédigés après l'Exil; pour l'Inde elles le demeurent d'autant plus qu'à ses yeux la suite des générations n'a pas de réalité.

3. *Synthèse d'une civilisation.*

Qui dit anthologie dit à la fois sacrifices nécessaires et construction de perspectives. Le principe de choix qui préside ici n'est pas obligatoirement ni premièrement littéraire : c'est que la littérature de l'Inde ne vise pas d'abord à ce que nous appelons littérature.

C'est aussi que ses valeurs d'art, ayant été naturellement les premières connues en Europe, n'ont plus besoin d'être démontrées. Cette fois, le sanskrit n'est pas considéré, selon les vues de l'écrivain européen, comme un trésor de jouissances qui nous changent du grec et du latin; il est envisagé, comme l'ont toujours fait ses possesseurs, dans son tout, ce qui revient à dire : pour ses valeurs de civilisation, — de civilisation close et suffisante.

L'auteur expose une collection dont il n'existait pas d'équivalent. — je parlais d'événement : on le mesure à ce seul titre, une Anthologie sanskrite. Elle ne cherche pas à tirer l'œil sur quelques pièces incontestées ou quelques techniques privilégiées, mais à grouper des coupes pratiquées dans la totalité des domaines où s'est épanoui le génie d'un peuple.

Ajoutons que ce recueil est conçu pour accompagner et illustrer un *Manuel des Études indiennes* dont le tome I est annoncé en même temps : vaste ensemble qui doit, après

cent cinquante ans d'indianisme, procurer enfin un instrument encyclopédique, comme il en existe pour la plupart des philologies. Ce qu'il sera, on l'augure d'après le fascicule de *Littérature sanskrite* publié l'an dernier, — cent cinquante pages seulement, mais on peut y chercher à coup sûr la moindre indication dont on a besoin.

Le même don d'ellipse et de synthèse frappe le lecteur dès qu'il ouvre l'*Anthologie* : les linguistes dignes de ce nom sont de prodigieux virtuoses, et, pour mon goût, parmi les plus émouvants, étant toujours surpris qu'on admire comme une exception ce qui ne leur semble être qu'une honnêteté. Il n'est pas besoin d'avoir beaucoup fréquenté le domaine oriental pour sentir d'emblée combien d'années de questions, de scrupules, d'enquête et de mise au point, chaque phrase résume; nul mot accepté que comme la résolution d'une longue exigence et la fin de toute une histoire; toute affirmation issue de minutieux dosages. De là, des Introductions et Notices extraordinairement denses encadrant tous les extraits; c'est déjà un tableau complet de l'indianisme; et, on n'en sera pas étonné, ce sont toujours aussi les lectures les plus faciles que celles où celui qui sait a si soigneusement pris à sa charge tout le travail préalable que celui qui ne sait pas peut ne pas soupçonner combien de difficultés lui sont épargnées.

Il semble que l'indianisme atteigne là son âge de pleine moisson. Plusieurs fois il s'était trop pressé de le croire. De la première école, celle des idéologues confus, bifurquait pourtant de bonne heure une équipe de purs; l'ère des grammairiens nécessaires s'annonçait dès 1816, année où Franz Bopp, par sa publication initiale, fondait la grammaire comparée. Il faudra néanmoins près d'un demi-siècle encore après Burnouf pour que Bergaigne termine deux nouvelles étapes sans lesquelles rien ne pouvait être sûr : d'une part, rendre maintenant le sanskrit indépendant de ce comparatisme auquel il avait donné naissance et l'étudier à nouveau pour lui-même; d'autre part, traiter les hymnes védiques par les méthodes de la critique textuelle et sociologique, en y distinguant ce qu'un prétendu enthousiasme de primitifs devant les météores véhiculait de préoccupations liturgiques et d'interpolations étagées. Quand, en 1890, Sylvain Lévi succéda en Sorbonne à Bergaigne, on put

apercevoir dans sa leçon d'ouverture avec quelle sévérité le savant allait encore accumuler les précautions devant toute tentation de généraliser avant l'heure, et pourtant par quelle vue, quelle vie panoramiques, il était destiné aux grandes peintures. Occupant à son tour la chaire d'indianisme, L. Renou dut lui-même beaucoup se demander si le moment était enfin venu où, ayant achevé de remonter le courant de la littérature à la linguistique, on pouvait le redescendre : c'est cette opération finale que vient, me paraît-il, dater l'Anthologie, — ouverture d'une ère de synthèse.

4. *Convention littéraire et langue sacrée.*

Le livre dégage deux caractères éminents de la littérature hindoue : d'une part, c'est une tradition; ce qui signifie que, les ancêtres ayant tout su, il ne reste aux descendants qu'à se rapprocher le mieux possible des secrets dont ils leur ont légué des reliquaires; — d'autre part, c'est une admission dans un cycle, religieux d'abord, mais qui organise et commande toute la vie, ses gestes, ses pensées, et où ce que nous appelons littérature n'est qu'un chapitre, mais fondamental, d'un rituel illimité.

« La littérature sanskrite, écrit L. Renou, s'est trouvée refléter l'ensemble de la civilisation indienne. » L'imagination des poètes travaille dans une marge des livres sacrés; on voit cela dans toutes les premières sociétés. La grande différence de l'Inde est que le moyen d'expression est le type le plus exclusif que nous connaissions d'une *langue réservée* : bien qu'on doive admettre l'existence d'un sanskrit parlé, antérieur à celui que nous pouvons lire, nous ne le connaissons que sous une forme plus savante et seulement écrite : imaginez que nous ne possédions du latin que celui de Bembo, Scaliger, Jean Second.

Ce phénomène fait venir à l'esprit bien des réflexions : une langue qui n'est celle que des prêtres et des poètes, quel privilège à enchanter Shelley et Mallarmé ! celle-là du moins n'est défraîchie par aucun usage commercial, ne veut que « perpétuer ». Et toutefois suprêmement accréditée auprès de tout un peuple constitué en une entité religieuse : par son véhicule autant que par son contenu, ainsi la poésie

ne parle que de sacré à des consacrés. Mais un idiome seulement savant et seulement écrit déconcerte toutes ces arrière-pensées que malgré soi l'on conserve sur une poésie naissante en des âges de rhapsodes; tout ce paradis perdu de la poésie où, parole et musique n'ayant pas encore divorcé, nous voulons qu'une fois dans l'histoire la poésie n'ait pas été des ratures dans un cabinet, mais des vocalises de plein air.

La solution est indiquée par une petite remarque de L. Renou, que je souligne et dont j'avoue ne pas épuiser le charme : *Il s'agissait de créer une convention.* Tel a été le constant objectif de l'Inde, et le résultat fut une forme assez prodigieuse de la liberté. Au rebours de nos théories banales, l'effort créateur n'y a nullement visé l'inédit et l'imprévu. Peut-être n'est-il pas malsain pour des hommes d'aujourd'hui de se remettre en mémoire des cas exemplaires où la plus haute et vaste réussite de pensée et d'expression était demandée à une suprême convention.

A vrai dire, l'Inde n'a pas su s'arrêter dans le culte du convenu mieux que nous dans celui du naturel. Au départ, il s'agissait bien de favoriser l'improvisation orale par des formules apprises. Aussi bien pour donner à des chants traditionnels une qualité mnénonique que pour en renouveler sans fin les thèmes, ce que nous avons raison de nommer inspiration avait besoin de codes fixant, enserrant, compliquant les règles de l'expression. Quand j'essaie de me représenter une ère de rhapsodes, je pense à ce type archaïque de poèmes qui affleure encore dans certains terrains comme une couche de roche primitive : l'improvisation alternée. Lönnrot récoltant, il n'y a guère plus d'un siècle, les copeaux du *Kalevala* finlandais, assistait aux dialogues de récitants accouplés, chacun à son tour lançant un hémistiche que l'autre devait aussitôt compléter; ce jeu continue d'être pratiqué en certains pays d'Asie, notamment en Annam; Marcel Granet l'a retrouvé dans les Chansons chinoises des Royaumes, il les comparait à l'admirable *Cantique de Bethphagé*, où Hugo semble ranimer le souffle du Cantique des cantiques.

On n'imagine de tels exercices que si les virtuoses disposent d'un lot de formules rituelles, analogues, sur un plan supérieur, aux chevilles de nos bouts-rimés ou aux passe-

partout des chansonniers qui improvisent dans les cabarets. Ces pratiques, dois-je m'en accuser? me rendent compte enfin de ce que l'art poétique gréco-latin appelle des « épithètes de nature » : elles m'expliquent la mosaïque de clichés dont Homère est pavé; c'est un tout-fait qui permet à l'inspiré de ne pas laisser de blancs jusqu'à ce que lui arrive ce qui n'aura été dit que par lui; un automatisme extérieur entraînant à nouveau le moteur interne.

Mais la commodité de versificateurs n'est pas ici la question : telle façon d'exprimer, consistant à la fois en mots voués à un certain office et en une numération liturgique de sons, est affectée indissolublement à tel ordre de pensée; une règle de vie, d'une vie supérieure à celle du vivant isolé, les rend inséparables. Les éléments du langage, par-delà leurs valeurs d'usage courant, charrient des valeurs d'usage sacré. Tandis que nous croyons voir le poète y recourir pour se donner du temps, lui-même y recourt pour se faire renouveler une investiture sur les choses et les souffles; ils interviennent pour le munir de séries ininterrompues de vocations, le reliant tout ensemble et à lui-même et à la communauté et à la puissance providentielle.

Du moins est-ce la plénitude de sens que je crois apercevoir dans ce que L. Renou appelle « une sorte de foi dans le langage ». Ainsi ne sera-t-on pas surpris que, non pas seulement les récits sur les dieux et les héros, mais aussi bien l'histoire humaine (ou ce qui en tient lieu), le droit même, et tout savoir, apparaissent dans l'Inde antique en des textes versifiés. C'est une question d'efficace. La prosodie, pour les premiers du moins qui la manient, n'est pas un après-coup, mais un avant toutes choses.

Ce sanskrit, étant langue réservée, n'est donc pas ce que nous appelons une langue vivante; on peut dire cependant qu'il est le contraire d'une langue mortelle; c'est d'une vie formellement assez immobile qu'il participe, mais d'une vie la plus spirituellement agissante en un peuple et ses porte-parole. Le seul fait qu'un homme en use ne laisse déjà plus l'auditeur libre à l'égard d'un commandement. Mais la commande que les Hindous attribuent au langage sur tous les actes de la vie se retourne contre eux : l'instrument du savoir communique au savoir son statisme; tous deux sont tributaires ou du même parti pris ou de la même fata-

lité qui, vus de l'intérieur, sont une foi. Ici commence le risque des piétinements de scoliastes et des raffinements de classificateurs.

Le premier aspect de la littérature hindoue est tout ensemble frappant par ce qu'elle a de proliférant, de démesuré, et par ce qu'elle a de réitéré, de ressassé. Soit que vous suiviez page après page le fil de l'*Anthologie*, soit que vous l'ouvriez à votre fantaisie, vous pouvez être de même et sans fin effrayé par les ressources dont dispose l'Inde pour rhabiller toujours les grands sujets et y égaler gravement les plus menus, ou émerveillé par la prodigue nouveauté qui les lui fait trouver toujours aussi jeunes.

Encore L. Renou doit-il faire observer que « cent cinquante ans d'exploration patiente sont loin d'avoir épuisé les richesses ». Du reste, à en croire les Hindous, presque tout ce qui nous est parvenu ne serait encore que « des remaniements, des abrégés ». Sans doute, d'aucun antique nous n'atteignons jamais que des expurgés par des Pisistrates suivis d'alexandrins et de byzantins. En dépit de tout, la contribution de l'Inde à la littérature universelle surgit, s'épanouit, comme un énorme reste de forêt primitive écrasant de sa masse les petits carrés des jardins classiques. Maintenant nous pouvons en prendre une vue synthétique : devant les Védas, le romantisme criait à une « Bible aryenne », la présente *Anthologie* nous met plus exactement en présence d'un corps de textes qui rappellent les codes sacrés ayant leur Lévitique, leur Deutéronome et leurs Talmuds à côté de leur Genèse. L'éblouissement des romantiques n'avait pas tort : il y a entre les faits humains le fait-Inde, qui reste sans commune proportion avec leurs métrages. Depuis qu'il est revenu dans le répertoire des hommes, l'idée que les hommes se font des possibilités humaines s'est déplacée[4].

5. *Le foisonnement dans l'unité.*

On a longtemps parlé du miracle grec : il y a un prodige hindou. D'abord dans l'exceptionnelle agilité avec laquelle

4. Le *Mahâ-Bhârata* compte 90.000 versets (*çlokas*), le *Râmâyana* 24.000. Ces chiffres ont fait rêver le Lamartine de *La Chute d'un Ange*, le Hugo de *La Fin de Satan*.

les grandes époques font jouer une sorte d'imagination métaphysique dans des cadres apparemment uniformes. Un pouvoir de traduire un objet de contemplation par une mise en scène et une mise en mythe se donne cours avec la générosité d'un phénomène naturel. Dans l'ornementation légendaire comme dans la broderie dialectique le dernier mot n'est jamais dit.

Les deux fécondités semblent faire œuvre commune. L'*Anthologie*, qui en multiplie les exemples typiques, les tire, soit des Védas mêmes, soit des Upanishad et des Brâhmana qui en développent très originalement l'enseignement; sous nos yeux repassent les aspects nombreux d'une même richesse : traductions de haute doctrine en un romanesque spontané, dialogues infinis entre maître et disciple, énumérations impératives de tout un dogmatisme empirique. Les floraisons d'épisodes symboliques ne coûtent pas d'effort, l'interrogation perpétuelle sur des points de controverse n'épuise ni la question ni le questionneur. Le principe de jugement n'apparaît pas, comme dans l'hellénisme, lié à des idées de frein et de mesure; tout art postulant cependant une loi de proportions, celle qui s'applique ici semble adapter au contraire le moins au plus, — reconnaître la voix de la vérité, non pas dans la formule lapidaire, mais dans la profusion des termes et des évocations, — consentir une mollesse de contours si c'est une élasticité pour l'invention. Il y aura toujours une face des problèmes que la surabondance n'aura pas fini de ne pas cerner par des définitions ou d'animer en chapitres de légendaire.

Impression que guident et confirment les admirables Notices en nous renseignant sur ces générations indéfinies de textes, sur les contacts entre mythique, éthique, liturgique, sur les mélanges des apports les plus divers : les immenses Purâna, par exemple, « véritables encyclopédies », ne portent pas seulement tous les ordres de connaissance et bien des marques de sectes, mais des additions de circonstance imaginées autour des pèlerinages, des survivances populaires, et l'on y décèle les signes d'un âge relativement récent, mais la tradition les place près des Vedas et l'on ne sait s'il y eut un modèle archaïque.

L'auteur de l'*Anthologie* offre, en somme, au lecteur occi-

cental un « Tout ce qu'il faut savoir de l'Inde » qui n'aurait pas été organisé autrement si le plan eût été d'offrir à un Hindou un « Tout ce qu'il faut savoir ». L'ouvrage suit verticalement le cours historique de tous les genres littéraires et scientifiques; mais aussi, en dehors du temps, et comme sur un plan horizontal, on fait, par les œuvres et les procédés, le tour de l'énorme bloc, successif seulement à nos yeux occidentaux, de la pensée hindoue.

Ce sont vingt chapitres, dont les trois premiers réclament de droit la moitié presque du volume pour la littérature védique avec toute sa libre postérité d'épopées et d'exégèses.

Une règle judicieuse a été de se limiter le plus possible pour ce qui était déjà suffisamment connu. Sans nullement exclure, cela va de soi, les sommets du génie hindou : voici la fameuse Kena-Upanishad d'où Hugo a tiré *Suprématie* pour *La Légende des Siècles*; de la Katha-Upanishad, le sublime Dialogue du Jeune Homme et de la Mort. Voici, des grands poèmes, les morceaux qui laissent des images inoubliables : Scène du Jeu, où le prince Youdhishthira perd sa femme Draupadî, — début de la célèbre *Bhagavadgîtâ* où le héros Arjouna avant de combattre se demande s'il a le droit de tuer (Mahâ-Bhârata). Ce qui est retenu du Râmâyana, moins abondant, n'est que du tout premier ordre; on peut se donner le plaisir, pour des fragments souvent cités comme les adieux de Sîtâ, la mort de Yajnadatta, la Descente du Gange, de comparer la nouvelle traduction, ferme, colorée, exempte de toute bavure, avec celles du XIX^e^ siècle. L'auteur ne manque pas de faire observer que cependant la grandeur antique du Mahâ-Bhârata a déjà perdu de sa pureté dans le Râmâyana où s'annonce le classicisme des cours. Ceci dit, quel sujet d'émerveillement, l'un et l'autre poème qui réussissent tout ensemble à être œuvres d'art suprême et textes religieux d'une autorité incontestée !

D'ailleurs les grands épisodes sont ici reliés par un jalonnement de prescriptions et d'axiomes rappelant constamment qu'on est devant un corps de doctrine. L'inévitable contre-partie de la conception anthologique est de restreindre la part des lectures longues : on ne peut faire tenir en quatre cents pages serrées tout un monde, et encore le donner toujours en larges découpures. C'est alors un heureux palliatif d'insérer résolument des colliers de préceptes entre

les draperies des grands hymnes et des doctrines. Puisqu'il ne s'agissait pas d'insister sur des chefs-d'œuvre déjà connus pour tels, mais de constituer une Somme, il n'était pas simple, et c'est une réussite, d'étaler toute la grandeur de l'Inde, non sans en laisser voir le revers de pratiques infimes, tout le domaine des talismans et des horaires.

Je me reproche d'avoir failli regretter que l'ouvrage ne reproduise pas l'épilogue du Mahâ-Bhârata, où Youdhishthira refuse le paradis si son chien n'y peut entrer avec lui. Mais M. L. Renou révèle un bien autre trésor : cette légende du « Roi Vipaçcit aux enfers », dont le héros refuse, lui, de quitter l'enfer tant qu'il y restera des damnés après lui, et à cause de ce refus ils en sont délivrés par lui avec lui.

6. *Haute méditation et pratiques rituelles.*

Trois compartiments (Tantras, Dharma, Yoga) nous font accéder à ces étroits et interminables recueils de formules régissant toute la vie religieuse et sociale; — mais appliquer à telle partie l'étiquette religieuse ou sociale, c'est fausser le reste : il n'y a rien qui ne se réclame de ces deux titres.

Plus pullulantes encore que les strophes des épopées, les écoles philosophiques sont évoquées abondamment par leurs aspects et raisonnements essentiels; ce n'était pas là non plus une tâche trop simple : les ramifications des systèmes avoisinent la capillarité, les contraires se succèdent; les doctrines sont impératives, et les interprétations des adeptes illimitées, les interrogations des apprentis effrénées. Et partout semble se dégager une propriété, entre autres, de l'esprit hindou, qui est de fondre immédiatement une foi unitaire avec une dialectique animiste.

Le Védânta, la Mîmâmsâ, le Sâmkhya, sont des noms avec lesquels les mémoires occidentales ont été un peu familiarisées, du moins, par les aventures syncrétiques qui s'autorisent de Ramakrishna et Vivekananda. On trouvera ici de sûres références venant à point pour guider, au travers des confusions répandues, les esprits soucieux de vérifications; les choix et les historiques mettent en lumière les deux vertus signalétiques de la sagesse hindoue : ce pouvoir d'expliquer l'abstrait par le mythique, qu'on serait tenté

de rattacher à la faculté de fabulation découverte par Bergson (lequel, d'ailleurs, marquait sévèrement les limites du mysticisme hindou), — et le pouvoir de pousser analyse et controverse ontologiques jusqu'aux plus fines radicelles.

D'autant plus parlante apparaît la juxtaposition des menues recommandations sur les attitudes à observer pour devenir ou demeurer le penseur qui pense telle chose de telle façon avec telle intensité; il faut accepter un climat où, sans transition, on passe de considérations sur les rapports de Dieu avec la Création à des recettes pour expier le meurtre d'un brahmane ou pour opérer la cataracte; une subtile et forte soudure entre tous les domaines peut se montrer, par exemple, dans la symbolique des Tantras autour du thème des Lotus, ou dans le voyage surnaturel qu'au travers du corps humain la *Kundalinî*, endormie comme un serpent au bas du tronc, doit suivre jusqu'au sommet du crâne pour s'échapper vers Çiva.

Sur la théorie des moyens d'expression, grammaire, lexicographie, métrique, dramaturgie, poétique, musique, même minutie que rien ne décourage; et toujours arrière-vision d'une totalité, par où les plus hauts problèmes sont liés au choix d'une syllabe, à une suite de sons ou de rythmes. Toute l'illusion, ainsi, de la vie individuelle et universelle, suspendue à de savantes arithmétiques commandant des magies. Rien ne saurait se situer en dehors : et voici les catégories de la politique et de l'économie, des mathématiques, de l'astronomie, de l'astrologie et de l'alchimie, de l'histoire et de l'épigraphie, de la médecine. Il y a même un chapitre, et dont on sait toute l'importance doctrinale et les prolongements, sur l'érotique.

L'ensemble peut avoir de quoi nous dépayser. Il faut lui reconnaître un aspect extraordinairement organisé, cohérent par-delà ses formes de tourbillon, ses familiarités avec le vertige, ses surenchères de rêverie et d'analyse. Spectacle, donné ici pleinement, d'une unité de vie dont je ne sais s'il y a beaucoup d'exemples. Que la vie atteigne à une admirable unité dans telles âmes fortes et privilégiées, cela s'est vu, et beaucoup, en Occident : tel y a été l'objectif suprême. Mais l'unité de vie saisissant le nouveau-né comme une organisation préalable, normale, à laquelle autour de lui nul n'est soustrait, l'unité de vie réalisée pour une immense

communauté non pas momentanée mais immémoriale, et avec ses cadres immuables, c'est un phénomène qui mérite réflexion.

La rançon en a été un formalisme dont les ramifications se perdent dans les sables. Quand l'Occidental s'entend reprocher par l'Hindou d'échouer à une contemplation qui contraigne le total de ses actes et l'universalité de ses frères, il se demande quel état cette autre forme de spiritualité laisse à l'âme; il interroge cette autre homogénéité où l'épuration est échelonnée au long de degrés apparemment fort matériels.

Pas plus pour la personne que pour la société, la notion de progrès, d'avancement, de cheminement, ne semble compatible avec ce monde (du moins jusqu'aux premiers contacts avec l'Europe) : il ne la comporte que sous la forme de la réitération. Partout des ajoutés à des additions dont on ne sait pas le premier bout. Mais que tout cela fasse un monument sans pareil, l'*Anthologie* nous en donne le saisissement. Jusqu'au siècle dernier, tous les siècles européens l'avaient à peu près ignoré. A présent nous avons devant nous un instrument de mesure et d'escalade pour le massif le plus vertigineux de la géographie humaine.

Raymond Schwab.

LOUIS LALOY
(1874-1944)

Longtemps, j'ai pensé consacrer à mon maître Louis Laloy un long essai pour présenter à mes compatriotes ce grand ami de la Chine. Sans doute, là-bas, on n'ignore nullement sa notoriété, mais je crois l'avoir connu mieux que de nom. Et si j'entreprends d'écrire sur lui, ce sera en même temps pour avouer ma part de dettes envers le maître qui, sans se guinder dans sa grande érudition, restait essentiellement un sincère poète. C'est là un type d'écrivain assez rare, je crois, et qui ne mûrit nulle part aussi bien que sous le soleil béni de l'intelligence française. Le malheur a voulu que j'aie différé ce travail de piété jusqu'au jour où l'on m'annonçait brusquement la mort de celui que je vénérais : Louis Laloy s'était éteint le 5 mars 1944, à Dôle (Jura), après une brève maladie, à l'âge de soixante-dix ans. Il est temps encore pour un Chinois de rendre un hommage à son souvenir...

Mon témoignage sera uniquement personnel. Notre dernière entrevue date de fin avril 1940, à Paris. Pendant les années sombres de l'occupation, délaissant ses postes de secrétaire général de l'Opéra, de professeur d'histoire de la musique au Conservatoire et professeur de littérature chinoise à l'Institut des Hautes Études chinoises (Sorbonne), Laloy se tint loin du tumulte dans sa retraite laborieuse de Rahon. D'où il m'écrivait en décembre 1942 : « Je reste ici jusqu'à nouvel ordre... J'ai plusieurs livres à faire, dont deux sur la Chine, mais ne me presse pas, car les éditeurs qui me les ont commandés manquent de papier. »

***

Il est des hommes dont la pensée généreuse se refuse à rester prisonnière entre les hautes montagnes qui entourent leur village natal. Un des traits essentiels de Louis Laloy, ce Jurassien, est sans doute son cosmopolitisme. La Chine n'a pas été son seul thème de méditation, mais de toute évidence, il faisait d'elle son climat préféré. Tôt, il avait entrepris un voyage en Grèce, puis, en automne 1931, il fit un séjour de plusieurs mois en Chine. Ces deux voyages, il les avait faits en poète. Pendant son séjour à Changhaï, à Nankin et à Péking, il prenait de nombreux contacts avec les milieux artistiques et littéraires chinois. Né en 1874, soit deux ans après la mort du poète des *Emaux et*

Camées, Louis Laloy touchait de près le monde parnassien; cependant son exotisme était très différent de l'amour du pittoresque en vogue à cette époque. Il serait faux de le prendre pour un simple dilettante; par son cœur de poète et par ses études méthodiques, il se rattache à l'humanisme de la plus haute tradition. On ne sait depuis quand la Chine le tenta; élève de l'École Normale Supérieure à l'âge de dix-neuf ans, Laloy commença presque en même temps que son programme d'agrégation, l'étude de la langue chinoise, à l'École des Langues Orientales. C'était là sans doute pure folie aux yeux de ses amis les normaliens, car l'institution de la rue de Lille n'était guère fréquentée que par de futurs exploiteurs de colonies. Or cette folie de « chinoiserie » devait par la suite absorber tellement le jeune normalien peu banal que les milieux littéraires du Quartier Latin allaient jusqu'à lui décerner ce titre ironique : « le Chinois ».

L'enthousiasme de Louis Laloy pour la Chine n'était pas du tout un caprice de mode, comme cela peut être le cas chez d'autres écrivains étrangers. Jeune étudiant, éminemment doué et ardent au travail, il avait su trouver à côté de ses nombreuses occupations scolaires et de ses non moins nombreux projets d'homme de lettres, le temps d'acquérir une solide connaissance de la langue et de la littérature chinoises. Dès lors il ne devait plus cesser d'y trouver la source de ses inspirations. D'une constance admirable, il donnait au monde, entre ses publications de musicologue ou d'homme de lettres, des ouvrages sur la Chine. Ce sont des traductions et des créations poétiques d'inspirations chinoises, une étude : *La Musique Chinoise* (Paris, Laurens, 1912) et des impressions de voyage. Son dernier livre, *Trois Drames de l'Asie*, duquel il a pu encore voir la publication en Suisse tout récemment, comprend, hormis une pièce d'inspiration hindoue, deux drames tirés des auteurs classiques chinois.

***

Son amour de la Chine n'était pas non plus d'ordre simplement littéraire. On n'oublie pas son ardente participation à la campagne en faveur de la cause chinoise. Depuis l'automne 1937, début des hostilités en Chine, jusqu'à l'automne 1939, au moment où la guerre éclata en Europe, l'écrivain sexagénaire ne négligea rien pour défendre une cause amie : articles, conférences, manifestations... Tant d'activité politique et, qui plus est, destinée à soutenir un pays étranger, de la part d'un personnage notoire, savant, écrivain de talent et de goût, secrétaire général de l'Opéra et professeur d'Université, semblait, aux yeux des Parisiens, bien insolite. Car, en ces temps-là, la cause de la Chine était soutenue presque uniquement par les groupements politiques de gauche, en France comme ailleurs. Naturellement, ceux qui, par générosité d'âme, défendaient la cause chinoise étaient alors soupçonnés de « communisme ». Mais Laloy s'en moquait. Il continuait à paraître sur les estrades d'honneur dans les meetings populaires organisés en faveur de la Chine envahie. Combien ce fut émouvant pour nous de voir l'homme de lettres prendre la parole dans une de ces im-

menses salles parisiennes, bondée de manifestants ! Ses gestes, sa voix ainsi que l'élégance de son discours étaient trop fins pour dominer la masse. Tous ses charmes discrets de poète semblaient se noyer dans l'immensité de la salle, devant l'indifférence d'un auditoire tumultueux. Pourtant un silence soudain se fit dès que ce lettré aux épaisses lunettes, aux cheveux grisonnants et d'allure presque timide, monta à la tribune. La foule fut comme médusée par je ne sais quoi de mystérieux émané du cœur de l'orateur qui était l'incarnation même d'une noble et ardente passion humanitaire.

De telles scènes nous avaient plus d'une fois fait penser à un autre écrivain et fin lettré français : Anatole France. Lui non plus n'avait pas hésité, dans ses dernières années, à prendre part aux manifestations collectives en faveur des causes justes. Bien d'autres poètes dignes de ce nom ont fait preuve, dans leur vieillesse surtout, de leur humanisme actif, et cela n'empêche pas qu'ils aient été jusqu'alors des ermites de la Tour d'Ivoire. Sans doute, leurs longues méditations et leur conscience d'artiste ont, vers la fin de leur vie, fini par les persuader que le destin de l'Homme pèse après tout un peu plus lourd que le culte du Beau.

Nous considérons l'humanisme agissant de Louis Laloy comme la suite logique du cosmopolitisme de sa jeunesse. Il avait commencé par s'intéresser à la musique et à la littérature chinoises et, pour finir, s'était attaché réellement aux êtres et à la destinée de ce pays. Cette dernière tendance s'affirma surtout après son voyage en Chine. *Le Miroir de la Chine* (Desclée de Brouwer, 1935), monument de cette lointaine randonnée, est sans doute le plus important de ses ouvrages sur notre pays. C'est un récit de voyage, mais d'une forme peu commune. En guise de prélude, on trouve une très belle traduction d'un poème chinois ancien, *L'Appel au Revenant*, de Song Yu. Il est difficile de deviner la raison exacte pour laquelle un carnet de voyage commence par un chant funéraire archaïque. Mais nous croyons voir là un trait caractéristique de l'art du maître qui ne voulait point limiter sa haute contemplation par la notion artificielle de temps. Avant d'aller là-bas, il s'était déjà familiarisé, grâce à son érudition, avec la Chine antique qu'il ne cessa d'entrevoir, durant son séjour en Chine, à travers les aspects actuels d'un grand pays en plein effort de modernisation. Avec de telles données, Laloy a fait de ses notes de voyageur un beau poème où le passé s'harmonise avec le présent. Mais combien on est loin de l'époque du pittoresque facile de tous ces rêveurs ambulants de la lignée de Pierre Loti ! Le poète du *Miroir de la Chine* n'est pas une dupe, ni un naïf, encore moins un faiseur de faux tapis d'Orient. Bien que son voyage ait un caractère essentiellement artistique, le voyageur voit plus loin dans la réalité chinoise qu'un journaliste hâtif. Loin d'être un éloge idéalisé, son livre ne cache point les déceptions. Mais, lorsque perce une pointe d'ironie, les charmes d'un style discret, fin et subtil donnent aussitôt la contre-partie. Pour Laloy styliste, le *Miroir* est certes un document de première valeur. Car enfin, il est toujours avantageux d'avoir connu l'écrivain pour pouvoir apprécier le mérite de son style. Nous avons rarement connu d'hommes intelligents chez qui la richesse d'esprit

s'associe à la bonté du cœur avec tant de profondeur que chez Louis Laloy.

*
**

C'était en 1938. Un jour, dans un petit café tranquille de la rue des Écoles, où il avait l'habitude de réunir, à la sortie de ses cours, quelques-uns de ses élèves pour bavarder, le maître nous dit en substance : « Oui, à mon âge, je puis vous dire qu'en fin de compte ce que j'aime en musique comme en littérature, c'est encore le naturel. »

Plus d'un observateur a tenté d'expliquer au monde la vérité chinoise. La partie « chinoise » de l'œuvre de Laloy tend naturellement, elle aussi, à percer ce « mystère ». Que vaut donc son témoignage ? Des sept ou huit ouvrages qu'il a consacrés à la Chine, un seul est une étude, *La Musique Chinoise*, le reste comprend des traductions et des créations poétiques d'inspiration chinoise. Laloy ne fait pas figure de sinologue dogmatique. Il aborde la Chine en poète. Et c'est là, je crois, le meilleur moyen de nous comprendre. Cependant sa fantaisie poétique ne quitte jamais la base sérieuse qui est sa connaissance méthodique de la langue et des belles-lettres chinoises. Sa résidence parisienne, avenue Mozart, abritait dans un recoin discret une riche et intéressante bibliothèque chinoise dont les volumes dans leur gaine de toile bleue couvrent de leurs lignes verticales les trois quarts du mur. Et, dans son cabinet de travail, on peut voir accroché au mur, au-dessus d'un divan très bas, un curieux dessin qui fait penser à un dragon irrité : c'est un caractère chinois stylisé, tracé par une main étonnamment vigoureuse, représentant une amulette taoïste. Un tel décor serait plutôt inattendu dans le cabinet de travail d'un lettré chinois. Mais le taoïsme est d'une importance captivante pour le poète-sinologue français.

Si le domaine que Laloy a exploré dans la littérature chinoise est vaste, son attention s'est pourtant concentrée sur un seul point : l'esthétique taoïste. Hormis *Le Chagrin au Palais de Han*, drame historique, toutes ses traductions et adaptations des œuvres chinoises ont trait au taoïsme. La mythologie taoïste l'a intéressé à un haut point. Nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de discuter avec le maître au sujet du taoïsme. Il se riait des idées que nous lui avions exposées comme répondant au pur conformisme des professeurs chinois. Laloy avait là-dessus ses idées à lui, ses découvertes. Il y voyait non seulement une religion, une philosophie, mais un système de vie qui caractérise certain côté de la culture chinoise. La littérature chinoise, comme on le sait, est profondément influencée par la pensée de Lao-tseu et de Tchouang-tseu. Les plus grands poètes chinois, un Li Tai-pei, un Tao Tsien, se révèlent tous apologistes du taoïsme. Si le ciel avait voulu lui accorder le temps suffisant, le traducteur des *Légendes des Immortels* (Paris, Messein, 1922) et du *Rêve du Millet Jaune* (Paris, Desclée, 1935) aurait pu ordonner ses idées sur le taoïsme dans une étude systématisée. Pour les intellectuels chinois comme pour l'étranger, c'eût été un bienfait inestimable.

Les traductions et les adaptations de Laloy sont d'une perfection

qu'il sera difficile de dépasser. On sent chez lui un sens inné de la langue et du tempérament poétique chinois. Son travail atteste une connaissance et une compréhension pénétrantes de notre sensibilité et de notre littérature. Car la connaissance et la compréhension ne vont pas toujours de concert, l'une étant avant tout une affaire d'intelligence et l'autre, de cœur. Il en résulte que beaucoup connaissent très bien la Chine sans toutefois la bien comprendre. Pour la Chine, la perte de Louis Laloy fut irréparable.

Lo Ta-kang.

Livres de physique

I. — Physique nucléaire et énergie atomique

L. de Broglie : *Physique et Microphysique*, 365 pp. Albin Michel, 270 fr.

A. Berthelot : *De l'atome à l'énergie nucléaire*. 256 pp. Corrêa, 1947.

R. Richard-Foy : *Voyages interplanétaires et Énergie atomique*, 77 pp. Albin Michel, 80 fr.

M. E. Nahmias : *Le Cyclotron*, Préface de F. Joliot, 254 pp. *L'Énergie atomique et son Utilisation militaire*, 282 pp. Éd. Revue d'Optique théorique et continentale.

L. Leprince-Ringuet, M.-A. Tonnelat, etc. : *Le Méson. Aspects théoriques et expérimentaux*, 192 pp. Éd. Revue d'Optique théorique et instrumentale.

Comme *Matière et Lumière*, puis *Continu et Discontinu en Physique moderne*, le présent livre de L. de Broglie est une réunion d'études concernant les sujets actuels de la physique nucléaire. Certaines d'entre elles sont plutôt scientifiques, et nous avons alors des exposés d'une lumineuse sobriété, telle cette synthèse de nos connaissances actuelles du noyau atomique placé en tête de l'ouvrage; d'autres prennent davantage l'allure philosophique, ainsi le chapitre intitulé : « Les révélations de la microphysique », qui donne une remarquable vue d'ensemble sur les modifications que les théories actuelles imposent aux notions de la cosmologie classique. Les bergsoniens liront sans doute avec intérêt le chapitre IX. Lorsque, pour finir, il médite sur le grand fait de la désintégration atomique et les perspectives qui en résultent pour l'avenir de l'humanité, M. L. de Broglie fait preuve d'un jugement assez réservé, nous donnant pour conclusion cet avertissement sérieux : « Dans l'œuvre de la science, l'homme a su montrer la force de son intelligence : s'il veut survivre à ses propres succès, il lui faut maintenant montrer la sagesse de sa volonté. »

Il est nécessaire de renouveler à un rythme extrêmement rapide les livres d'initiation à la physique atomique. Nous avions eu, voici dix ans exactement, le remarquable *Vie et Transmutation des Atomes*, de M. J. Thibaud. Le livre de M. Berthelot tient compte du chemin parcouru en de si brèves années et permet d'en apprécier l'immense importance. C'est un petit livre clair, substantiel, bien approprié à qui veut prendre une vue d'ensemble du sujet et tout à fait recommandable à cet égard. Tout au plus pourrait-on souhaiter l'illumination de toute cette matière par quelques vues d'ensemble denses et simples, unifiant intelligemment la profusion des faits, tels les raccourcis auxquels excelle pour sa part M. L. de Broglie, et dont il nous a laissé de si magistraux exemples dans le premier tome de *De la Mécanique ondulatoire à la Théorie du Noyau*.

Le petit opuscule de M. Richard-Foy se tourne franchement vers l'avenir d'aventure que nous ouvre la faculté de libérer l'énergie atomique. La fission de l'uranium rend-elle possible dans un proche avenir les voyages interplanétaires ? De rapides calculs obligent déjà d'en rabattre sur les rêveries flatteuses de certains journalistes de la science. Nous sommes peut-être assez proches de pouvoir envoyer un projectile dans la lune. Le voyage aller et retour de la terre à la lune est déjà une perspective plus lointaine, bien que peut-être point tout à fait irréalisable. Quant au voyage de planète à planète, elle semble demeurer hors de la portée des moyens fournis présentement par l'énergie atomique. M. Richard-Foy pense par contre que nous pourrions bien être assez vite fixés sur la possibilité d'une aviation hyper-stratosphérique utilisant cette forme de l'énergie.

Rappelons l'existence d'une traduction des principaux rapports anglo-saxons publiés sur l'énergie atomique (en particulier le fameux « rapport Smyth »). Son auteur, M. M. E. Nahmias, a fait là œuvre utile. Du même auteur et aux mêmes éditions, une claire et substantielle monographie sur le cyclotron, instrument fondamental des actuelles recherches de la physique nucléaire. Aux mêmes éditions encore, l'intéressant ensemble d'études expérimentales et théoriques réunies sous l'initiative et la présidence de M. L. de Broglie et concernant la particule appelée désormais « méson », met l'esprit bien au courant des acquis de base en ce domaine où l'effort des faits nouveaux se poursuit d'une cadence extrêmement rapide.

II. — Cosmologie générale

P. Couderc : *L'Achitecture de l'Univers*, 136 pp. 3e édition revue. G. Villars, 1947, 190 fr.

H. Mineur : *L'Espace interstellaire*, 274 pp. Collection « Science vivante ». P. U. F., 1947, 220 fr.

A. Dauvillier : *Genèse, Nature et Évolution des Planètes*, 345 pp. (A. S. I., n° 1.031.) Hermann, 1947, 950 fr.

G. Lemaître : *L'Hypothèse de l'Atome primitif*, 201 pp. Éditions du Griffon, Neuchâtel.

P. Labérenne : *L'Origine des Mondes*, 337 pp. Éditions Hier et Aujourd'hui, Paris.

L'Architecture de l'Univers est exactement le livre dont le lecteur non spécialiste a besoin pour s'initier aux données actuelles de la science des étoiles et aux idées modernes sur la configuration globale du monde tel que le révèle l'astronomie. Le changement introduit dans les perspectives cosmosoniques par les théories de la « chronologie courte » (évolution des configurations stellaires de l'ordre de quelques milliards d'années au lieu d'être de l'ordre du trillion d'années) est fort bien marqué.

Le livre d'H. Mineur traite plus techniquement d'un sujet plus limité : celui de la matière interstellaire dans l'espace intérieur à la galaxie : nébuleuses, nuages absorbants, etc. L'ouvrage reste, malgré tout, d'accès facile et comble une lacune avec beaucoup de clarté dans l'exposition.

Le gros ouvrage d'A. Dauvilliers, qui vient de prendre place dans l'admirable collection des Actualités Scientifiques et Industrielles, est à mi-chemin entre l'analyse bibliographique et la synthèse originale achevée. C'est une mine de documents et d'idées. Trois grands ordres de questions y sont abordés : 1° formation du système solaire, expliquée au moyen d'un ingénieux ajustement de la « théorie des marées » (deux filaments de matière émis par le soleil lors du passage de l'étoile perturbatrice, d'où formation de planètes « jumelles », fusionnant ensuite pour donner naissance aux actuelles planètes avec leurs satellites); 2° évolution physique des planètes, terre en particulier; 3° genèse de la matière vivante, sujet qui donne lieu à la reprise de la théorie et des hypothèses déjà exposées, il y a cinq ans, dans un fascicule de la même collection (A.S.I., 917). Malgré son caractère technique, le livre n'est pas trop difficile à lire. Il ouvre des perspectives séduisantes. Mais peut-être écarte-t-il trop rapidement certaines possibilités théoriques. En voici deux exemples. L'idée d'une origine du système solaire par condensation d'une nuée cosmique a été renouvelée récemment par Weizsäcker, puis Chandrasekhar : or, ces travaux sont tout juste mentionnés. De même, les très intéressants développements de la théorie relative à la genèse de la vie, qu'on nous propose de concevoir comme une phase de l'évolution géo-chimique, appellent-ils une mise au point. Celle-ci serait, pour une part, d'ordre scientifique (la formation de grandes masses de matières organiques antérieurement à l'éclosion de la vie reste encore passablement hypothétique) et, pour une part, d'ordre philosophique (quel qu'il soit, le fait de la biogenèse a la valeur d'une indication sur les virtualités de la matière antérieurement à l'apparition de la vie). Ceci dit, on ne peut méconnaître l'apport très substantiel de l'ouvrage.

Les hypothèses cosmologiques tirées des principes relativistes ont deux succès à leur actif : elles permettent de concevoir un monde globalement fini bien que sans avoir de limites spatiales comme en a une enceinte fermée de notre espace intuitif — succès logique dû à l'application à la physique des géométries non euclidiennes; elles permettent en outre d'expliquer par l'expansion de l'espace, due à la présence en lui de matière, le phénomène de la réunion des nébuleuses — succès qui intéresse plus directement l'ordre des évidences expérimentales. Le chanoine Lemaître a eu l'idée de combiner la théorie de l'expansion de l'univers aux conceptions relatives à la radioactivité. L'hypothèse de l'atome primitif en est née. L'état actuel de l'univers s'originerait à un état initial, assimilable à celui d'un formidable atome unique, isotope du neutron, se désintégrant ensuite pour donner, à une cadence assez rapide (chronologie courte), naissance aux formations cosmiques que nous pouvons observer aujourd'hui :

« Nous sommes conduits à une image de la nébuleuse primitive assez différente de l'idée que s'en faisait Laplace. Il ne s'agit plus d'une sorte de nuage se condensant lentement comme nos nuages terrestres se transforment en brouillard et en pluie. L'expansion rapide de la nébuleuse primitive ressemble plutôt à la fumée dispersée par quelque colossale explosion, par une sorte de gigantesque feu d'artifice ayant dispersé, en même temps que l'espace, la matière primitivement condensée. »

Vision grandiose, imprécise encore en certains points, mais infiniment suggestive. Cinq captivantes conférences, de dates diverses, réunies par leur auteur dans ce petit livre, nous donnent le plaisir de l'assimiler en suivant les divers fils conducteurs de cette intuition heureuse, dont la cosmologie scientifique retiendra sans doute beaucoup. Il resterait peut-être à s'expliquer sur quelques arrière-plans philosophiques, tel l'argument par lequel l'auteur (pp. 36 et 45) entend trancher la question de la réalisation ou non de l'infini dans le monde. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est le considérable apport idéologique dont nous sommes redevables à cette hypothèse.

L'Origine des Mondes, de P. Labérenne, réédite en le remaniant et le mettant à jour (la première édition date de 1936) le texte de cours professés à

l'Université populaire et d'articles parus à partir de 1932, dans *La Lutte antireligieuse et prolétarienne*. Le livre n'est pas dénué d'intérêt. C'est un ouvrage de vulgarisation, mais les renseignements donnés sur l'état actuel des connaissances scientifiques sont sérieux. C'est aussi un ouvrage de lutte, à ce niveau malheureusement d'une bien médiocre qualité intellectuelle. Libre à M. Labérenne d'être un marxiste convaincu et un athée combatif. On aurait pu espérer cependant d'un auteur faisant profession de rationalisme intégral qu'il se fasse à tout le moins une idée raisonnable des adversaires qu'il combat. Nous restons au niveau de l'imagerie d'Epinal, assez surprenant d'infantilisme, chaque fois qu'il parle des phénomènes sociaux ou des réalités religieuses. Mise à la portée de ses auditeurs ? Soit. Mais M. Labérenne publie et l'écrit ne pardonne pas : il y apparaît qu'il se méprend plus qu'il n'est permis aujourd'hui sur certains sujets, risquant de faire sourire jusqu'aux collégiens.

C'est dommage. Car derrière le combat qu'il mène et dont la passion l'entraîne un peu plus qu'il ne faudrait à d'outrancières simplifications, on sent un esprit capable d'intuition philosophique et à même, s'il voulait se maîtriser un peu plus, de poser des problèmes vraiment recevables. Je me trouverai plus d'accord qu'il ne le pense avec M. Labérenne quand il proteste contre les naïvetés déistes de certains esprits pleins de bonnes intentions spiritualistes et qui s'en vont liant sans discernement l'affirmation d'un Dieu créateur à l'imagerie cosmologique qu'ils croient pouvoir tirer de leur information scientifique. Il y aurait, pour un catholique, beaucoup à dire sur les rapports entre la cosmologie scientifique et le créationnisme. Une chronique de *La Vie Intellectuelle* s'y risquera peut-être quelque jour. Mais M. Labérenne se doute-t-il qu'en refusant certaines positions d'un spiritualisme encore trop imaginatif, il aide sans le vouloir les théologiens catholiques à balayer le devant de leur maison ?

D. D.

ROUTES ET FRONTIERES DE FRANCE[1]

(*L'histoire vue par des géographes*)

J'ai toujours incliné à croire que routes (voies ferrées aussi depuis cent ans) et frontières nous fournissent, d'une nation, à n'importe quel moment de son histoire, l'expression la plus fidèle — ou la moins infidèle, comme on voudra. Tandis que les premières figurent en quelque sorte l'*organisation* de ses forces matérielles et morales, le dessein des secondes suggère une première estimation de celles-ci, sommaire sans doute, mais véridique. On pourrait dire encore que, par le moyen des premières, la nation se concentre, se rassemble sur soi; il s'affronte et se mesure aux autres nations par les secondes.

***

La concentration routière : une image vraie quoique simplifiée. Valable — mais non à toute époque. Valable pour Rome. Puis, les temps médiévaux amènent l'émiettement de la chrétienté occidentale. La route semble avoir perdu sa vertu. La circulation générale s'amenuise; même la circulation locale apparaît réduite. Mais que la sécurité renaisse, aussitôt la circulation retrouve son ampleur : troupeaux, produits précieux ou indispensables à la vie, caravanes de pèlerins cheminant vers Compostelle ou Jérusalem, empruntent à nouveau la route. Des seigneurs particulièrement avisés inaugurent une politique routière, de modeste envergure d'abord, qui s'étoffe et se complique peu à peu. On a pu expliquer récemment l'échec de la Quatrième Croisade (détournée, comme chacun sait, contre Constantinople) et la victoire remportée sur les Albigeois par Simon de Montfort, par des préoccupations commerciales divergentes : car, dans le premier cas, seuls vinrent au rendez-vous de Venise les seigneurs d'Artois, Picardie, Ile-de-France (et non pas tous), Champagne (Champagne surtout — Villehardouin en était, qui se fit ensuite l'apologiste de l'expédition), Orléanais, Blésois et Maine, seuls ils semblent s'être encore intéressés, à cette date, au contrôle de la voie qui, à travers monts, gagnait l'Adriatique et, par delà la Méditerranée, les richesses d'Orient; mais les provinces océaniques (sous l'influence anglaise), celles du Centre et du Midi se souciaient d'une autre artère, d'autres débouchés maritimes : c'est pourquoi elles se rallièrent facilement à Simon de Montfort, le baron français qui contrôlait la route la plus importante d'Angleterre en Languedoc, quand celui-ci s'en alla défaire les Albigeois[2].

Ce sont là efforts incohérents, fragiles encore. Il faut attendre la guerre de Cent ans et le triomphe définitif de la royauté capétienne pour qu'une autorité ferme et consciente prenne en mains les destinées du réseau routier. L'édit de Louis XI, de 1464, a été longtemps considéré comme l'origine de la nouvelle politique; son authenticité est aujourd'hui fortement contestée; il n'importe guère, si c'est tout de même à Louis XI qu'il faut attribuer l'établissement de la poste du roi. Établissement né d'une pensée politique, d'une pensée du gouvernement : le fait n'est pas contestable. Politique aussi avait

1. Compte rendu des deux ouvrages de H. Cavaillès : *La route française, son histoire, sa fonction* (A. Colin, 1946), et R. Dion : *Les frontières de la France* (Hachette, 1947). Nous rappelons, au sujet de la route, l'ouvrage, plus purement géographique, de R. Capot-Rey : *Géographie de la circulation sur les continents*, Gallimard, 1946.

2. Ces précisions sont empruntées à l'étude de A. Varagnac : *Pourquoi Simon de Montfort s'en alla défaire les Albigeois*, parue dans les *Annales — économies — sociétés — civilisations*, juillet-septembre 1946.

été l'origine des voies romaines. Politique devait rester jusqu'à nos jours, dans ses fins avouées ou non, notre système routier : on peut encore se référer pour en juger au dispositif fondamental concentrique à peine altéré par les efforts qui ont été récemment entrepris pour développer les voies transversales [3]. Et politique, à tant d'égards encore, la voie ferrée.

Non plus exclusivement politique, toutefois. Militaire aussi : depuis Louis XIV; sous Napoléon (pensez aux percées alpestres, à la sollicitude toute nouvelle accordée à la route d'Espagne). Économique de plus en plus. Lentement, la route moderne, la route de Colbert et de Trudaine, capte un trafic auquel on ne l'avait pas destinée. Très lentement certes, puisque, à la veille de la Révolution, le voyageur anglais Arthur Young s'étonnait encore de la faible animation des belles routes françaises, qu'il admirait tant par ailleurs, de l'espèce de vide qui y régnait. Ce n'est pas un des moindres mérites de Cavaillès que d'avoir bien dégagé cette idée que *la route française a précédé sa fonction* — entendons : sa fonction économique. Il faut que l'activité générale se développe, que naisse une économie nouvelle à base d'échanges largement nationaux, qui lie d'un fort lien de solidarité les provinces les unes aux autres, pour que la route française trouve enfin sa plénitude d'emploi. Or, cette révolution, c'est le XIX[e] siècle seulement qui l'accomplit.

Et, à ce moment-là, par une espèce de malchance ou de contre-temps historique, la route ne profite pas même de l'activité qu'elle a pourtant contribué à créer. Un rival dangereux lui est né : le rail. C'est lui qui récolte presque tout le profit de la révolution opérée. Pour un temps du moins. Jusqu'à ce que l'automobile rétablisse la balance égale entre les deux transporteurs concurrents.

Cela pour la circulation générale. Mais dans le même temps progressait, d'un rythme à la fois plus lent et plus régulier, la circulation locale. C'est au XIX[e] siècle que les chemins vicinaux, création, comme notre réseau ferré, de la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe, prennent la succession des anciennes voies rurales et opèrent peu à peu l'intégration de toutes les communes françaises, même des moindres, à l'économie nationale. Rythme plus régulier, ai-je dit : car les chemins vicinaux, en général, n'eurent pas à souffrir de la concurrence ferroviaire; au contraire, ils apparurent tout de suite comme des collecteurs normalement destinés à alimenter le rail.

Tels sont les grands traits de l'histoire que nous conte H. Cavaillès — mais avec un luxe de détails et de précisions (précisions souvent empruntées directement aux sources) dont je ne pouvais donner ici l'idée. En outre, l'auteur ne se soucie pas seulement de la route (tracé, structure, entretien, financement); il en évoque aussi, longuement et avec un rare bonheur, les multiples et successifs usagers.

***

On a dit que, si la frontière est un *cadre*, ce n'est pas, en réalité, le cadre qui importe tant que *cela qu'il encadre*. Il est vrai. Et Jacques Ancel en a fourni jadis une excellente démonstration [4]. Encore le cadre a-t-il tout de même son intérêt propre. Son intérêt, son histoire : c'est tout un. C'est justement l'avantage du petit livre de Dion que de souligner cet intérêt.

Non que Dion cherche à infirmer la thèse d'Ancel. Tout au contraire, il l'illustre à son tour par un exemple particulièrement heureux : le partage de Verdun de 843. Partage guère défendable en raison, si l'on s'en tient au tracé précaire et déconcertant des limites qu'il inaugurait. Qui prend tout son sens au contraire dès qu'on s'avise qu'il s'agissait avant tout d'assurer aux trois fils de Louis le Pieux une participation équivalente à toutes les ressources essentielles de l'empire; un seul moyen s'offrait pour cela : « Couper perpendiculairement aux zones de végétation, c'est-à-dire par bandes allongées, de la mer du Nord aux pays méditerranéens, des grands pâturages des Marschen aux salines et aux olivettes de Catalogne, de Provence et d'Istrie. »

3. Cavaillès nous rappelle aussi que les départements de l'Ouest ont dû à la tentative romanesque de la duchesse de Berry de soulever ces départements contre Louis-Philippe en faveur de son fils (1832) l'exécution rapide d'un important programme routier (loi du 27 juin 1833); et pourtant l'insurrection n'avait pas fait courir grand péril au nouveau régime.

4. J. Ancel : *Géographie des frontières*, Gallimard, 1938.

Donc, la frontière a bien pour fonction d'enclore des groupes humains. Elle peut, par suite, être envisagée d'un triple point de vue : économique, ethnique, militaire. A peine est-il besoin d'insister sur le troisième aspect, l'aspect militaire. Notons toutefois qu'il nous conduit à retrouver l'origine même du mot *frontière*, qui est d'abord *front* — ce mot que nous avons dû ressusciter quand *frontière* s'est trouvé, pour avoir trop servi, usé, neutralisé, démilitarisé en quelque sorte. Et aussi, qu'il appelle avec une insistance particulière l'idée d'une ligne à déterminer. D'une ligne — mais qui postule la forme qu'elle enclôt. Car toute organisation défensive, derrière la ligne, le front, suppose un espace à aménager. Ainsi, pendant neuf siècles, la France de Verdun, la France des rois capétiens a-t-elle été en quête de sa forme (militaire), une forme qui garantît sa sécurité, facilitât sa défense.

Revenons à la ligne-frontière. Mais, d'abord et pendant longtemps, beaucoup moins ligne reconnue, définie, cadastrée, que zone vacante — vacante parce que stérile ou même hostile à l'homme —, sorte de *no man's land* où ne se risquent que les conquérants en quête d'aventures. Mieux que la montagne, de bonne heure peuplée, la forêt a joué ce rôle pendant des siècles : ainsi, entre Hainaut et Hesbaye, la « Forêt charbonnière », la *Carbonaria* des textes du haut moyen âge, qui semble avoir réussi à jouer, pendant un temps, le rôle que le Rhin n'était plus capable de jouer.

Si de telles zones-frontières, de telles « marches », peuvent suffire à une époque de médiocre ou de faible peuplement, elles cessent de convenir lorsque la pression démographique s'accroît de part et d'autre. Aussi bien, en tout temps, les forces d'ordre préfèrent-elles une frontière bornée qui prévient les conflits en facilitant l'exercice du droit. Telle fut, au moyen âge, la tendance constante de l'Église, et, passé le X^e^ siècle, les grands défrichements, monastiques ou seigneuriaux, semblèrent lui fournir une excellente occasion de réaliser ses vues. Elle se heurta alors à d'autres forces, féodales, dont c'était l'intérêt d'entretenir les équivoques en matière de frontières. « Partout au moyen âge, écrit R. Dion, les rivalités seigneuriales tendent à rendre incertaines des limites qui, même en l'absence de cartes géographiques et de tout moyen scientifique de délimitation, auraient pu être précises si ceux qu'elles séparaient avaient eu la volonté de les maintenir. » Ainsi en allait-il, entre autres, pour les *Marches séparantes de Poitou, Bretagne et Anjou*.

Les frontières floues dont s'accommodent les nomades ou les siècles de troubles et d'anarchie, apparaissent vite anormales lorsque l'occupation du sol devient générale. Certes. Cela ne signifie pas que s'imposent jamais des frontières *en soi* ou, comme on aimait à dire autrefois, des frontières naturelles. Il n'y a pas à proprement parler de frontières naturelles. Inéluctables. Tel trait de géographie physique, cours d'eau ou montagne, selon les circonstances, sépare ou rapproche les peuples. « La paix fait du Rhin un principe d'unification. La guerre en fait un fossé qui sépare. » La ligne de crête de nos Alpes, loin d'opposer les habitants des deux versants, pendant longtemps, par ses cols, a soudé et donné vie à de petits États sis à cheval sur les monts : confédération helvétique, Piémont-Savoie ou Briançonnais d'avant 1713 (les deux premiers exemples sont bien connus). Avec l'élargissement moderne de la vie de relations, l'existence de ces groupes est devenue paradoxale, partant menacée. Briançonnais, Savoie ont succombé tour à tour. C'est surtout que leur persistance impliquait un conflit latent ou, du moins, un accord délicat à maintenir entre les montagnards qui ont besoin des plaines pour un indispensable complément de nourriture, et les gens des plaines qui revendiquent pour leur commerce le libre passage des cols.

Toutefois, il ne faudrait pas s'exagérer non plus le caractère artificiel des frontières. Car, tout artificielles qu'elles puissent être au lendemain d'un traité, la coupure qu'elles introduisent entre populations, coupure voulue de plus en plus radicale par les États modernes, cette coupure est génératrice de différences qui s'approfondissent quand elle vient à durer : voyez ce qu'à opéré, entre Alsace et pays de Bade, la frontière du Rhin. Et Dion, dans sa conclusion, insiste avec raison sur ce fait que, aujourd'hui, ce sont les conceptions politiques et sociales, bien plus que la géographie, qui cloisonnent les hommes. Il nous suggère de la sorte, derrière le flux et le reflux fastidieux des poteaux-frontières, un perpétuel renouvellement de sens, infiniment plus riche d'enseignements.

André George.

THEATRE

Roméo et Jeannette avait pu inquiéter ceux qui suivent avec sympathie le théâtre de M. Jean Anouilh depuis *L'Hermine* de 1932. On avait l'impression d'un auteur qui piétine. Heureusement, il n'en est rien, ni dans l'ordre des « pièces noires », ni dans l'ordre des « pièces roses ».

Le recueil *Nouvelles Pièces noires* [1] contient une *Jézabel* de 1932 qui est loin d'être la meilleure œuvre de l'auteur, mais qui intéressera, par sa date, ses historiens. On y trouve la célèbre *Antigone* qui restera un des témoignages les plus émouvants sur la crise de la conscience européenne au milieu du XX^e^ siècle; « européenne », car la pièce a fait le tour des capitales européennes, trouvant partout un public passionné. Le premier acte de *Roméo et Jeannette* ne perd pas à la lecture sa fantaisie ni son humour. Surtout, le volume s'achève avec une *Médée*, écrite en 1946, donc postérieure à *Roméo et Jeannette*, dont la densité dramatique et le style révèlent un homme « en pleine forme ». Ce dialogue coupé de silences terribles, cette action dont les monologues ne ralentissent jamais le rythme tragiquement rapide, ce duel dont l'enjeu est la paix de l'âme plutôt que la vie, comment les laisser dans un livre ? Bien sûr, la représentation sera difficile : raison de plus pour jouer cette *Médée*.

Dans l'ordre des « pièces roses », *L'Invitation au château* montre que l'auteur de l'éblouissant *Bal des voleurs* est toujours bien vivant. C'est d'ailleurs un bal qui est à la fois le centre des intrigues et le principe de la comédie qui la transforme en comédie-ballet. Le bal et la musique du bal ne sont pas des divertissements qui s'ajoutent à la comédie, mais la première et la plus directe expression de l'intention qui définit son style et lui imprime son rythme. La pièce faiblit toutes les fois que l'auteur est infidèle à cette intention et que la comédie cesse d'être ballet : tel est le cas du quatrième acte, où l'opposition des riches et des pauvres devient presque didactique, où la parole réduit le mouvement qui naît de l'action au geste qui commente le mot.

Il serait tentant de montrer M. Jean Anouilh créant une espèce de vaudeville poétique à côté de M. Armand Salacrou créant une espèce de vaudeville métaphysique et dramatique. Ce n'est pourtant pas là, semble-t-il, le véritable sens de la vocation qu'illustrent, pour notre plus vif plaisir, *Le Bal des voleurs* et *L'Invitation au château*. Oublions le vaudeville, malgré les quiproquos, quelques plaisanteries trop faciles, les bons mots. L'art de M. Jean Anouilh est une sorte de marivaudage qui aurait annexé un certain cynisme des dernières années, une ironie désabusée, une inquiétude voilée. Son œuvre signifie que, malgré les

1. *La Table ronde*, Paris, 1947.

guerres et la bombe atomique, l'ère des fausses confidences n'est pas close et que les jeux de l'amour et du hasard continuent.

Deux frères jumeaux sont physiquement si ressemblants que leurs rôles doivent être joués par le même acteur, M. Michel Bouquet, qui, en grand comédien, saura nous imposer deux personnages de caractères absolument différents : le cynique et le tendre, le blasé et le sentimental. Que se pose alors le problème du couple, et ce sera, comme dans un ballet, une suite de figures jusqu'au moment où chacun aura trouvé sa place, où le timide cessera de soupirer pour la brune au sang chaud, où l'ingénue renoncera à mourir pour de beaux yeux trop froids, où le jeune homme sans cœur découvrira qu'il en a tout de même un.

Il est entendu que tout doit bien finir. C'est la loi du genre. Les personnages ne vont pas où leur caractère les mène, mais où la volonté de l'auteur les conduit. M. Anouilh tire les ficelles et il ne se cache pas. Comme l'écrivait si justement M. Paul Blanchart dans le troisième cahier de *Théâtre* : « On reste constamment et volontairement dans l'artifice théâtral. C'est par l'artifice qu'il s'agit de créer de la vérité, de la retrouver sous des pièces qui ne sont pas vraies au point de vue réaliste. Anouilh dédaigne une certaine crédibilité pour tendre vers une vérité irréelle qui est d'essence purement poétique » (p. 189). Voilà ce qui l'apparente à Marivaux, cet art de l'artifice qui empêche l'artifice de tomber dans l'artificiel, qui sauve la liberté de l'artiste et la spontanéité du comédien.

André Barsacq est à Jean Anouilh ce metteur en scène prédestiné que Jouvet fut pour Giraudoux et que Dullin est encore pour Salacrou. Autour de Dany Robin et de Michel Bouquet, il a réuni une des meilleures compagnies que l'on puisse applaudir à Paris, chacun jouant sa partition en accord avec ses voisins et surtout en accord avec cet esprit qui imprime à chaque œuvre dramatique son unité.

« Nous allons présenter *Amphitryon* comme un divertissement royal donné à la cour de Louis XIV... Un Christian Bérard plus somptueux que jamais et, en même temps, plus dépouillé a mis l'antiquité grecque à la mode du Grand Siècle... » M. Jean-Louis Barrault a tenu toutes les promesses de son interview du *Figaro*. Son *Amphitryon* est un très beau spectacle parce qu'il est un spectacle *juste*, et il est un spectacle *juste* parce qu'il est plus qu'un spectacle.

Amphitryon est une « pièce à machines ». Il faut que les dieux évoluent entre terre et ciel. Il y a là, rappelons-le en passant, de très vieilles traditions théâtrales. M. Jean-Louis Barrault n'a pas abusé de l'invitation. Avec un goût parfait, il a subordonné la machinerie aux exigences de l'action. On n'oubliera pas comment il a transformé un lever du soleil en un enlèvement de la nuit.

Amphitryon n'est, en aucune façon, une farce ou une espèce d'opéra-bouffe. Certes, le sujet et les situations se prêteraient facilement à une telle interprétation; mais, ici, le contre-sens serait précisément dans la facilité La comédie, dédiée au prince de Condé, doit divertir une cour qu'amusent les scènes de bastonnade, que les quiproquos scabreux n'effarouchent pas, mais qui goûte avec plaisir une pointe de préciosité dans les choses de l'amour. La franche simplicité du jeu dans les scènes de valets, le raffinement et la grâce des manières dans celles où les dieux rivalisent d'humanité avec les mortels, voilà ce que nous restitue l'intelligente mise en scène de Jean-Louis Barrault avec la collaboration d'une troupe parfaite en tête de laquelle M^me^ Ma-

Madeleine Renaud *est* Alcmène — parodiant un mot de Rousseau dans la *Profession de foi*, nous dirons que tout l'art du théâtre est de donner un sens à ce petit mot *est*.

Toutes les variétés du comique embellissent *Amphitryon*. Depuis les bonnes plaisanteries de Sosie ahuri par son dédoublement (M. André Brunot) jusqu'aux subtiles finesses de Jupiter amoureux (M. Dessailly). Mais, ce qu'il faut remarquer, c'est une espèce d'ironie. Ce lieu qui... c'est tout de même l'image mythologique des grands de ce monde. Si étrange que puisse paraître la suggestion, Amphitryon c'est déjà *Le mariage de Figaro*. C'est la même satire, mais sans une ombre de ressentiment et par suite sans la moindre pensée revendicatrice.

Lorsque dans un haut rang on a l'heur de paraître,
Tout ce qu'on fait est toujours bel et bon.

Ou encore :

Parlerai-je, Monsieur, selon ma conscience
Ou comme auprès des grands on le voit usité.

Et il y en a ainsi jusqu'à la fin, jusqu'à l'étonnante « fiche de consolation » que Jupiter laisse à Amphitryon et à la prudente invitation à se taire qui est la moralité de l'aventure selon le sage Sosie.

Un arrangement musical avec des airs du XVII[e] siècle serait l'accompagnement naturel de la pièce. Une fois cette solution écartée, on ne pourrait imaginer mieux que la musique de Poulenc, discrètement « de l'époque » dans sa modernité. La musique, d'ailleurs, joue un rôle important dans l'idée que M. Barrault se fait du théâtre : *La Fontaine de Jouvence*, qui suit *Amphitryon*, le prouve.

Entre un théâtre devenu essentiellement littéraire et un ballet devenu essentiellement musical, Barrault restaure la pantomime qui pourrait devenir le principe d'une double leçon : rappeler la primauté de l'action, *drama*, et, dans l'action scénique, le rôle du mouvement rendu expressif par le rythme, ceci et à un théâtre où le mot paralyse le geste et à un ballet où la danse n'est plus qu'un accompagnement de la musique. Faire ressortir la valeur du mouvement dans des œuvres où les paroles ont disparu et où la musique est une espèce de commentaire, tel est le sens des pantomimes que M. Jean-Louis Barrault ajoute volontiers à ses spectacles classiques.

Celle des *Enfants du paradis* montrait quelles profondes émotions peuvent être exprimées par un langage qui parle aux yeux. Celle de *La fontaine de Jouvence* est moins ambitieuse; mais que ne peut-elle, cette fontaine qui rajeunit, rendre leur fraîcheur aux mots « charmant » et « ravissant » pour dire ici nos impressions. L'argument chorégraphique de M. Boris Kochno et la musique de M. Georges Auric permettent à Barrault de nous offrir le plus poétique des spectacles : Philémon et Beaucis retrouvent leur jeunesse mais perdent la douce quiétude de leur vieil amour; ils demandent donc à la fontaine un second miracle : reprendre leurs cheveux blancs et leurs infirmités.

Quelques jours avant la présentation de sa nouvelle pièce, M. François Mauriac écrivait dans *Le Figaro* du 9 décembre : « Je fais dans *Passage du malin* une large part au comique. L'expérience m'intéresse au plus haut point : selon que je ferai rire ou non, je porterai dans l'avenir mon effort sur la comédie ou je dirai adieu au théâtre. »

Même si le public ne rit pas autant que le souhaiterait M. Mauriac.

personne n'admettra que l'auteur d'*Asmodée* et des *Mal aimés* « dise adieu au théâtre ». Quelques traits de sa troisième pièce montrent ce qu'il peut faire : cela nous suffit pour lui demander de le faire. Ne parlons surtout pas d'humour féroce : ce n'est pas ici l'humour qui est féroce, mais la férocité qui distille un certain humour. Cette vieille femme vit de haine comme d'autres meurent d'amour; la méchanceté est pour elle une jouissance; toute image salissante a immédiatement force de vérité à ses yeux : le personnage devient comique par une lucidité qui rend cynique sa férocité. Le rire que sait provoquer M. François Mauriac n'est pas celui qui détend, mais celui qui flagelle. N'attendons pas de lui des « pièces roses » : son comique est lié à cette matérialisation de l'âme par l'égoïsme ou la perversité qui est exactement le contraire de la grâce. Le goût du mal fait grimacer le corps et l'âme, il produit en l'un et l'autre cette raideur, cette simplification de l'homme en pantin si finement analysée par Bergson. Quand ce dernier montre dans le personnage comique un vivant devenu automate, il jette ces mots qui seraient la parfaite épigraphe du théâtre de François Mauriac : « Son art relève le démon qu'avait terrassé l'ange » (*Le Rire*, p. 27).

Dans *Passage du malin*, ce comique est épisodique. La terrible grand'mère n'est pas le personnage autour duquel tourne le drame. Ce drame est celui de la volonté de puissance. L'instinct de domination se manifeste dans l'homme double de deux façons : la possession des corps, la possession des esprits. Émilie Tavernas est une sœur de M. Couture : directrice de l'École Swetchine, elle est une mangeuse d'âmes. Quelques mots dessinent son caractère. « Elle voulait connaître mes pensées à un âge où je n'avais pas encore de pensées », dit son beau-fils. « Je ne me suis jamais intéressée qu'aux âmes », déclare-t-elle avec hauteur : oui, répond l'homme qui la démasque, « mais vous les gardez pour vous » et vous appelez cela le service de Dieu. « C'est curieux, ce pouvoir qu'elle a de supprimer les gens... » En face d'elle, Bernard représente cette autre chose qui est sans doute l'essence métaphysique de « Don Juan ». François Mauriac insiste sur ce point : Émilie et Bernard sont de la même race : « Il y a des créatures qui nous sont données à vous et à moi », constate le second. Ils vont justement se rencontrer en se disputant une de ces créatures.

Bernard poursuit une certaine Agnès que nous ne verrons pas et qui est l'esclave spirituelle d'Émilie. Mais lorsqu'il se heurte à l'implacable gardienne de la jeune fille, son désir change d'objet : la conquête qui doit fixer sa vie est celle de cette conquérante. Tel est le premier acte. La conquérante cède : c'est le second. Mais maintenant, qui est Émilie ? Est-ce la directrice de l'École Swetchine, la femme sans tendresse ni faiblesse, vouée à la seule volupté de l'autorité ? Est-ce la maîtresse de Bernard ? Ce qui est sûr, c'est qu'elle ne peut être l'une et l'autre à la fois, son caractère entier lui interdit d'être « un Tartufe en jupons ». Le théâtre n'est pas obligé de dénouer des drames que la vie ne dénoue pas et même qui sont des drames justement parce que la vie ne les dénoue pas. Bernard a échoué : ce qu'il a obtenu n'est rien; à son tour, il a voulu conquérir une âme et il n'a pu délivrer Émilie du personnage qu'elle jouait — « la conscience est une maladie dont on ne guérit pas ». Mais en laissant partir Bernard, Émilie retrouve un personnage dans lequel elle ne se reconnaît plus : l'École Swetchine ne sera plus son royaume, mais son cachot.

Le drame fait vibrer le dialogue... « Pitié, mépris, c'est l'envers

et l'endroit du même sentiment. » « Ce qu'il y a de plus rare au monde, c'est un visage de femme qu'éclaire une pensée d'homme. » « Rien n'unit les êtres comme une bonne et solide haine. » « Elle me supporte, nous nous supportons, c'est là la vie de famille. »

On ne saurait trop souligner l'intérêt du sujet, la puissance du style, la profondeur des caractères dessinés par le romancier, car la justesse même de certaines critiques risque d'être injustice.

Pourquoi une œuvre qu'anime un tel sens du drame n'est-elle pas aussi dramatique qu'on le souhaiterait ? Voilà le problème. Écartons une première réponse. L'affiche du Théâtre de la Madeleine annonce : Marie Bell, Marcelle Géniat, Jeanne Lion, Paul Bernard. On attend une interprétation éblouissante et l'on trouve des acteurs auxquels une quinzaine de répétitions eussent encore été nécessaires, Mme Jeanne Lion mise à part. Une fois ce malentendu réparé, il restera bien des réserves à faire sur la distribution. Une fois enfin ces erreurs corrigées, il faudrait encore admettre que notre gêne a son origine dans la pièce elle-même.

On nous dit qu'Émilie Tavernas a don de capter les âmes. Nous voulons bien le croire, mais nous n'en savons rien. A peine discernons-nous le reflet de ce pouvoir sur son jeune beau-fils, ce qui n'est pas décisif, car l'impression que nous saisissons est assez trouble. En fait, un roman est sous-entendu, celui de la directrice de l'École Swetchine, roman dont le centre est sa relation avec Agnès. Souhaitons que M. François Mauriac écrive ce roman. En attendant, le caractère d'Émilie est une création d'auteur plus qu'une créature. Si l'on ajoute que Bernard nous apparaît sous les traits d'un héros de théâtre, on comprendra que les scènes décisives n'imposent aucune vraisemblance au spectateur.

Rien n'est invraisemblable, ni personnage, ni situation. L'invraisemblance est notre pain quotidien depuis dix ans au moins. En parlant ici d'invraisemblance, on ne vise en aucune manière la réalité que le romancier a inventée, mais la « réalisation » du dramaturge. Plus nous méditons sur les caractères qui nous sont proposés, plus nous remontons à ceux que l'auteur a voulu créer, plus leur vérité apparaît. Mais la présence affaiblit leur *vividness*. De là un malaise : l'esprit est continuellement tendu vers une vérité qu'il soupçonne et déçu de ne pas la voir sous des apparences semblables au vrai.

Anouilh, Mauriac et Molière ne doivent pas nous faire oublier les mérites de *La descente aux enfers*, ceux de la pièce, ceux du spectacle monté par M. Douking sur la scène du Théâtre Pigalle, ceux de Mme Simone qui, pour ses adieux au théâtre, est la principale interprète de sa propre pièce.

L'*Alceste* d'Euripide fournit le cadre historique ou plutôt mythique de la pièce. Les camps de la mort lente lui fournissent son contenu dramatique. Les enfers sont ici ceux que les civilisés du XXe siècle ont aménagés sur la terre avec la précision technique que nous connaissons. Au premier acte, Mme Simone fait surgir l'atroce problème des otages et surtout, quand Alceste décide de descendre aux enfers à la place de son mari, nous comprenons à quel libre décision pense l'auteur. Le second acte essaie de nous rendre sensible la souffrance, l'humiliation, la dégradation des créatures condamnées à une espèce de « déshumanisation » : mais qu'une âme reste fière et libre, que cette fierté et cette liberté lui révèlent un bonheur nouveau dans la fraternité, que la lumière du sacrifice rayonne dans les ténèbres, et voici que tous les misérables ressuscitent. Le troisième acte est celui

du retour, avec l'impossibilité d'oublier et de recommencer « tout comme avant » : il y aura désormais deux Alceste, l'heureuse épouse d'Admète et celle qui n'a pu quitter les Enfers.

Reconnaissons la grandeur de ce drame de la fidélité, de ce drame où successivement deux fidélités dictent sa conduite à Alceste et où le dénouement essaiera de les faire coexister. Loin de regretter le cadre mythique, il me semble, au contraire, qu'il atténue les couleurs trop crues de l'actualité et, sans diminuer l'horreur des faits, en accuse la signification métaphysique. Les réserves à proposer sont d'un autre ordre. Cette *Descente aux enfers* est une pièce écrite par une actrice très intelligente pour une actrice très intelligente : il y a un rôle; les autres personnages constituent l'escorte d'Alceste; même Cléonas, le contremaître des enfers, malgré le déchaînement diabolique de M. Henri Rollan, n'est là que pour servir de partenaire à la reine. Par suite, celle-ci parle et explique son personnage à mesure qu'elle le joue. De là une œuvre où il y a de beaux moments, mais à laquelle manque ce mouvement dramatique qui emporte des pièces souvent moins parfaites.

Au moment où ce numéro est sous presse, il nous faut au moins signaler *Briser la Statue*, de M. Gilbert Cesbron, présenté sur la scène du Théâtre Melingue à Belleville par M. Maurice Leroy. La statue que brise l'auteur est celle de la petite Sœur Thérèse : il retrouve alors la sainte vivante. Cette pièce, un peu longue mais bien construite, soulève une question : la fidélité dramatique à l'histoire requiert plutôt la transposition que la citation. Il sera bon d'y revenir. Quoi qu'il en soit servie par le talent de la principale interprète, Mme Magdeleine Martel, voilà enfin une œuvre où le fait chrétien et l'expression théâtrale sont justement accordés.

HENRI GOUHIER.

MUSIQUE

La salle de l'École Normale de musique reste un des lieux parisiens d'élection de la musique de chambre. L'intimité de ce genre d'effusion musicale y retrouve sa véritable ambiance, et cette musique y est mieux accordée que dans des salles de plus grandes dimensions, pour lesquelles elle n'a pas été faite. Et les auditeurs s'y sentent en véritable communion avec le message qu'elle nous apporte. Le *Triptyque*, dont l'animateur est, on le sait, Pierre d'Arquennes, nous y convie fréquemment pour des séances de musique contemporaine, à peu près les seules aujourd'hui à Paris, ou pour des présentations d'artistes étrangers, ou de jeunes interprètes français.

Parmi les séances données récemment, je vais choisir entre des souvenirs particulièrement agréables et significatifs. D'abord, le concert du pianiste-compositeur hollandais Willy Meeuwisse et de sa compatriote la cantatrice Jiswalda Van Ittersum. Ce musicien, à qui la

jeune musique française doit gratitude de l'activité généreuse qu'il déploie à la faire connaître en son pays, est un pianiste de grande classe, un interprète de choix et aussi un compositeur sincère et attachant, dont la sensibilité d'une grande distinction s'allie à un sens de la construction architecturale sûr de soi. Ce fut, l'autre soir, cinq mélodies sur des poèmes de J. Cocteau, écrites sur le texte français lui-même, un trio à cordes présenté par Dany Brunschwig, Georges Blanpain et Jean Reculard, en une exécution clairement mise au point, ainsi qu'une courte sonate pour violon seul que joua, compréhensif des moindres détails, Dany Brunschwig, musique fort attachante, où l'on reconnaît le goût flamand pour le style polyphonique, mais qui se meut dans une atmosphère tonale élargie, bien dans la pensée d'aujourd'hui.

Jiswalda Van Ittersum, cette même soirée, nous fit entendre de fort beaux lieder de Hugo Wolf rarement donnés : effusions nostalgiques, d'un romantisme peut-être un peu morbide, mais pénétrants dans leur intériorité. Ces images du drame de la vie intérieure furent rendues avec une expression extrêmement persuasive accordée à chacune des inflexions de la déclamation musicale. Après des pages vocales de R. Strauss, plus lyriques, mais peut-être moins intérieures, la cantatrice nous donna un florilège de quelques mélodies populaires néerlandaises très caractéristiques.

Au Triptyque aussi, quelques jours plus tard, une séance consacrée à des œuvres d'Émile Goué et d'un musicien trop délaissé généralement des programmes habituels qu'on a toujours grand plaisir à retrouver, Charles Koechlin.

Puis, plus dernièrement, un « récital à deux », d'une toute jeune pianiste dont c'était le premier concert public, Claudie Martinet. C'est avec satisfaction que l'on découvrit ses dons de musicalité très fine, un sens aigu des plans dans le déroulement du discours musical et qui, de plus, sont aidés par une virtuosité à toute épreuve.

A cette sympathique concertiste s'adjoignait Geneviève Mairot-Jacquot, cantatrice dont je sais l'activité inlassable en province pour la musique contemporaine, particulièrement à Nancy et Strasbourg. Elle nous présenta un cycle de mélodies de Louis Beydts sur des poèmes de Desbordes-Valmore, puis les très lyriques « poèmes arabes » de Louis Aubert, accompagnés par leurs auteurs, enfin des pages de Florent Schmitt sur des poèmes de Ronsard. Voix pure, diction claire, ligne vocale bien conduite, en parfait accord avec la phrase musicale, ainsi que lyrisme chaleureux qui fut tout à fait à l'aise dans les poèmes arabes de Louis Aubert (la vocalise éperdue et déplorante qui clôt le deuxième de ces poèmes, « le vaincu », fut rendue avec une grande éloquence).

Une autre petite salle parisienne, moins agréable d'aspect peut-être que l'École Normale, qui est aussi un foyer ardent de musique de chambre, sous l'égide de l'association « Musique et Peinture », nous conviait à plusieurs séances de grande qualité, l'une donnée par le trio à cordes de Paris, ensemble qui a acquis maintenant l'audience internationale, dans un programme comportant des pages de J. Haydn, le magnifique « divertimento » de Mozart et le trio de Roland-Manuel. On sait en quelle estime les musiciens les plus exigeants tiennent ce groupement dont la musicalité profonde garde au message musical toute sa valeur intérieure et sa vie colorée.

Un tout jeune ensemble féminin, le quatuor Francine Villers, Nicole Lepinte, Micheline Lemoine et Michèle Lepinte, y donnait un autre soir sa première présentation publique. Ces jeunes filles, dont

on sent l'ardeur et l'amour passionné de la musique nous donnèrent une très belle exécution du quatuor n° 5 de Bèla Bartok après un quatuor de Mozart et le trio de Roussel. Cette œuvre fort difficile de mise en place, comme presque tout ce qu'a laissé Bartok, est tout en jeux instrumentaux, en facettes sonores réalisées avec une maîtrise de l'écriture, une ingéniosité de moyens d'une remarquable sureté. Par instants, sauvages et violentes, à d'autres désinvoltes en leurs rythmes asymétriques, en tous cas animées d'une vie constamment renouvelée, ces pages nous furent données avec chaleur par ce quatuor qui mérite d'acquérir une solide réputation et qu'il faudra suivre dans son envol.

ÉMILE DAMAIS.

CINEMA

Ordet a rappelé récemment que le cinéma suédois existait toujours et savait tenter des entreprises téméraires comme celle de nous faire croire au drame de ce pasteur de campagne qui perd la foi pour tomber dans la folie et la retrouve pour ressusciter un mort. Avec le *Chemin du Ciel*, c'est à nouveau un film religieux et une vision mystique du monde que propose Rune Lindström. L'audace est plus grande encore, puisque, cette fois, c'est Dieu le Père lui-même que nous voyons sur l'écran, en compagnie d'Isaïe, de Jérémie, de Jonas, de saint Joseph et du Diable en personne. Le film sera pourtant plus facilement admis par le public, car il semble à première vue qu'on ne nous demande pas de croire à la réalité de ces personnages autrement qu'à travers une convention esthétique. Ces images sont vues par un paysan suédois du XVII[e] siècle, dont les connaissances théologiques sont aussi courtes que celles de la mère de Villon :

oncques lettres ne leus,
Au moustier voy dont suis paroissienne
Paradis paint, où sont harpes et lus,
Et un enfer dampnez sont boullus.

Pourtant, on aurait tort de ne voir dans ce film qu'une série de tableaux transposant au cinéma les effets de la peinture naïve. Le rapprochement que l'on ne peut manquer de faire avec *Verts Pâturages* fausse l'intention de Rune Lindström : les *Verts Pâturages* est un film d'évasion, il présente à travers l'imagination des Noirs une vision du paradis, faite sans doute d'éléments de la réalité, mais irréelle et féerique. La matière de *Chemin du Ciel*, c'est, au contraire, la vie réelle et terrestre de Mats Errson. Ce film n'est pas une rêverie gratuite sur l'autre monde, c'est un défilé de souvenirs. Mats Errson, un soir où le pénètre l'angoisse de la mort, donne un sens religieux et mystique aux événements et aux rencontres qui ont jalonné son existence. Le *Chemin du Ciel*, au même titre qu'*Ordet*, est un témoignage de la présence du surnaturel dans la vie quotidienne.

Quoi de plus réel et de plus quotidien que l'histoire de ce petit paysan ? Il quitte son village très jeune et tout assoiffé de justice. (Que les prés étaient beaux au matin de ce départ !) Puis ce sont les rencontres banales d'un voyageur campagnard : trois vieux paysans dans une ferme, de pauvres gens sur la route, un charretier un peu inquiétant qui l'emmène à la ville. Pour ce villageois naïf, la ville, c'est une taverne de faubourg où l'on boit, où l'on danse, où l'on rencontre des femmes fardées. Il part avec l'une d'elles et fait fortune en exploitant une mine de cuivre. Sans doute ne faut-il pas être trop épris de justice pour faire fortune ; Mats Errson a bel et bien dépossédé le propriétaire de la mine. Mais une fois riche il revient au village et, comme un homme de bien, il fait des dons à l'église et décore sa maison de fresques pieuses. Telle est bien l'histoire toute simple de Mats Errson. Mais le *Chemin du Ciel* n'est pas une biographie. Les images de ce film sont celles qui apparaissent à Mats Errson le soir où il comprend le sens de chacun des événements de sa vie : rien ne lui est arrivé par hasard; la Providence et le surnaturel ont été sans cesse présents : ces trois paysans étaient des hommes de la Bible, ces pauvres gens la Sainte Famille, le charretier était Satan, et la ville Babylone.

Rien d'irréel dans les images que nous voyons, aucun recours au symbolisme et à la féerie bon marché. Les saints n'ont pas d'auréoles et Satan n'a pas de cornes. On ne nous dit jamais que ces personnages sont des prophètes ou des démons : nous le devinons à travers les apparences et par le seul rapprochement avec les fresques vues au début ou par des détails sur lesquels s'attarde la camera (ces trois Bibles ouvertes aux livres d'Isaïe, de Jérémie et de Jonas). Nous découvrons le sens surnaturel des événements en même temps que le vieux Mats Errson et de la même manière que lui : par le choix des moments importants de son destin et par l'attention portée aux détails significatifs. Sans aucun recours à l'artifice, le *Chemin de la Vie* est la plus parfaite réussite du film subjectif. Ce sont bien des paysans et des paysages de Dalécarlie que nous voyons sur l'écran, mais ces images sont les souvenirs de Mats Errson, et sans que rien soit changé aux apparences nous découvrons à travers elles un autre monde. Cette vision du monde n'est pas irréelle, elle est très exactement surréelle.

Le récit historique d'une vie où l'on crée sans cesse des enchaînements de cause à effet laisse échapper de l'existence ce qu'elle a de plus essentiel. La beauté de ce film naît du caractère lacunaire du récit : les souvenirs de Mats Errson nous apparaissent par tableaux sans liens rationnels entre eux, et un même personnage, celui de la femme que Mats Errson rencontre à la ville, est d'abord la grande dame au charme fascinant qu'il aperçut pour la première fois, puis, sans transitions, la pauvre femme fatiguée qui l'aide ensuite dans son travail. On ne se préoccupe pas de nous rendre compte de l'écoulement des années : les souvenirs de jeunesse occupent presque toute la mémoire et des images de l'âge mûr et de l'adolescence nous surprennent soudain. Nous retrouvons ici le subjectivisme des souvenirs qui donnait sa valeur à *Citizen Kane*, et l'art de l'ellipse qui faisait la puissance à l'*Espoir* de Malraux. Le film ne s'arrête jamais aux images qu'on nous montre : la porte reste ouverte au rêve, et le spectateur peut se raconter à lui-même l'histoire de Mats Errson, comme il se raconterait à lui-même sa vie. Mais l'auteur ne rêve jamais : ni brume romantique dans ces souvenirs, ni symbolisme des formes ou des choses, ni explications. En recréant des souvenirs aux

contours nets, en photographiant le monde tel qu'il est, il parvient à *changer la vision*, c'est-à-dire le sens que nous donnons aux choses. Si le *Chemin du Ciel* est une grande œuvre poétique, c'est qu'il parvient à *changer la vie*, et c'est à une poétique selon Rimbaud qu'il faudrait le rattacher sans rien y rechercher de l'arsenal romantique.

Ce serait une autre erreur de rattacher la photographie de Gasta Roosling à la plastique expressioniste qui est la traduction picturale du romantisme. Dans *Jours de Colère*, de Dreyer, ou dans *Ivan le Terrible*, d'Eisenstein, on retrouve les procédés de l'expressionisme allemand : tableaux composés devant la camera, clair-obscur expressif, mais irréel, et stylisation symbolique du jeu. Rien de tel ici. La lumière est très belle, mais, comme dans *Ordet*, elle reste toujours naturelle. A l'inverse des expressionistes qui marquent leur prédilection pour les éclairages composés en studio, Gasta Roosling nous offre sans cesse, dans le *Chemin du Ciel*, d'extraordinaires extérieurs (comme celui des prés immenses où chemine Mats Errson à son départ). La mise en scène est réaliste sans que jamais la technique laisse deviner la présence du réalisateur : dans le cadre de l'auberge paysanne, les scènes de beuveries et d'orgies sont enlevées dans un mouvement de crescendo où la danse traduit la frénésie du plaisir défendu, sans aucun recours au symbolisme plastique et pictural. Sans doute, le jeu de Rune Lindström est-il parfois stylisé, mais son personnage passe à travers le film comme un être d'une autre nature, comme celui autour duquel tout s'ordonne, et l'image qu'il nous offre de Mats Errson contraste avec le naturel et la simplicité des autres personnages. Aucun effet dans ce film n'est laissé au hasard, mais les intentions de l'auteur ne sont jamais inscrites dans une image : elles transparaissent à travers le déroulement du film. Le *Chemin du Ciel* n'est pas une succession de tableaux vivants, c'est une œuvre qui se déroule dans le temps.

Le *Chemin du Ciel* est un très grand film et peut-être la première œuvre au cinéma qui parvienne à faire apercevoir sans cesse un autre monde derrière les images du monde. C'en est assez, sur le plan esthétique, pour qu'on puisse le qualifier de réussite poétique. Mais il est plus que cela. Comme *Ordet*, il traduit une conception de la vie dominée par la foi. C'est un poème sur la Providence, et, comme Bossuet dans son *Histoire* voyait dans chaque événement la main de Dieu, Rune Lindström raconte l'histoire d'un homme où chaque rencontre est un signe de Dieu. Dieu le Père en redingote n'est pas une représentation plus naïve que le Dieu de Michel-Ange, athlète nu sur un matelas de nuages. A travers les yeux d'un croyant, *Les plus belles Années de notre Vie*, ou *Brève Rencontre*, pourraient être racontés comme la vie de Mats Errson, encore faudrait-il le talent de Rune Lindström pour faire admettre sans cesse cette présence du surnaturel dans la vie quotidienne, que ce soit à titre de convention poétique ou comme article de foi.

J.-P. CHARTIER.

PERSPECTIVES
SUR LES REVUES LITTERAIRES

Don Quichotte a plus de quatre cents ans et pourtant il reste toujours un chef-d'œuvre jeune et actuel. Parmi les articles que la revue *Europe* consacre à Cervantès, à l'occasion de son quadricentenaire, on remarquera particulièrement le pénétrant article de Joaquin Casalduero. Son analyse porte surtout sur les chapitres essentiels consacrés aux épisodes du corps mort, des lumières et de la nuit obscure où retentit le bruit terrifiant des marteaux à foulons. A cette occasion, il met en relief comment Cervantès est l'un des plus grands génies de l'art baroque.

On se souvient que, dans *La Prisonnière*, Proust fait allusion, avec humour, à ce qu'il appelle le côté Dostoïevski de Mme de Sévigné. Quelquefois, en effet, au lieu de présenter les choses de façon logique en commençant par la cause, elle montre d'abord l'effet insolite et fallacieux qui nous frappe, parce que, détaché de sa cause, apparaissant avant elle, il est méconnaissable. Mais, tandis que ce fait est accidentel chez la digne marquise, il est au contraire constant chez Cervantès. Par les yeux de Don Quichotte, c'est d'abord l'effet merveilleux, le mirage poétique qui jaillit devant nous, jusqu'à ce que les yeux de Sancho nous révèlent l'humble cause, le banal événement d'où le regard halluciné de Don Quichotte avait extrait une merveille fabuleuse.

L'art de Cervantès est de fondre dans l'unité de son style tragi-comique ces deux visions contradictoires. Par là, il dépasse à l'avance à la fois le romantisme et le naturalisme : il fond dans une même description la vision merveilleuse de Don Quichotte et le regard terre à terre de Sancho, le courage sans objet du chevalier et la couardise de son écuyer :

Cette attitude de l'art baroque resta incomprise au XIXe siècle, car le romantique le raille sans pitié de n'avoir pu atteindre à la beauté, à la justice, à la noblesse absolues, et le naturaliste poussera l'héroïsme jusqu'à démontrer cruellement que l'absolu n'existe pas, et de cette façon ne concevra pas de beauté sans laideur, de courage sans peur, de justice sans entorse. De là, le désespoir et l'affliction du XIXe siècle, inconnus à l'âge du baroque. Cervantès ne nie pas davantage le courage qu'il ne le raille, mais il ne soutient pas davantage la peur. Il ne les fait voir que de façon idéale.

Cet art du roman, chez Cervantès, ne se réduit pas à la promenade insignifiante d'un miroir sur une grand'route, c'est aussi, en outre, une évocation de la condition humaine :

Dans le bois, l'obscurité enveloppe les hommes, la nuit ténébreuse, c'est le monde, où l'homme avance à tâtons. Le bois est sombre et, dans cette obscurité, se trouvent deux hommes, qui vont à l'aveuglette. Dès lors, rien n'a le pas sur eux, ils sont enfermés derrière des murs impalpables faits de ténèbres, l'obscurité mène au confinement absolu : à l'immobilité. Tout le dynamisme, l'action, le mouvement de l'aventure se concentrent et se reconcentrent. Nous pénétrons à l'intérieur, dans l'aventure intérieure. L'obscurité n'est plus une peinture, c'est un fond musical sur lequel une mélodie se détache, composée de trois thèmes : le tapage de l'eau, le cliquetis rythmé des fers et des chaînes et le murmure étouffé et craintif des feuilles. Le monde plastique et lumineux va s'accorder à cette grande symphonie de la solitude.

Nous ne sommes évidemment pas à l'époque du romantisme. Ce qui, à

cette époque, eût été l'expression d'un état d'âme, exprime à l'époque de l'art baroque le monde extérieur : trois bruits qui sont des signes.

On peut dire alors que Don Quichotte représente la tentation du pur subjectif qui plus tard s'exprime dans le romantisme, et Sancho la tentation de l'objectif pur qui dans la suite donna naissance au naturalisme. Mais l'art de Cervantès les dépasse toutes deux dans une description artistique qui en opère la synthèse, anachroniquement mais réellement, préalable. Et il est juste de penser que de même, au point de vue philosophique, il faut dépasser les points de vue partiels de l'idéalisme et du matérialisme.

Aussi est-il vraiment singulier de lire dans l'article liminaire de Jean Cassou les lignes que voici :

Il est certain que les raisonnements des théologiens et ceux de Don Quichotte présentent de singulières analogies et que Dulcinée exige un acte de foi pareil à celui qu'enseigne la scolastique. Le comportement de Don Quichotte est bien celui d'un croyant du Moyen-Age; leur outillage mental est le même. Ils ont même vérité et même attitude en face de cette vérité; ils sont du même univers spirituel.

Il serait aussi facile de prétendre que Sancho représente la couardise et la cupidité que certains prêtent aux incroyants comme étant leur comportement fatal. Ce serait aussi peu sérieux. Mieux vaut faire simplement remarquer que l'univers factice de Don Quichotte ressemble à celui des livres saints « apocryphes » que l'Église a toujours rejetés et aux romans fantastiques du Moyen-Age auxquels les maîtres de la scolastique n'ont pas précisément reconnu d'autorité. Et qui peut dire sérieusement que l'outillage mental de saint Thomas (et tout aussi bien celui d'un Aristote) est le même que celui de Don Quichotte ? A moins, naturellement, de n'en avoir jamais lu une seule ligne. Il serait aussi sérieux de réduire Karl Marx à n'être qu'un disciple d'Eugène Sue sous prétexte qu'il le cite.

Par contre, s'il est un faux merveilleux religieux digne des mêmes exécutions que celui des romans de chevalerie, il est aussi un faux merveilleux moderne qui mériterait la même vengeresse ironie.

Qu'on lise cette seule phrase de Cervantès que traduit Joaquin Casalduero :

La solitude, le lieu, l'obscurité, le bruit de l'eau, le murmure des feuilles, tout contribuait à l'horreur et à l'épouvante.

N'y reconnaît-on pas déjà ce qui deviendra une phrase-type du roman noir qui fit les délices du XVIII[e] siècle et recommence à faire les nôtres ? Exemple isolé ? Mais est-ce que toute la grande littérature poétique moderne, depuis *Aurélia*, les *Chants de Maldoror*, jusqu'au *Paysan de Paris* et aux pages fantastiques de Jean Cassou, *De l'Étoile au Jardin des Plantes*, n'est pas une résurrection sous une nouvelle forme du merveilleux dont s'abreuvait Don Quichotte ? Quelle que soit la beauté de cette littérature fantastique moderne, n'est-elle pas aussi fallacieuse que celles qui l'ont précédée ? Aujourd'hui, elle est vivante et des milliers de nos contemporains s'en abreuvent avec délectation, mais d'ici quelque temps il se pourrait fort bien qu'un moderne disciple de Cervantès y puise seulement une nouvelle incarnation moqueuse des Don Quichotte modernes.

En attendant, les deux héros de Cervantès n'ont pas fini de se disputer dans l'âme de Jean Cassou.

La vérité est qu'il n'y a point ici un dilemme absolu entre la position

de Don Quichotte et celle de Sancho. Ce ne sont que les protagonistes représentant deux attitudes extrêmes. Il y a place pour un équilibre intermédiaire, celui-là même dont fait preuve Cervantès dans son art admirable qui englobe dialectiquement les deux aspects. Et l'on ne peut condamner non plus intégralement le naturalisme au nom du « surréalisme » ou inversement. Très prosaïquement, on peut dire que Sancho a le plus solidement raison dans la mesure où il se tient fermement assis sur la terre et que Don Quichotte divague, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas plus de merveilleux dans la vie banale que n'en voit Sancho. Seulement, ce merveilleux n'est pas si simplet ni si immédiat que le croit le naïf Don Quichotte.

La solution pourrait bien nous être donnée par un excellent commentaire que Maria Zambreno nous propose en marge de Cervantès dans le même numéro d'*Europe*. Ce qu'elle dit de la vérité du rêve s'applique admirablement en effet, non seulement aux songes du sommeil, mais aussi aux songes éveillés du chevalier de la Manche, comme à ceux des poètes modernes :

> En deçà de l'être qui est et en deçà de l'être qui n'est pas, ce monde obscur du rêve gémit et s'agite et agonise. Les rêves, que sont-ils ? Ils ne sont certainement pas une réalité qui est, mais quand ils passent, même sans laisser de clairs souvenirs, quelque chose s'est produit dans notre âme. Et leur absurdité ne dénie en rien leur réalité; tout au contraire, plus ils sont incroyables, plus ils sont irréfutables et authentiques. Si nous trouvons la vérité dans l'existence des choses qui sont, dans l'absurde des rêves, nous sentons une révélation de la réalité qui nous importe davantage : notre propre vie.
>
> Le philosophe chez lequel la pensée grecque se résume et concentre de la façon la plus lumineuse, Plotin, a défini la philosophie comme « ce qui importe le plus ». Mais l'homme vulgaire, qui n'est pas encore philosophe, ni ne le sera peut-être jamais, sent au fond non révélé à conscience que ce qui lui importe le plus, il ne sait ce que c'est. Si nous connaissions ce qui nous importe le plus et la façon de l'aborder, la vie ne serait pas cette galerie sombre, par laquelle nous avançons en tâtonnant, cet étonnement invincible, cette pâmoison. Et il est impossible que cette ignorance ultime ait poussé les philosophes eux-mêmes à emprunter le chemin de la connaissance intellectuelle, en croyant qu'il leur faudrait la conquérir.
>
> C'est dans le monde du rêve, dans le monde poétique de la fantaisie et ses chimères que nous sentons authentiquement que ce secret qui nous importe le plus existe d'une certaine manière. Ce secret recule à mesure qu'avance la connaissance intellectuelle pure, il se dérobe en face du regard intellectuel clair et direct. Car ce qui nous importe le plus serait le secret qui, en nous donnant la lumière, nous donnerait la vie, nous ferait naître totalement et pour toujours, qui ferait sortir de notre sombre broussaille une figure lumineuse jamais vue, mais, lorsque nous l'apercevrions pour la première fois, nous croirions l'avoir toujours connue. Aucun homme vulgaire ne croit dans le tréfonds de son espérance que l'image renvoyée par le miroir indiscret soit la sienne; ils croient tous qu'ils sont autrement et attendent qu'un regard les fasse sortir, comme le sculpteur fait sortir la jeune fille qui dort dans le tronc de l'arbre ou le héros caché dans le marbre.
>
> Car ce qui nous importe le plus n'existe pas encore. L'espérance demeure dans le monde du rêve et du délire. La philosophie a mis de nombreux siècles à apprendre que la vie humaine n'existe pas, mais qu'elle est perpétuellement en train de se faire, de devenir, et que ce qui importe le plus à l'homme est ce qui n'est pas encore parvenu à être.

Il est clair, s'agissant d'un commentaire du grand roman de Cervantès, que cet homme vulgaire est Sancho. Et que, de son côté, Don Quichotte serait donc, s'il le savait, s'il comprenait véritablement ce qu'il cherche, le véritable philosophe. De fait, Dulcinée n'est pas

simplement une fille d'auberge, elle n'est pas simplement un agrégat de matière douée momentanément de propriétés psychiques, un rouage impersonnel de la grande machine économico-sociale, elle est une déesse tombée qui ne se souvient pas des cieux, une princesse qui abjure sa condition pourtant inaliénable de créature surnaturelle, au point d'oublier cette abjuration elle-même. Et Don Quichotte et Sancho se trompent tous deux qui la prennent l'un pour une haute et puissante dame sur la terre, et l'autre pour une simple fille d'auberge : tous deux s'arrêtent à ce qu'elle leur paraît, si différemment que ce soit; et si Sancho a raison de voir en elle de prime abord une fille d'auberge du XVI[e] siècle, Don Quichotte a raison aussi, malgré son délire et pourtant à l'aide de son délire, de penser qu'elle est aussi plus qu'elle ne paraît au regard de Sancho.

De même la poésie moderne, dans ses rêves les plus fantastiques, succombe devant la réalité sordide qu'elle se refuse à reconnaître et elle a tort de prendre ses « révélations » au pied de la lettre, mais il a tort aussi le Sancho moderne qui la condamne sans appel. Don Quichotte, celui d'hier et d'aujourd'hui, peut toujours en appeler au tribunal de l'avenir ; entre l'erreur d'aujourd'hui et la vérité de demain se trame le lien du virtuel. Mais tant que la vision quichottesque se tient dans la zone du merveilleux apocryphe, elle ne peut découvrir le chemin du merveilleux véritable. C'est d'une tout autre façon que nous pouvons découvrir entre le domaine du prosaïque naturaliste et celui du songe romantico-surréaliste, cet Homme unique qui est en effet, selon saint Jean, la lumière venue éclairer nos ténèbres, mais aussi la vie qui nous donne la vie et dégage dramatiquement de notre boue notre future visage de lumière. Sancho le prendra toujours pour le jardinier, Don Quichotte se méprendra toujours en cherchant un « enchanteur »; celui qui le cherche avec persévérance finira toujours par le reconnaître au son de sa voix et s'apercevra qu'il n'est ni l'un ni l'autre.

Mais il y a bien d'autres mythes dont il faut crever la carapace pour en extraire les secrets intérieurs, et notamment ceux qui opposent les races ; ainsi le mythe du noir et celui du blanc.

C'est à cette dernière tâche que s'emploie excellemment la nouvelle revue : *Présence Africaine*.

Fondée par des représentants de cette remarquable *intelligentsia* noire qui est armée d'une forte culture française et ne renonce nullement pour autant à l'héritage des « civilisations africaines », appuyée aussi par des Français venus de tous les secteurs libres de la pensée métropolitaine, cette revue se propose de publier des œuvres africaines, des études d'africanistes sur la culture du monde noir, et enfin de dégager l'apport particulier des Africains dans la construction du monde de demain, spirituel, social et artistique.

Dans le premier numéro, on trouvera un avant-propos d'André Gide montrant la beauté d'une pareille tâche, un clairvoyant examen de conscience collectif d'Alioune Diop, qui se conclut par ces mots frappants :

L'Europe est créatrice du ferment de toute civilisation ultérieure. Mais les hommes d'outre-mer détiennent d'immenses ressources morales (de la vieille Chine, de l'Inde pensive à la silencieuse Afrique) qui constituent la substance à faire féconder par l'Europe. Nous sommes indispensables les uns aux autres.

Les pages de Marcel Griaule ouvriront aussi bien des horizons

insoupçonnés à la plupart des Français sur la pensée traditionnelle de certaines civilisations noires. La partie « œuvres littéraires » est, elle aussi, brillante; il y a des pages de Senghor et de Richard Wright, et d'autres encore qui méritent l'attention.

MICHEL CARROUGES.

Calendrier

Les deuils. — Le poète Léon-Paul Fargue est mort à Paris le 24 novembre. Victor Serge meurt à Mexico. Peu de jours avant sa mort, il avait envoyé un message d'espoir et de confiance en la mission spirituelle de la France au journal *Combat*. Ce fut le dernier salut de Serge à ses amis français. Le metteur en scène Ernest Lubitsch, qui révéla Greta Garbo, est mort subitement à Hollywood. Tristan Bernard meurt à Paris.

Les anniversaires. — Les historiens de la littérature, les professeurs, célèbrent le centenaire d'Émile Faguet. Il y a cinquante ans mourait, à Paris, Alphonse Daudet. En l'honneur du quatrième centenaire de la naissance de Cervantès, la Bibliothèque Nationale a organisé une exposition de documents, de manuscrits, d'illustrations qui ont fixé à tout jamais l'immortalité de Don Quichotte, le Chevalier à la Triste Figure. On commémore le dixième anniversaire de la mort de Maurice Ravel.

Les prix littéraires. — Le Prix Femina a été attribué à la romancière canadienne Gabrielle Roy pour son livre *Bonheur d'occasion;* le Prix Goncourt à Jean-Louis Curtis pour *Les Forêts de la Nuit;* le Prix Renaudot à Jean Cayrol pour *On vous parle* et *Les Premiers jours;* le Prix Interrallié à Pierre Daninos pour le *Carnet du bon Dieu*. Le Prix Paul Pelliot, fondé par les Presses Universitaires, afin d'honorer la mémoire de Paul Pelliot, professeur au Collège de France, a été attribué à Pierre Gourou pour son ouvrage sur les *Pays tropicaux;* et au P. Festugière, dominicain, pour son volume *Épicure et ses Dieux*. Le Prix Denyse Clairouin, qui veut couronner une œuvre traduite, a été attribué à Pierre Leyris pour sa traduction des *Poèmes de T.-S. Eliot;* le Prix Horizon, qui couronne une œuvre bretonne, à Yves-Marie Rudel pour son livre *Portes du large*. Sacha Guitry et René Benjamin ayant été mis à l'écart du jury du Prix Goncourt pour les raisons que l'on sait, ont décidé de voter un Prix Goncourt clandestin. Leur auteur fut Kleber Haedens pour *Salut au Kentucky*.

Nouvelles littéraires. — Une Société Arindberg vient de se fonder à Paris sous la présidence d'André Gide. André Jolivet, lors de la première manifestation de la Société, a parlé de Arindberg et Maeterlinck.

Peinture. — La galerie Naeght, à Paris, nous a révélé un peintre de grand talent : Baya. Baya est une petite algérienne de quatorze ans. Quelques expositions importantes à Paris, à des titres divers : Utrillo, Sourtine, Bissière, Piaubert, les peintres de la Provence à la galerie Charpentier. Le prix national de peinture a été décerné à Francis Gruber.

Théâtre. — Dernières créations aux théâtres de Paris : à l'Atelier, *L'Invitation au Château*, d'Anouilh; au Théâtre de la Madeleine, *Le Passage du Malin*, de François Mauriac; aux Noctambules, *Les Épiphanies*, d'Henri Pichette. Jean-Louis Barrault prépare, avec Boris Kochno, un ballet où Barrault incarnera Don Quichotte.

Cinéma. — Le Prix Louis Delluc a été décerné à Nicolas Vedrès pour son film *Paris 1900*. On va tourner un film français qui fera revivre Rubens et son temps. Charles Spaak, scénariste belge, en assurera les dialogues. Les écrans parisiens projettent le film de Delannoy, d'après le scénario de Jean-Paul Sartre : *Les Jeux sont faits*; l'admirable film *Monsieur Vincent*, qui retrace la vie charitable de saint Vincent de Paul; le film anglais *Les Grandes Espérances*, d'après Dickens.

Radio. — La radiodiffusion française a, pour la première fois en France, créé l'opéra Jenufa, du compositeur tchèque Janacek. Les radios étrangères ont commenté longuement les événements politiques français pendant la grève sous le titre pessimiste : *La France menacée*, *Les Raisins de la Colère*, de Steinbeck, ont été adaptés à la radio et diffusés à Paris. Le Prix Maurice Bourdet, de la radio, a été attribué à Pierre Sabbagh, jugé le meilleur jeune reporter. L'émission des *Temps Modernes*, de Sartre et ses amis, a été supprimée. Radio-Sorbonne est née. Elle diffusera des cours de la Faculté des Lettres et un journal des étudiants.

Nouvelles scientifiques. — Le Prix Nobel de physique et de chimie a été décerné à Sir E. Appleton et Sir R. Robinson.

Étranger. — Essen : La première audition de l'opéra d'Hindemith Cardillac a été un succès sans précédent. Prague : l'opéra a donné pour la première fois *Pelléas et Mélisande*, de Debussy. Varsovie : les autorités polonaises ont décidé d'orthographier le nom de Chopin, Szopin.

Querelles et mises au point. — David Rousset, provoqué en duel par le professeur Richet, qui se croyait atteint dans son honneur dans le livre *Les Jours de notre Mort*. Le duel n'a pas eu lieu; les amis de Rousset et de Richet s'étant interposés. Le R. P. Bruckberger, dominicain, attaqué inélégamment dans *Le Figaro littéraire*, se voit défendu avec énergie par ses amis Marcel Arland, Georges Bernanos, Albert Camus, Julien Green, André Malraux, Brice Parain, Jules Roy, Jean Paulhan, Jacques Lemarchand, dans *Combat*. « Ce qui nous pousse à protester, ce n'est pas seulement la camaraderie de combat qui lie quelques-uns d'entre nous au P. Bruckberger et qui passe de loin nos différences de doctrine. C'est le sentiment qu'il est décidément impossible d'accepter que des hommes, religieux ou non, soient attaqués calomnieusement dans leur vie privée, au lieu de l'être de front dans leurs idées ou leur action. » Stanislas Fumet, dans une conférence privée, a réagi violemment contre le *Baudelaire* de Sartre, réduit par celui-ci à n'être qu'un pauvre pantin. On commence à protester partout contre le succès des *Digest* qui nous viennent d'Amérique et tentent de ramener la culture à une somme de ragots plus ou moins attrayants, de condensés, d'adaptations. Le succès de ces publications est tel que les éditeurs s'alarment. Le public paresseux finira par préférer le résumé d'un roman au roman lui-même.

Imprimerie Aubin. — Ligugé (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1948. — Imprimeur, n° 276.
N. M. P. P.